

AFRIQUE

Dans les maquis d'Érythrée

Après un long séjour dans les maquis d'Érythrée, J.-C. Guillebaud a décrit les progrès de la guérilla et la « révolution démocratique » que conduit l'un des deux fronts de libération, le F.P.L.E., dans les zones qu'il contrôle. (1) Le Monde, 2 et 9 décembre. Il analyse ci-dessous la persistance des divisions idéologiques au sein de la rébellion et les risques de guerre civile à l'approche de l'indépendance.

Keren. — « L'antibuse » pour Amara fonctionne déjà ! Pas encore jusqu'au terminus. Chaque jour, au car ou au camion, affrété par le F.P.L.E. et chargé de civils, quitte Keren en direction de la capitale provinciale toujours aux mains de l'armée éthiopienne. À 19 kilomètres de son but, il débarrasse ses passagers et fait demi-tour. Étrange « arrêt provisoire » ! Au-delà du « point de non retour », les lignes de front, les tranchées rebelles et les sacs de sable qui survole, parfois, un avion de reconnaissance de l'armée « coloniale ».

Si l'antibuse ne va pas plus loin, ses passagers, qui continuent leur route dès la nuit tombée, A pied. Des petits groupes d'hommes et de femmes chargés de paniers se rendent dans les sentiers, se contentant dans le silence de se glisser entre les forêts éthiopiennes, où sont barricadés pour la nuit les soldats de l'armée rouge. Comme au Vietnam, comme au Biafra ou au Bangladesh, la nuit va bruyamment pour quelques heures les limites de la « peau de léopard » érythréenne, en effaçant les frontières provisoires de la guerre. Entre les zones libérées et la capitale assiégée une infinité de contacts vont ainsi, furtivement, se nouer. Un commerce clandestin s'organise mille commerces plus.

Keren, ville « libre », manque de tabac, de café, de tissus, de cigarettes. Amara, soumise au blocus de la guerre, réclame des légumes, des fruits, de la viande : tous les produits alimentaires que les campagnes, contrôlées par les fronts de libération, produisent normalement. Alors on s'arrange ! À la barbe des Éthiopiens, on trafique, avec leur complicité tacite. « C'est dangereux, bien sûr », nous disait un commerçant de Keren. Les gens risquent parfois leur vie pour le stock de cigarettes. Sur les Éthiopiens se réveillent de temps en temps, bloquant les chemins, et tiennent les suspects en prison. Mais ils savent très bien qu'ils ne peuvent pas contrôler tous les mouvements de population.

Chaque nuit, en Érythrée, se poursuit ainsi un vaste commerce clandestin, avec ses filières, usant souvent de charbonniers, contrebandiers, son marché noir, et naturellement ses profits. En transportant lui-même les civils jusqu'aux zones de dénonciation, le F.P.L.E. n'agit pas par pure philanthropie. Il s'efforce, visiblement, de reprendre le contrôle d'une activité économique qui lui échappe depuis 1974. Les échanges nocturnes entre les « deux » Érythréens illustrent la faiblesse et la vulnérabilité d'une armée d'occupation agrippée à un pays qui est le théâtre de ses menaces (on n'échange pas des marchandises, certes !). Mais ils représentent, aussi, un paradoxe : beaucoup de riches, car si l'on peut, aujourd'hui, passer sans gros problèmes des zones « libérées » aux dernières réduites de l'occupation, c'est en fait le contraire.

circule plutôt mal entre les territoires des fronts de libération concurrents. Comme hier en Angola, l'ensemble du pays échappant au contrôle d'Addis-Abeba se trouve déjà partagé en zones rivales. Des zones où rien n'est semblable : ni le mode d'administration, ni le système politique, ni même l'état d'esprit.

Plus grave, en dépit des proclamations rassurantes et des promesses de réconciliation, des divisions idéologiques au sein de la rébellion et les risques de guerre civile à l'approche de l'indépendance.

Commençons en 1970, lorsque une partie des dirigeants de l'insurrection quittèrent le F.P.L.E. pour fonder un nouveau front, l'« histoire des querelles érythréennes » est déjà longue et embrouillée. Jalonée de congrès, de ruptures, de rapprochements provisoires, marquée entre 1971 et 1974 par une sanglante guerre civile, cette division des maquis est préservée, pour l'instant, l'éthiopie du dernier désastre. Elle procède de plusieurs catégories de facteurs dont le poids respectif a pu varier selon les époques.

Aujourd'hui, les divergences idéologiques paraissent déterminantes. À gauche, le F.P.L.E. marxiste-léniniste est décidé à conduire la révolution jusqu'à son terme, en empruntant au besoin le « véhicule » provisoire d'un « front démocratique » qui réunirait à sa tête l'ensemble des forces populaires, les masses érythréennes et la bourgeoisie nationale. Sensible, en dépit des contradictions, à la politique internationale, il se veut « révolutionnaire », anglois, sahraoui ou — surtout — sud-yéménite (1), le F.P.L.E. affirme lutter pour une Érythrée réellement indépendante et socialiste.

Le F.P.L.E. pour sa part, se situe plus à droite, moins sur le plan théorique (on invoque parfois Marx et Lénine) que dans la pratique quotidienne : plutôt hostile aux nationalisations, il ne dispose pas d'organisations de masses « analogues » à celles du F.P.L.E. mais s'appuie encore sur les chefferies traditionnelles et les vieilles hiérarchies féodales. D'où le manque d'homogénéité d'un mouvement beaucoup plus tribaliste de persistance de la « vieille » Érythrée, des ambitions particulières.

Les facteurs ethniques et religieux (2) jouent également dans le passé un rôle d'autant plus évident que le F.P.L.E. se situe à son côté, comme l'avaient fait avant elle les Italiens et les Anglais, mit à son profit pendant des années les clivages ethniques ou religieux en soutenant que l'Érythrée, divisée en neuf nationalités différentes, ne saurait être considérée comme une « nation ». Elle cherche aussi à s'appuyer sur les chrétiens pour résister, au nom du très saint empire abyssin, à la « menace islamique », vieille obsession de l'histoire éthiopienne. Malgré quelques exceptions (3), l'origine de la rébellion et du F.P.L.E. fut effectivement islamique, une époque où la minorité, plutôt favorable au rattachement à l'Éthiopie se recrutait surtout tout parmi la bourgeoisie chrétienne.

Mais l'influence du tribalisme et de la religion — quoi qu'en dise la propagande éthiopienne — paraît aujourd'hui négligeable. Les deux fronts comptent dans leurs rangs des chrétiens et des musulmans. Ils affirment l'un et l'autre lutter pour l'unité nationale en dénonçant les « manœuvres de division ».

III. — Réconciliation ou guerre civile ?

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Beaucoup plus lourd, en revanche, paraissent être le poids des alliances extérieures et l'influence, sur chacun des fronts, du contexte régional. La guerre d'Érythrée, en effet, n'est pas seulement la lutte d'un petit peuple d'Afrique réclamant le droit d'exister. Elle participe, à son corps défendant, de la longue et immense compétition internationale pour le contrôle de la « corne » africaine, des rivages stratégiques de la mer Rouge et de l'océan indien. En filigrane, elle exprime aussi les rivalités historiques d'une région charnière entre le monde africain et le monde arabe ; soumise par conséquent — de l'intérieur et de l'extérieur — à des influences contradictoires. Les Érythréens — comme les Soudanais — ont beau se considérer avant tout comme des Africains, leur lutte de libération n'est pas moins présentée comme une « cause arabe » de Beyrouth à Bagdad.

Jusqu'en 1974, les alliances internationales de la rébellion érythréenne étaient assez claires. Soutenue par les pays de l'Est (U.R.S.S. et Bulgarie, notamment) et les pays arabes « progressistes » (Syrie, Irak, Libye), elle s'opposait à l'empire éthiopien, allié privilégié de l'impérialisme américain et du « sionisme ». Washington, qui avait pesé de tout son poids après la guerre pour faire voter par l'O.N.U. le référendum sur l'indépendance de l'Érythrée et l'Éthiopie, avait, en échange, pris pied dans la région et disposait non loin d'Asmara, de la base « d'observation » de Kigali.

Aujourd'hui, les changements politiques intervenus à Addis-Abeba, les renversements d'alliance compliquent singulièrement le tableau. Le camp socialiste et l'U.R.S.S. se trouvent désormais aux côtés de l'Éthiopie, tandis que les pays arabes « conservateurs » (Arabie Saoudite, Jordanie, etc.) soutiennent une lutte de libération qui fut, durant quarante ans, réprimée avec des armes américaines. Ce bel paradoxe ! L'entente des marxistes érythréens se réclamant du marxisme-léninisme favorisée, objectivement, par les desseins de Ryad (dont de Washington) qui veut chasser les Soviétiques de la région.

C'est pas tout. Le monde arabe, globalement favorable à une Érythrée indépendante, est aujourd'hui très divisé. Si, comme Ryad et Khartoum, Damas et Bagdad aident les Érythréens, c'est dans une optique bien différente. Chacun de ces protecteurs cherche à assurer son empire, notamment idéologique, sur la rébellion, et demain sur l'Érythrée indépendante. La division du maquis érythréen est ainsi un enjeu qui oppose les fronts, reflétant aussi cette lutte d'influence entre des protecteurs intéressés.

Le F.P.L.E. victime des retournements idéologiques érythréens se retrouve aujourd'hui à peu près seul. Ce handicap, qu'il a réussi à surmonter grâce à des efforts énormes et au mot d'ordre d'auto-suffisance, est ainsi un handicap. Solitaire, condamné à « compter sur ses propres forces » et sur le seul appui des « masses érythréennes », le F.P.L.E. est aussi beaucoup plus libre, plus « national ». Il est plus crédible lorsqu'il parle de non-alignement et d'indépendance.

Le F.P.L.E. à l'inverse, est soutenu par des pays arabes riches et puissants, mais il est en perte de vitesse sur le terrain. Deux raisons qui le rendent beaucoup plus sensible aux influences extérieures.

quelques centaines de combattants dans les camps de réfugiés au Soudan, de mener à l'extérieur d'« opérations de propagande et d'édition de journaux ». The Egyptian Review. Le F.P.L.E., quant à lui, devant cet éclatement de ses partenaires, est sommé de choisir un interlocuteur avant de poursuivre les négociations. Le F.P.L.E. bien sûr, revendique la légitimité des maquis et refuse de considérer le « frère » Sababé comme un partenaire possible. Certains pays, au contraire, le Bass Irakien et le Soudan, par exemple, poussent au contraire à la reconnaissance officielle du « groupe Sababé ». Un « troisième » front permettrait, pense-t-on, de freiner l'irrésistible progression du F.P.L.E.

Cette querelle, en apparence marginale par rapport à l'objectif commun, va provoquer — en 1978 et 1979 — de nouveaux et graves déchirements dans les maquis.

Les risques de l'indépendance

En juillet 1976, les dirigeants du F.P.L.E. faillirent par reconnaître le « groupe Sababé » comme un troisième front. Rejetant les exhortations du F.P.L.E., ils insistèrent pour que le processus d'unification se fasse « à trois » et non à deux. Le F.P.L.E. refuse tout contact avec le régime maraboutique de Khartoum et de Mogadiscio ; il a autorisé, avec l'aide de l'Iran, l'écrasement de la guérilla du Dhorar (dont le F.P.L.E. se déclarait solidaire) (4) ; il a entrepris de « récupérer » le Sud-Yémen. Autant d'exemples qui indiquent bien comment l'un compati, à Ryad, l'indépendance de l'Érythrée.

Le « cas » Sababé

Pour comprendre la situation présente au sein des maquis, on doit partir du 22 mars 1976. Ce jour-là, le F.P.L.E. a décidé de rompre avec le personnage qui les représente à l'extérieur et recueille, en leur nom, les subventions arabes : M. Osman Saleh Sababé. Membre officiel de cette rupture, le F.P.L.E. a déclaré solidaire (4) : il a entrepris de « récupérer » le Sud-Yémen. Autant d'exemples qui indiquent bien comment l'un compati, à Ryad, l'indépendance de l'Érythrée.

Jésusé par le F.P.L.E., M. Sababé, qui se pose en unificateur, s'efforce de créer son propre front. L'argent dont il dispose lui permet de recruter

trouve sur la défensive. Il est contraint — tout comme certains pays arabes — de « lâcher » Sababé et d'accepter in fine les exigences du F.P.L.E. : discussions à deux et non à trois. Le 28 octobre, à Khartoum, est signé un accord important qui consacre ce nouveau rapport de forces. Le « groupe Sababé » est sommé de valider le Monde daté 23-24 octobre l'un des deux fronts officiels qui amorcent un processus d'unification (et non de fusion).

Les choses en sont là, l'effacement de l'armée éthiopienne à l'approche de l'indépendance. Elle a rendu, du même coup, plus aigus les risques d'une nouvelle guerre civile pour le contrôle du futur État. D'où cette réconciliation précipitée qui, bien qu'ardemment souhaitée par la population civile et beaucoup de combattants des deux bords, est encore fragile, théorique même.

Vu de Keren, tout porte à croire que le F.P.L.E., aujourd'hui plus puissant, plus cohérent et mieux organisé que son partenaire, l'irajera progressivement le F.P.L.E. comme fit jadis le F.P.L.N. algérien ou le front de libération sud-yéménite. Vue de l'extérieur, en revanche, l'opposition des pays arabes « codés » pour empêcher la naissance d'une Érythrée révolutionnaire dévotionnelle (4) : le F.P.L.E. n'a pas de moyens de réaliser.

Si la victoire militaire contre l'armée éthiopienne paraît bien proche autour d'Asmara, nul ne peut dire comment naîtra ce futur État dont chacun répète qu'il ne sera pas un deuxième Angola. On un second Liban. Sur la route qui part de Keren vers la capitale provinciale, les « deux » Érythréens se croisent sans aucun doute les plus difficiles à parcourir.

FIN

(1) Le congrès de janvier 1977 du F.P.L.E. avait manifesté sa solidarité au peuple palestinois. L'armée populaire de libération d'Oman, aux « forces progressistes et patriotes » du Liban, au peuple du Sahara occidental.

(2) À deux reprises, dans les deux points de son programme national démocratique (points 5 et 7), le F.P.L.E. insiste sur la nécessité de « l'union » : « l'union » des « tentatives anti-nationalistes » et « réactionnaires » fondées sur la « haine » et les « divisions ethniques ».

(3) Parmi les premiers fondateurs du F.P.L.E., se trouvaient quelques intellectuels et personnalités chrétiennes très connues.

(4) Le parti communiste français fut l'un des premiers à reconnaître l'indépendance de l'Érythrée. Le 1977, il avait adressé un télégramme de félicitation au F.P.L.E., saluant la « lutte du peuple érythréen pour son émancipation ». Un mois plus tard, l'U.R.S.S. et le camp socialiste s'engagèrent à reconnaître aux côtés de l'« oppresseur » éthiopien.

LA CRISE RHODÉSIENNE

M. Smith et les dirigeants nationalistes modérés font état de « progrès » sur la voie d'un règlement « interne »

Salisbury (A.F.P.). — Les dirigeants nationalistes modérés et le gouvernement de Rhodesie sont convenus, vendredi 9 décembre, au cours de leur première séance plénière de discussion, de se consulter régulièrement, sinon quotidiennement, « afin de progresser aussi vite que possible » dans la négociation d'un règlement « interne ».

Un communiqué commun fait état de « progrès » dans les questions abordées, essentiellement celles du rôle des adultes et des jeunes dans les institutions nationales.

De notre envoyé spécial

de sa femme et de son enfant, laissés dans une mission proche de Bulawayo. La police n'a pas eu de plus en plus et ne se refuse pas à leur retour.

A Selepi-Pikwe, la prison a accueilli les premiers réfugiés. Le camp adjacent a ouvert ses portes en mars 1976. À l'époque de l'échec des négociations de Nickomo-Smith, il avait été conçu pour abriter cinq cents personnes. Dix-huit mois plus tard, le nombre des pensionnaires a quadruplé. Plus des deux tiers ont moins de seize ans. Plus de 90 % de ces réfugiés se réclament de M. Joshua Nkomo, ce qui s'explique : le Botswana est frontalier de pays instables, le fleuve du Botswana, le Zambie, l'autre se trouvant au bord de l'effondrement. « La guérilla leur fait passer la frontière de nuit », explique M. Wahungu, représentant local de la Cruz-Rouge botswanaise. Les passeurs de la ZAPU — le mouvement de M. Joshua Nkomo — connaissent le « no man's land » imposé par les forces rhodésiennes sur cette frontière comme sur celle du Mozambique.

dont celle de l'évêque Abel Muzorewa, président du Conseil national africain unifié (ANCU) retrouveront lundi le premier ministre rhodésien, M. Smith.

Ce dernier s'est engagé à transmettre le pouvoir à la majorité noire de Rhodesie en échange de garanties constitutionnelles servant les intérêts de la minorité blanche. Le communiqué de vendredi marque la volonté du gouvernement de Salisbury, qui craint un renforcement de la guérilla, de pousser les négociations avec les dirigeants modérés noirs aussi loin que possible avant Noël.

Une cible pour les forces rhodésiennes

L'entassement des réfugiés dans ce camp est dû au ralliement du pont aérien qui les évacue sur les camps de la ZAPU, en Zambie. Cinq mille réfugiés à Selepi-Pikwe, leur transfert vers la Zambie.

Ne disposant que d'un embryon d'armée, le Botswana s'efforce de plus en plus d'un développement qui, faute d'un règlement rhodésien, pourrait prendre une

tourmente alarmante. « Les réfugiés », nous a dit le président Seretse Khama, « offrent une bonne excuse aux forces rhodésiennes pour lancer des raids contre notre territoire. » Salisbury accuse le Botswana d'« abriter des camps de terroristes ». Ce qui est apparemment faux. Mais montrer un raid contre l'un ou l'autre de ces camps de transit serait un jeu d'enfant pour les forces rhodésiennes.

Autre problème : le Botswana ne sait se soustraire des partisans du révérend Sibhele ou de l'évêque Muzorewa, dont la ZAPU ne veut pas dans ses camps de Zambie. Certains échouent en Libye. Parmi les réfugiés, on compte un bon nombre de jeunes recrues de la ZAPU qui sont orientés vers des camps d'entraînement situés en Angola et en Zambie, avant d'être renvoyés sur le terrain pour y renforcer la guérilla. « Les Rhodésiens n'arrivent pas à contrôler leurs frontières, mais ne les empêchent, un jour, de s'en prendre aux camps de réfugiés du Botswana », nous a dit un observateur à Gaborone.

Pour la délégation parlementaire européenne qui a visité récemment Selepi-Pikwe avant de gagner Lusaka, une autre question se pose : réussira-t-on pas à réchauffer d'un nouveau « problème palestinien » ? Tous les États africains frontaliers de Rhodesie veulent en finir avec les concessions qu'ils seraient prêts à faire à la minorité européenne de Salisbury.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AMÉRIQUES

Bolivie

LE GOUVERNEMENT A BRISÉ UN « MOUVEMENT DE SUBVERSION » DANS LES FORCES ARMÉES

La Paz (A.P.). — Le général Guillermo Jimenez Gallo, ministre bolivien de l'intérieur, a annoncé, vendredi 9 décembre, que le gouvernement avait brisé un « mouvement de subversion » dans les forces armées, dirigé contre le président Hugo Banzer. Ce mouvement ne concernait que petit nombre d'officiers et n'a qu'une importance secondaire, a estimé le ministre de l'intérieur. Cette affaire n'affectera pas la décision du gouvernement d'organiser des élections en juillet 1978 pour mettre fin à près de neuf ans de régime militaire en Bolivie, a déclaré le général Jimenez Gallo.

Cinq officiers ont été arrêtés : un lieutenant-colonel, trois commandants et un capitaine. Arrivé au pouvoir par un coup d'État sanglant, le 21 août 1971, le général Hugo Banzer avait annoncé, à la surprise générale, le mois dernier, que des élections générales auraient lieu en juillet 1978 et qu'il ne se présenterait pas au scrutin présidentiel. Certains milieux de l'armée ont été pris à contre-pied par l'événement.

Océanie

Australie

VICTOIRE DE LA COALITION CONSERVATRICE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Canberra (Reuters). — La coalition libérale-agricarienne (conservatrice) du premier ministre, M. Malcolm Fraser, a remporté les élections législatives organisées ce samedi 10 décembre en Australie. Cette victoire lui permet de conserver le pouvoir pour un nouveau mandat de trois ans.

brésil, Amérique latine, Espagne et Portugal, pays africains de langue portugaise

cadeaux de vente de l'amitié 9-10-11 déc/11 à 22 h hôtel moderne pl. de la république paris

livres, presse, musique, guides, cartes géographiques, méthodes audio-visuelles, diapositives, draps, conférences, etc. (importation exclusive)

16, rue des Ecoles, Paris-V - Tél. : 633.46.16 - Métro Maubert-Mutualité. (Vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues).

APRÈS LE RENVVERSEMENT

Les formations modérées... que la président de la République...

Une émission de télévision préparée par le parti travail... provoque des remous

Grande-Bretagne

Une émission de télévision préparée par le parti travail... provoque des remous

De nos lecteurs

Une émission de télévision préparée par le parti travail... provoque des remous

MARIAGE

Gai! Gai!... mais à quatre

Tous deux sont étudiants et de nationalité étrangère. Il est magnifiquement visible qu'ils s'aiment. Pourtant, elle m'a expliqué à plusieurs reprises leur opposition au mariage, dont ils ne cessent de faire la preuve : leur ferocité intrinsèque sur le sujet les avait même amenés à refuser de passer devant Mouton le maire pour avoir le droit de passer leur candidature à un « studio pour couple » en cité universitaire. Une fois seulement, elle m'a dit : « Je ne me marierai qu'avec l'homme dont je voudrai avoir un enfant, et quand je le voudrai — l'enfant, pas l'homme — parce que c'est tout de même préférable pour l'enfant ».

Et voilà qu'elle m'annonce un malin, incidemment, comme cela, dans la conversation : « J'allais oublier de vous dire : nous avons décidé de nous marier. C'est un peu idiot, mais j'en suis sûr, sur le coup, ravi. Ainsi, ils s'aiment au point de vouloir faire ensemble et maintenant un enfant ! Elle calme rapidement ma joie pour eux : « Mais nous ne nous marierons pas ensemble. Il épousera une Française et moi un Français. Et nous ferons tous une grande fête. » « Ah bon ! », me suis-je écrié, d'une voix assez basse, bien sûr, mais non et la stupéfaction qu'il révèle appellent quelques commentaires. Elle me les livre, très rationnellement.

Chacun de son côté

« Vous comprenez, ça simplifiera tant de choses ! D'abord, notre pays n'accorde de bourses qu'à ceux qui n'en ont pas besoin : c'est ainsi, mais plus on appartient à une classe sociale élevée, plus on a de chance d'en obtenir une par piston. Pour nous, pas moyen, malgré les recommandations de nos professeurs. Mariés en France à des Français nous recevrons probablement l'aide qui nous permettra de poursuivre nos études sans vivre d'expédients honteux, mais évidemment tout de même, et de petits boulots. Et puis, il devra bien se résigner à faire son service militaire, et ce sera moins long et moins démoralisant chez vous que chez nous. Enfin, on en a « ras le bol » des formalités, des contrôles en tout genre, des attentes à la préfecture de police pour le renouvellement des cartes de séjour, brel de l'administration et de ses papiers. » Après un silence, elle précise, comme pour me rassurer : « Mais vous savez, nous avons l'intention de faire des mariages blancs. »

Donc ils veulent se marier, chacun de son côté, pour pouvoir mieux vivre ensemble. Soit ! Je crois cependant de mon devoir amical d'évoquer les inconvénients les plus évidents de la situation dans laquelle ils envisagent l'un et l'autre de se mettre. Ces « mariages » légalement contractés, il leur faudra bien un jour s'en délier — d'où divorce, autres formalités, argent à déboursier. D'autre part, sont-ils certains que leurs « mariages » résoudront si facilement les petits et grands problèmes de leur vie quotidienne : bourse, travail, service militaire ? La réponse à ces deux objections m'est tout aussi tranquillement apportée : « Nous allons nous renseigner très sérieusement, et nous ne nous marierons que si cela en vaut vraiment la peine. » Soit encore ! Ils sont assez grands pour savoir ce qu'ils font.

L'inquiétant « petit détail »

Reste néanmoins un « petit détail » inquiétant, sur lequel j'ai la curiosité de demander quelques éclaircissements : la validité de ce « mariage à quatre » entre elle, lui, et leurs « épouse » et « époux » respectifs. Pour lui, c'est très simple : nous avons une bonne copine qui nous a d'ores et déjà donné son accord, et nous sommes tous les deux très sûrs d'elle. Si, si, je vous assure, il s'est choisi une « fiancée » très bien, qui accepte parfaitement un mariage « comme ça » avec lui.

Admettons, d'autant qu'il est plus facile à un homme de ne pas être « violé » par sa « femme » que l'inverse... Mais pour vous ? Croyez-vous qu'il soit très raisonnable de demander un tel service, même à un bon copain ? Car enfin, il me semble que, à sa place, j'aurais du mal à ne pas penser, à un moment ou à un autre, que vous êtes, après tout, ma femme. La réponse m'est donnée posément, mais avec un éclat de rire retenu qui plisse le bord des yeux : « Ça, bien sûr, le ne l'admettrai pas, si c'est ce qui m'enlève le plaisir dans ce projet. C'est pourquoi je ne m'entendrais avec un homosexuel. Malheureusement, des deux que je connais actuellement et qui sont des amis, l'un a la même nationalité que nous, ce qui ne résout rien, et l'autre ne m'inspire pas tout à fait confiance. Parce que vous devez bien imaginer que je veux épouser un « vrai » homosexuel, un irrécusable. »

Ainsi soit-il !

MARTINE BORRELLY.

Le Monde aujourd'hui

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE
La protection et l'information
des consommateurs

DÉPENSES

NOËL

Bouts de chandelles Devenez le roi des jeux

LS appellent cela un « simple maintien du pouvoir d'achat ». J'adore leurs périphrases, mais, en ce moment, j'ai l'impression de marcher à contrepied sur un tapis volant. On a beau gagner plus, ce n'est jamais assez, et c'est toujours moins qu'avant.

En septembre, nous avons supprimé le bifeck, et ressorti les meilleures recettes de grand-mère :

La défense du législateur

U DE BRETAGNE

Tempêtes...

LES voici donc revenus, les vents. Depuis quinze jours, ils redoublent, sans plus, indécis, moûtissant à la mer. En vingt-quatre heures, ils ont rassemblé leur force et glapi leur puissance sur la Finistère. Et, de leur souffle sauvage et froid, bousculé les digues.

S'il vous plaît, les vents, pour nos marins, pitié !

Souffles superbes ! Quand la météo annonce les tempêtes, je ne sais pourquoi les citoyens se calment dans leurs villes. C'est alors que la Bretagne connaît ses plus beaux jours et c'est alors qu'il faudrait y venir. Pour admirer ce bouleversement inouï, entendre le rire saigre de mille fibres à la bouche des rocs et la musique sourde des millions de tambours aux portes des havres. Et dans les yeux des pêcheurs, il y a cette lumière de l'aine : la mer ne se calmera pas, quelle royale garce en son triomphe ! Et les bateaux souffrent qui entrent sur leur ancre sous le gonflement, le groissement des marées.

A Botzulan, ce ne fut que giffes, lottées, assauts secs et tonitruants, et vents venant du nord. Il y eut de la franchise dans leur violence. Quand ils sont au sud, ils vont par cette loyauté. Avec une néchanceté sournoise, ils fracassent les arbres et les ardoises. Et les lertiers eux-mêmes les redoutent.

Pas moi ! J'ai appris à aimer les vents. Je trouve un rythme dans leur respiration et, peut-être, dans leur mécontentement et leur lueur, une philosophie. C'est bien. Mais, s'il vous plaît, les vents, pour nos marins, pitié...

XAVIER GRALL

MARGUERITE BORLOZ.

stocks hachés moitié viande-moitié mie de pain, ragouts mijotés, etc. Et nous avons découvert les joies des choux, des bettes et des soupes aux fèves de radis. En octobre, nous nous sommes attaqués au poste « entretien de la maison ». Les draps séchant maintenant dans la cuisine et le gentil monsieur de la blanchisserie ne nous reverra pas de sitôt. Si tous ses clients font comme nous, il ne va pas s'enrichir. En octobre encore, j'ai mis mon carnet de chèques au rencart. Cent francs en billet, ça fait tout de même plus mal que 100 F en chèque. Et puis, comme le carnet de chèques est à la maison, les décisions d'achat sont forcément plus mûries.

En novembre j'ai voulu réduire le poste « transports ». La carte orange m'apparaissait soudain comme une dépense de luxe. Quelques tickets de métro, quelques trajets en voiture, un peu de stop, du vélo, de la marche à pied, j'allais économiser des dizaines de francs. De plus, en novembre, il y avait deux ponts, c'était un mois idéal pour ne plus subventionner la R.A.T.P. Je passerais sous silence le rhume que j'ai attrapé en descendant à pied le boulevard Saint-Michel sous une pluie glaciale, l'accident que j'ai failli avoir avec un représentant en informatique qui voulait me montrer les étonnantes reprises de sa voiture, et le rendez-vous que j'ai manqué parce que j'avais dû faire la queue au guichet d'une gare de banlieue. Pour s'en tenir à l'aspect comptable de l'opération, j'ai dépensé plus de deux fois le montant de la carte orange en carnets de tickets, billets de train, parkings payants (où l'on reste toujours plus longtemps qu'on ne croit), essence et contraventions. Et pour terminer le mois, 25 F d'amende pour avoir mis un ticket au lieu de deux dans l'autobus. J'estimais que c'était assez cher pour un si petit trajet.

A l'inspecteur, j'aurais bien voulu expliquer que ce ticket manquait faisait partie d'un grand plan d'austérité. Sans doute connaissait-il lui-même le problème des salaires qui ne rattrapent jamais les prix. J'ai vaguement bredouillé je ne sais plus quoi. Et l'amende est tombée, sèche et humiliante. Je me suis recroquevillée dans mon lit. Dans mon délire d'économie, j'en étais à compter les tickets de métro ! Le mois prochain, je m'attaquerai à ce qui est vraiment superflu.

NOËL n'est pas drôle pour tout le monde. Pour les fabricants et marchands de jouets, l'horizon est même tout à fait noir. On annonce en effet une baisse des bénéfices à l'échelle mondiale, résultat inévitable d'une grave déprime de la plus vitale des matières premières : il n'y a plus d'enfants !

La dénatalité ne désole pas seulement MM. Debré et Chauvin. Quand les enfants ne naissent plus, ils ne consomment plus de poupées et de trains électriques. La baisse du chiffre d'affaires pourrait atteindre 40 % dans la décennie qui vient.

Dans un dernier geste d'héroïsme désespéré avant la honteuse faillite, les fabricants allemands de trains électriques ont lancé une nouvelle gamme de trains trop petits et trop compliqués pour les enfants. Ce recule maladroite des adultes ne les mènera pas loin : depuis que les monstres noirs à la vapeur sonore et aux énormes pistons phalliques ont été retirés du réseau, les locomotives ont perdu leur prestige et les pères leur envie de jouer au train miniature.

Symboles

Le chemin de fer étant depuis longtemps tombé en désuétude outre-Atlantique, les fabricants américains de jouets ont choisi une autre stratégie pour remédier au manque d'enfants. Ayant consulté des spécialistes en marketing, psychologie, psychanalyse, sociologie et sexologie, ils ont découvert qu'il convenait de lancer une gamme d'enfants dans le domaine des jeux de société. Pourquoi, se sont-ils demandé, les enfants aiment-ils ces jeux dont l'un des participants sort vainqueur (ce qui n'est pas le cas avec les trains et les poupées) ? Sans doute parce que dans le monde des adultes ils ne gagnent jamais. Pas d'argent, pas de pouvoir pour eux dans la vie. Au Monopoly on peut espérer un gain symbolique, ce qui est presque meilleur qu'un gain réel selon les psychanalystes cités plus haut.

Or il n'est pas nécessaire d'avoir étudié Freud pour s'apercevoir que les adultes possèdent de moins en moins de pouvoir dans leur vie. Les gains et pouvoirs symboliques que l'on vend aux enfants devraient donc intéresser de plus en plus les adultes !

Sachant cela, voici une liste de jeux trouvés dans un supermarché au rayon de Noël : Banco sur le pétrole (« Un jeu d'actualité... »)

Devenez le roi du pétrole ! Le millionnaire : Air traffic (« Gère une compagnie aérienne ») ; Motocross (« Les émotions d'une vraie course ») ; La Transat (« Le jeu d'Eric Tabarly ») ; Samourai : La conquête du pétrole (« Le joueur qui aura atteint le premier un capital de 500 millions aura gagné ») ; Enigmako (« Le coupable est dans la ville, toutes les polices le recherchent, créez son portrait-robot, identifiez-le, arrêtez-le ») ; Ce jeu connaît un certain succès en Allemagne ; Le plus malin (« Jeu éducatif ») ; La ruée vers l'or (« A la conquête des richesses du monde ») ; Wild-life (« Au cours de ce passionnant safari, chaque joueur rivalise l'ambition des chasseurs de fauves ») ; Jeu favori du président de la République : Jockey (« L'atmosphère excitante d'un hippodrome. On y fait des paris, et s'il s'agit de gagner les paris ») ; Excellente préparation pour le tiercé ; Mission impossible (« Découvrez les agents secrets qui vous entourent ») ; Ce jeu vise en priorité la clientèle des paranoïaques ; Adjupe (« Devenez le plus riche collectionneur ») ; La bonne pâte (« La vie du ménage avec les dépenses et les rentrées d'argent, les factures et les épargnes, et à la fin du mois : la bonne pâte »).

JEAN-JACQUES GREIF.
(Lire la suite page 21.)

SUR LE VIF

Un chauffeur de taxi, patronne, mais qui n'a pas de licence professionnelle, se déclare très ému que le France ait pu accéder à New-York.

Un grand couturier parisien se félicite de l'économie qu'il a faite, grâce à Concorde : « Je restreins d'urgence à Paris, d'où on ne peut plus couler à New-York, à moins de 1 000 francs. »

Une voyante a donné pour enseignement à son élève : La Providence nous allège.

Présé de dévoiler son opinion sur l'époque, le récepteur par Goncourt s'écrit : « Ce non-respect de la personne humaine, c'est odieux à la fin ! » « La brave femme ! », aurait dit Molière.

FRANÇOIS BOTT.

Au fil de la semaine

Écologie, que de crimes...

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

L'ELECTEUR écologiste a entre dix-huit et trente-quatre ans, il réside dans une ville de plus de cent mille habitants, il est cadre moyen ou employé. Au second tour des élections, un sur quatre des votants écologistes du premier tour reportera, sans doute, son suffrage sur un communiste, un sur trois sur le candidat de la majorité, les autres s'abstiennent. Si le candidat de la gauche est un socialiste, il peut espérer obtenir les voix de deux écologistes sur quatre, les deux autres se partageant entre la majorité et l'abstention. Au sein de la majorité, la préférence de ces électeurs va un peu plus nettement aux « giscardiens » qu'aux « gaullistes ». Enfin, à l'inverse, l'anti-écologiste est un agriculteur de plus de soixante-cinq ans, résidant, évidemment, dans une commune rurale.

C'est tout ce qu'on sait d'un million environ de votants des élections de mars prochain. Encore s'agit-il d'un portrait-type et d'intentions de vote tracées à partir de sondages (1). Or, ces mêmes sondages s'accroissent pour octroyer aux candidats écologistes 4 à 5 % des voix. C'est peu et c'est énorme, puisque le corps électoral est pratiquement coupé en deux et que ces voix-là risquent de faire l'arbitrage.

Ces électeurs écologistes, qui sont-ils, d'où viennent-ils et où vont-ils politiquement, que veulent-ils exactement ? Tous les partis s'interrogent et, à tout hasard, s'efforcent de les récupérer, avec des fortunes diverses. En même temps, les mouvements écologistes tentent de s'organiser et de s'entendre, mais n'y parviennent guère. Il est exceptionnel que, à trois mois d'une consultation aussi attendue, d'un choix aussi éprement disputé, on ignore ainsi la composition sociologique, les tendances et l'orientation d'une fraction de l'électorat assez important pour jouer éventuellement un rôle décisif.

Pour les écologistes, c'est quitte ou double. Ou bien ils figureront et persisteront, et leur tour jeune mouvement — sa naissance peut, semble-t-il, être datée de 1972

— deviendra une composante de la politique institutionnelle. Ou ils se disperseront, échoueront, seront absorbés, et la lutte contre la pollution, bref, une démonstration ponctuelle, pittoresque ou menaçante, mais sans portée.

LES revendications écologistes couvrent une gamme très étendue et très diverse d'exigences. A un bout de la chaîne, le refus est global, la contestation radicale : croissance zéro, renoncement à l'industrialisation, au productivisme, à toute recherche ou à tout développement de l'énergie outre que « naturelle », retour à la vie, à l'alimentation, à des rythmes également inspirés de « la nature ». A l'autre extrémité, on se borne à souhaiter une amélioration de la qualité de la vie, un meilleur respect de l'environnement, une plus grande vigilance dans la lutte contre la pollution, bref, une croissance plus harmonieuse, mieux maîtrisée, mieux surveillée. Entre les deux, toute la gamme des inquiétudes, des mises en garde, voire des obsessions.

Par voie de conséquence, les méthodes préconisées ou utilisées varient à l'infini. Elles vont du terrorisme à la non-violence, de la contestation scientifique aux manifestations de masse, de l'hostilité à toute l'organisation de la société, avec la volonté de la détruire, jusqu'à l'aménagement de cette société posant par l'acceptation du progrès technique et scientifique. Accessoirement, le courant écologiste rencontre et parfois se grossit au passage d'affiliés tels que le régionalisme, voire l'autonomisme, le pacifisme et l'antimilitarisme, la contestation de tous les pouvoirs — politique, et de droits comme de gauche, économique, social, judiciaire et policier, corrélat, médical, familial...

En face, et c'est normal, la diversité des réactions répond à la diversité des comportements et des désirs. Pour ses adversaires, l'opposition officielle de l'écologie est le signe que notre société

est malade, c'est le refus du monde moderne et du progrès, c'est la volonté de « quelques nantis » d'imposer leurs conceptions esthétiques de l'environnement, la nature est moutonne et la société nous défend contre elle.

D'autres ironisent, distinguant « les écologistes du savon » et ceux qui auraient grand besoin d'un sérieux déboulage, les propres et les sales, en somme. L'apologue est connu : le savon des eaux de lavage développe sur les tuyaux d'évacuation l'enzyme benzénique AL 147 qui passe dans le sol où elle est sucée par les racines des herbes. Celles-ci sont lavées par les moutons qui, en éliminant, développent le benzène enzénique LA 741, lequel forme avec le produit précédent une combinaison qui rend votre gigot cancérogène (2). C.Q.F.D.

Un degré en dessous dans la réplique, il y aurait les « bons » écologistes, sages et savants, qui mesurent et étayent leurs avertissements en faisant la part des choses, et puis les néorousseauistes délinquants qui voient l'apocalypse partout, disent n'importe quoi et voudraient nous ramener à l'âge des cavernes.

Ecologistes, les entrepreneurs et les experts de l'industrie antipollution aussi bien que les jeunes citoyens partis élever des chèvres dans les Cévennes ? Ecologistes, les manifestants en colère de Creys-Malville et du Larzac, l'été dernier, ou bien les océanographes et biologistes qui, réunis, en juillet, en congrès à Monte-Carlo, déclaraient que le combat entre la pollution de la Méditerranée était bien engagé et qu'il avait déjà rendu certains rivaux plus propres qu'ils ne l'avaient jamais été ? Ecologiste, M. René Dumont, quand il réclama l'arrêt immédiat

(1) Le dernier en date étant le sondage de l'IFOP en cours de publication dans le Point.

(2) Edouard Labat : Haire à l'écologie de tréteau (Le Monde daté 7-8 août). Réponse de Laurence Bardot : Contre l'écologie du savon (Le Monde du 11 août).

du programme nucléaire et de la croissance énergétique française, l'interdiction de l'autonomie dans la cité, au M. d'Orléans, du budget de l'environnement, représente 0,08 % des dépenses de l'Etat en 1978 ? Et où classer les 77 % de personnes qui, répondant, en février dernier, à un sondage de l'IFOP, se sont prononcées pour l'inscription de l'écologie dans les programmes scolaires avec la même place que l'histoire et la géographie ?

TROP de réalités différentes, trop de réactions en tous sens. Comment s'y reconnaître dans ce foisonnement ? Parmi ceux qui s'en réclament, peu savent que l'écologie, terme créé par Ernst Haeckel, en 1866, se définit comme la science qui étudie « les conditions d'existence des êtres vivants et les interactions de toute nature » qui existent entre ces êtres vivants et leur milieu, science qui débouche donc sur la lutte contre la dégradation de ce milieu. L'assonance entre économie et écologie est elle-même trompeuse et source de malentendus.

La fortune d'un mouvement tient souvent à un mot, au nom qu'il s'est choisi. L'écologie est à la mode, mais rien n'est plus éphémère qu'une mode. Si elle veut durer et peser, il faut que ses défenseurs fassent un effort d'imagination et qu'ils lui donnent un autre nom. L'excès même de certaines attitudes, le désordre et les surenchères, l'équivoque qui résulte d'ambitions discordantes et d'exigences abusives, risquent, en effet, de discréditer un mouvement qui apporte pourtant d'utiles mises en garde, de nécessaires avertissements, des idées neuves. A trop voir partout des crimes contre la qualité de la vie, contre l'environnement et contre la nature, que l'on n'en vienne pas à inverser la charge de la preuve et à retourner l'accusation : « Écologie, que de crimes... »

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Nin

Un service militaire humanisé

Un soldat moustachu et barbu a, sans le vouloir, suscité une modification du règlement interne concernant les conscrits, révèle l'hebdomadaire brésilien *NIN* : « Le commandant devant lequel il s'était présenté ne savait qui faire. Les deux règlements n'en disaient rien très clairement. Il prit le temps de réfléchir et décida que le soldat pourrait garder sa barbe et sa moustache. Puis il demanda à ses supérieurs de lui fournir des instructions officielles pour un tel cas. »

« C'est pourquoi les nouveaux règlements énumèrent avec précision ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. On y trouve notamment la compréhension pour les besoins quotidiens et les souhaits des jeunes gens. Bref, la discipline devra demeurer, mais le formalisme devra disparaître. Ainsi, les soldats de garde dorment sur des sacs-bidon faits pour dix personnes. (...) De plus, à chaque fois qu'un officier passait pour contrôler la garde, même ceux qui dormaient, devaient se mettre au garde-à-vous. Ils ne dormaient donc jamais assez. Aussi cette pure formalité sera abolie, de plus, chacun d'entre eux aura le droit de dormir dans un pyjama et dans un lit séparé. »

Le droit aux permissions est élargi et d'autres mesures sont décernées pour rendre les rapports « plus humains et empreints d'une plus grande camaraderie » entre les conscrits et leurs supérieurs. Enfin, *NIN* révèle que, pour la première fois, le nouveau règlement a été publié dans toutes les langues du pays : en serbo-croate, en slovéne, en macédonien, en hongrois et en albanais.



Des pantalons dangereux

Le port du pantalon par les femmes est-il préjudiciable à la productivité du travail dans les usines ? Telle est la question posée très sérieusement par la *KOMSOMOLSKAYA PRAVDA*, organe des Jeunes communistes de l'U.R.S.S., qui reproduit une lettre de protestation signée par quarante-cinq ouvrières et cadres d'une usine mécanique de la région de Tchéliabinsk, où la direction a interdit « le port du pantalon aux femmes pour des raisons de productivité. La direction a également imposé aux femmes des dimensions maximum à ne pas dépasser pour les bras et mains, qu'elles doivent tenir ouvertes en entrant dans l'usine. Elle a également interdit les coiffures masculines, pour les mêmes raisons de productivité. »

Les ouvrières protestataires s'insurgent avec humour contre les « faiseurs de mode. Car ces détails vestimentaires n'ont rien à voir avec la productivité. L'usine a reçu de nombreux primes des derniers temps. »

Après avoir commencé son bref commentaire par un « on en reste sans voix », l'organe des Jeunes communistes demande à la direction et au collectif des komsomols de l'usine d'étudier sérieusement le rapport entre le port du pantalon pour les femmes et la productivité. Il laisse ensuite entendre qu'il vaut peut-être mieux courir le risque que de provoquer la mauvaise humeur et l'absentéisme forcés des femmes renvoyées chez elles pour se changer.

The New York Times

Un ail à consommer impunément

Une nouvelle variété d'ail va apparaître sur les marchés japonais, commercialisée exclusivement par la puissante société Mitsubishi, rapporte le *NEW YORK TIMES*. Ce nouveau condiment garde sa saveur et son odeur tant qu'il n'a pas été mangé. Mais, une fois consommé, ce nouveau type d'ail ne restitue pas des effets nauséabonds qui indisposent tant les non-amateurs d'ail.

« Mais dans le reste du monde, note le quotidien new-yorkais, les amateurs d'ail et leurs amis devront encore attendre quelques années. La Mitsubishi ayant une politique de vente à l'étranger fort prudente, et aussi parce qu'il lui faut faire patenter l'invention de M. Nagakawa. Parce que l'ail peut se reproduire. Achetez-en une tête. Plantez-la. Elle prendra racine et ramènera ainsi l'exclusivité de M. Nagakawa. »

« Ce fermier s'est lancé dans cette entreprise à la fin des années cinquante. D'année en année, il choisissait les têtes les moins odorantes pour les replanter. (...) Le the japonais étant connu pour supprimer l'odeur désagréable de l'ail, il alla jusqu'à planter ses têtes d'ail parmi des thiers. En 1971, en changeant de sol et d'engrais, il parvint à produire l'ail voulu. (...) Les experts lui demandèrent qu'il apportât d'une mutation. L'ail revenait en quelques années à l'état odorant initial. Il attendit donc encore six ans. »



Un soutien-gorge en noix de coco ?

« Les habitants des îles du Pacifique conserveront-ils un jour de trouver de nouveaux moyens d'utiliser la noix de coco ? demande le mensuel australien *PIM*. Les habitants de Guam ne veulent pas se contenter de tirer de ce produit des boissons (alcooliques ou pas), de la nourriture, des vêtements, de l'engrais, etc. A la suite d'un concours lancé par un magasin local, ils sont en train de rechercher de nouvelles idées. N'importe quel objet peut être proposé à ce concours et de la création en noix de coco la plus originale, la plus inhabituelle, la plus drôle et la plus folle. Des nouveaux jouets, des masques, des décorations de table et des poupées figurant parmi les suggestions les plus imaginatives présentées. Il pourrait y avoir aussi des bonnets de soutien-gorge, des castagnettes, des corbeilles à fleurs à suspendre, des hochets, des casquettes pour nains et des coquebats pour ours d'Australie. »

Lettre de Manaus

Paradoxe et défi



DE la chambre d'hôtel climatisée, au quinziesme étage, mon regard survole les paquebots et les cargos du port venus de Liverpool, Anvers, Buenos-Aires et New-York, et se perd à travers une dizaine de kilomètres d'air frémissant de chaleur vers la rive opposée, indistincte. L'océan est distant de 1 500 kilomètres de ce port flottant, le plus vaste du monde, dont les docks et les quais, joints à la terre ferme par un pont de 200 mètres s'élevaient et s'abaissaient d'une quinzaine de mètres au gré des crues du rio Negro et de l'Amazonie.

Jointe, la flotte des « croisières » partant pour passer les marchés indiens, semblables aux bateaux du Mississippi de Mark Twain. Par ces artères qui ont nom Solimões, rio Negro, Yapurá, Purus, Juruá, Madeira, tous plus longs que le Rhin, et par les onze cents autres principales voies d'eau connues de l'Amazonie, ils assurent les échanges avec Manaus, le cœur du système.

Dans la cohue des rues qui montent du port transatlantique vers l'avenida 7 de Setembro, c'est Hongkong plutôt que le Brésil : foules tout à la fois bruyantes et sereines à l'esthétique, enseignes bigarrées d'acrobates, caméras, sono, photo, électro-ménager, mode, parfumerie, chaussures, bijoux, motos, moteurs hors-bords venus des Etats-Unis, du Japon, de France, d'Allemagne, d'Italie, ou de fabrication locale, sont vendus de 20 % à 50 % moins cher qu'ailleurs au Brésil, car Manaus est zone franche exempte de droits, sans limitation pour le visiteur étranger.

Trouver une cravate, des chaussures, un jeans, portant des noms prestigieux de Paris, Florence ou Dallas, alors qu'une forêt vaste comme l'Australie étirait cet îlot urbain, c'est un autre paradoxe de Manaus. On ignore l'encerclement d'une sygne délimitée qui, sur la distance de Paris à Bagdad, d'ouest en est, et de Berlin à Tombouctou du nord au sud, n'abrite que les dernières tribus de chasseurs à l'arc et des bourgades fluviales isolées à des centaines de kilomètres les unes des autres.

Ici, pourtant, c'est, matin et soir, le flux et le reflux grégaire de prise et de départ du travail des sociétés de consommation. A l'écart des immenses zones commerciales, dans les îlots résidentiels aux rues bordées de figuiers, derrière les stores italiens de villas de style colonial, on entend planer des demoiselles qui semblent s'être trompées de siècle. Des couples en pyjamas s'éveillent sur leurs fauteuils à bascule dans leurs jardins luxuriants, tandis que parviennent, assourdis, les vociférations collectives d'un cours de karaté voisin. L'air est parfois détrempé du vomissement furieux des voitures équipées de gadgets d'échappement silencieux et du tonnerre des bolides de formule 1 — la brûlante île apparaît toujours, affirmation de promotion sociale.

TOUCHANTE cathédrale baroque du dix-septième siècle, demeures seigneuriales à façades de balcons vernies du dix-huitième. Opère contemporain de celui de Paris, « rescacé » de béton de vingt étages clignolant de néons la nuit, ces jolies demeures d'histoire de Manaus, capitale de l'Etat le plus vaste — trois fois la France — du plus vaste pays d'Amérique latine, issue du loti édifié en 1669 par les Portugais, un peu à l'écart de l'Amazonie, sur le rio Negro, dont les eaux riches d'acide humique détrempent les terres de moustiques, inconnues ici.

Cette bourgade de pêcheurs et de commerçants en bois et en noix de Brésil, c'est la « sève du bois qui pleure », dénommée aussi « clout-chou » par les indiens, qui va se faire exploser de richesse deux siècles plus tard, après que Mackintosh eût vu de l'impérialisme à Goodyear de la vulcanisation. L'histoire n'attend pas que Hutchinson, Dampier, et les pionniers de l'automobile pour que cette curiosité de physique amusante devienne une industrie insatiable, qui déplace vers l'« enter vert » des dizaines de milliers de crévés-la-faim du Nord-Est brésilien famélique et fat de l'or avec leur sueur, leurs larmes et leur mort.

Les fortunes des barons du caoutchouc s'édifient en quelques années.

Manaus est livrée à la démanche ostentatoire. On construit des palais à l'italienne avec des pierres transportées d'Europe, un Opéra copié sur celui de Garnier avec des piliers de marbre de Carrare, des tuiles dorées d'Alsace, des lustres en cristal de Venise et Canuso inauguré en 1898, suivi de la Pavana. Prisonnière de la forêt vierge, Manaus fait venir le monde à elle. On s'offre le premier tramway électrique de l'Amérique du Sud — 16 kilomètres de voies — et l'on adopte pour devise « Vale que tem » (« On vaut ce que l'on possède »).

Les plans d'édifices criminels dérobés fournissent en Malaisie un rendement triple, et les cours s'effondrent. De 75 % de la production mondiale, on en est venu à 1 % en 1955 ! Ruine, léthargie comatueuse.

Paradoxe : la ville fantôme redevient l'orgueilleuse « reine de la forêt ». La raison : convoitises internationales sur un territoire qui possède le cinquième des réserves d'eau douce de la planète, libre le quart de son oxygène, détent le tiers des bois de construction et des gisements de toutes les ressources minérales, du fer à l'or, du diamant à l'uranium, du pétrole à la houille blanche. Lorsque, dans les années 50, on entend parler avec insistance à l'ONU d'« internationalisation de l'Amazonie » — deux tiers du territoire national — on s'émue : imagine-t-on l'« internationalisation » du Massif Central, des Alpes et de l'Aquiline réunies ?

La riposte des gouvernements brésiliens : « intégrer par nos entrées » (intégrer pour ne pas céder), combler la vide démographique, vitifier cette côte. Et d'abord, un ballon d'oxygène : la capitale de l'Amazonie est dépeuplée « zone franche » exempte de taxes en 1957. Commerces et industries y sont attirés en même temps que les acheteurs : de quatre-vingt-dix mille habitants en 1958, la population passe à cent vingt mille habitants en 1965.

Puis réalisation d'un plan paradoxal à partir de 1970 : des routes dans cet océan végétal défilant où les lances croissent d'un demi-mètre par jour, où les sentiers péniblement ouverts à la machette sont effacés en deux semaines par la sygne indigène que secondent autant de chances d'incendies et de deux sortes de serpents. Défi absurde L. aussi absurde.

Certes, les pensionnaires de la Comédie-Française et les ténors des Opéras étrangers ont publié celui de Manaus : les chandeliers sont trop longtemps restés stériles. Certes, les indiens emplumés des villages patronnés par les agences de tourisme mettent plus de conscience

professionnelle que de conviction dans leurs danses « spontanées », mais ni l'Amazonie ni la Deixa brônica ne sont seulement décors, même si des services fluviaux et routiers assez réguliers en donnent une première approche aisée.

Et qu'importe. Par-delà un dépaysement second seulement à celui des astronautes lunaires, l'incroyable et autre : paradoxe et défi. Dans le jardin de l'avenida Getúlio Vargas un jeune garçon joue avec un python ; aux défilés en ville du COSAG — le « Corps d'opération de la Selva et d'actions de commando » — participent des jaguars tenus en laisse ; sur des millions de kilomètres carrés, la forêt appartient à ses milliers d'espèces végétales entrelacées, ses centaines de types de mammifères, ses myriades d'insectes, et les fleuves larges comme des bras de mer, à plus de mille espèces de poissons dont certains dépassent 200 livres.

La présence humaine était raisonnablement exclue. Pourtant, la ville possède quatre chaînes de T.V. et l'aérodrome le mieux équipé du Brésil, dit-on à Manaus, avec une piste pour supersoniques de 2 700 mètres que l'on va porter à 3 450 mètres ; dans le même aéroport pourrait remplacer les B-70 d'Air France, qui rallient désormais Manaus à Paris.

On entend dire qu'après quinze années d'euphorie économique le régime de zone franche va être aboli, les autres Etats de la Fédération criant au favoritisme. Manaus paraît n'en avoir cure, tenant déjà son système soufflé : pour l'Amazonie qui est au choix, ce sera la substitution d'une colonisation économique à la colonisation sociale trop improvisée des années 70 qui menaçait de transformer à terme « l'enter vert » en désert ocre, et une mise en valeur de la forêt s'inspirant de l'expérience du Jari pour replanter rationnellement après brûlis contrôlés. On voit poindre aussi une nouvelle ère du caoutchouc.

C'est dans la vallée de l'Amazonie qu'on trouve l'ail ou l'ail l'assouplissement de la civilisation mondiale », disait Alexander von Humboldt dans une étrange inspiration prémonitrice au siècle dernier. Peut-être bien. Si la vocation destructrice de l'homme épargne l'impérative forêt du maître-fleuve du monde.

MIKAEL PERRIN.

RENCONTRE A TÉHÉRAN

Un dialogue est-il possible entre les civilisations ?

EN Allemagne, la population, horrifiée par les tragédies de la Shoah, de Stettin, de Helme, de Mauthausen, donne la chasse à ses enfants perdus devenus assassins. Durecissement de la répression à Pretoria. Au Calte, des théologiens musulmans réclament la mise à mort des femmes adultères et lancent un appel à la « guerre sainte » contre Israël.

La crise du dialogue est-elle si grave ? Le conflit qui le déchire est transhistorique, il n'a rien de nouveau. Le monde occidental, selon lui, n'a pas une seule origine, une seule histoire, une seule culture. Le monde oriental, lui, a une seule origine, une seule histoire, une seule culture. Le monde occidental, selon lui, n'a pas une seule origine, une seule histoire, une seule culture. Le monde oriental, lui, a une seule origine, une seule histoire, une seule culture.

Ehsan Naraghi (16), directeur de l'Institut de recherches en sciences de l'éducation de Téhéran, a été effrayé de mettre en évidence le rôle ambigu de l'UNESCO pour le développement d'un dialogue réel des civilisations. Pour Naraghi, ce pays de l'Orient et ceux de l'Occident paraissent aujourd'hui la même destinée.

L'Iran est une terre de nostalgie. En automne, la lumière est d'une transparence sans pareil et le vin à la douce amertume d'un secret oublié mais présent. L'Iran est, pour les penseurs, une terre privilégiée où le temps et l'espace, la géographie et l'histoire se rencontrent en un moment unique de sérénité retrouvée. L'Iran est aussi une terre de contrastes : l'Occident et l'Orient se côtoient, se déchirent, se séduisent mutuellement. Les mosquées d'Ispahan, mirage bleu surgit dans un pays désertique, gorgé d'huile, parsemé d'oasis, semblent dresser un défi face à la mort et au nihilisme. Personnalités en Perse ancienne par la figure terrifiante d'Ahriman, le ciel de la Perse d'aujourd'hui est ravagé par le grondement du Mirage mécanique, par celui du Boeing qui a remplacé la caravane de l'ail.

Réflexion de la chabanou Farah Pahlavi. « Entre l'Orient, qui ne maîtrise pas toujours pleinement ses moyens techniques, et l'Occident, qui ne maîtrise pas toujours ses valeurs spirituelles, il y a un fossé. Mais ce fossé n'est pas insurmontable. Il faut le combler par le dialogue, par la compréhension mutuelle, par la coopération. »

EDGAR REICHMANN, écrivain et fonctionnaire international.

(1) Organisation iranienne de vocation internationale créée récemment sous la présidence de la chabanou Farah Pahlavi. (2) N.R.P., Ed. Gallimard. « Stéthoscope d'ail ». (3) L'ange, en collaboration avec Guy Landreau, Grasset. (4) Ps du Brail, Ed. Anthropos. (5) Louis Massiglion, Châliers de l'Herne. (6) Naraghi, l'Orient et la crise de l'Occident, préface d'Alfred Sauvy, Ed. Espéran.

RADIO-TELEVISION

TROIS ANNÉES DANS LA VIE DE QUATRE SOCIÉTÉS

TF 1 : les équilibres

par JEAN CAZENEUVE

En acceptant la mission qui m'était confiée, il y a trois ans, j'aurais pu, comme on dit plus volontiers, une chaîne de télévision autonome, et de lui donner sa personnalité. Comment n'aurais-je pas cherché à l'orienter dans un sens conforme aux conclusions de mes recherches et de mes livres sur la télévision ?

Or, ce qui me semble résulter de l'examen des diverses théories et des études dans le domaine des communications de masse, c'est que les rapports entre le petit écran et son public ne peuvent pas être bien compris si l'on se livre à des extrapolations continues, et que les missions doivent être assignées à un grand organe de diffusion devenant contractuelles et on les définit isolément en parlant de conceptions a priori. En d'autres termes, la télévision ne peut vraiment jouer son rôle dans une société libérale que si elle réalise des équilibres.

Le premier de ces équilibres est probablement celui qui doit être cherché entre deux exécutifs : la direction et l'audience. Dans la pratique, c'est l'utilisation des sondages qui est ici en cause. Je crois qu'il est indispensable de tenir compte des vœux et des choix du public pris dans son ensemble, mais sans négliger les publics partiels. Cela entraîne non seulement une répartition entre différents types d'émissions, mais aussi l'encouragement à un mode d'expression qui soit accessible sans être vulgaire. Cela signifie aussi que les sondages doivent être utilisés non pas seulement pour connaître les choix effectivement faits, mais plus encore les choix possibles.

Le second équilibre, d'ailleurs étroitement lié au premier, est celui qui se situe entre le désir de plaisir et la mission culturelle. La solution saute aux yeux, lorsqu'on se donne pour tâche non pas d'imposer la culture, ce qui est impossible, puisque les téléspectateurs ont toujours le droit et la possibilité du refus, mais plutôt d'en élargir l'audience et la portée. De ce point de vue, il m'a toujours paru indispensable d'assurer à la chaîne dont j'avais la responsabilité la première place dans l'ensemble du public. Ainsi, pour l'année 1976-

1977, j'ai été heureux de noter que, selon les résultats officiellement publiés, TF 1 avait, en millions d'heures-téléspectateurs, un volume d'écoute de 44 contre 28 à 2 et 14 à FR 3. C'est ce qui a permis à la première chaîne de pouvoir diffuser souvent (notamment le mardi à 20 h. 30) des émissions ambitieuses et difficiles, à l'heure de la plus grande écoute. A titre d'exemples, entre beaucoup d'autres on peut citer des émissions sur les Mayas, sur l'histoire de l'aviation, le dialogue de Jean Guillemin, un enfant, de grands concerts classiques, des documentaires sur l'Inde, sur l'Espagne, des études originales, notamment celle qui concernait l'adoption et qui vient d'être récompensée par le prix de la Fondation de France. Du fait que TF 1 a la faveur du public d'une manière générale, il lui est possible d'obtenir, pour de telles réalisations, des audiences considérables qu'elles n'auraient pas recueillies autrement. Et c'est en cela, je crois, que consiste la véritable vocation culturelle d'une chaîne de télévision. Il ne faut ni viser trop bas pour recueillir aisément les suffrages ni décourager un public hésitant en prêchant dans le désert.

On pourrait aussi parler de l'équilibre entre les dangers de la routine et les séductions du sensationnel. Les téléspectateurs ont besoin de certaines régularités mais ne doivent pas s'y endormir. Dans le domaine de l'information, en particulier, le choix d'un présentateur attire l'attention sur une rédaction entreprenante semble bien correspondre à ce vœu assez général. L'homme est un être qui a besoin de trouver des habitudes et de les secouer, il aime aussi un interlocuteur familier qui sache en même temps le dépasser. De la même façon, il attend de la télévision qu'elle lui apporte sa ration d'émotion et qu'elle lui fasse comprendre la réalité.

Plusieurs enquêtes ont révélé que l'image de TF 1 auprès du public correspond assez bien à ces équilibres, qui parfois sont aussi des synthèses. Et, dans cette mesure, la mission que je m'étais donnée paraît avoir été accomplie. Même s'il y a eu des erreurs, des imperfections, dont je suis très conscient, l'important est sans doute que TF 1 ait pu s'imposer avec sa personnalité, conformément à ce qu'étaient mes souhaits fondamentaux.

ANTENNE 2 : l'alphabet des libertés

par MARCEL JULLIAN

En l'état où se trouve, en France, notre société, la télévision ne peut être que docile ou dédicatoire. J'ai cherché à faire la seconde, celle qui, conçue par certains pour le plus grand plaisir d'autres, leur était, d'avance, destinée, comme un auteur dédié à quelqu'un, spécialement, son ouvrage. Cette télévision-là aurait été « adressée » aux majorités et aux minorités de toutes sortes, dont les intérêts ne se recouvrent pas nécessairement et qui, ensemble, composent le peuple, ce peuple qui mérite mieux que d'être traité, seulement, comme un public.

Les téléspectateurs, tels qu'on croit les découvrir à travers les sondages, doivent se demander pourquoi les responsables des émissions, disposant de cet instrument magique, aboutissent à rien de magique. Serait-ce des bêtes ? Ou seulement soumis aux contraintes, aux pesanteurs, aux corporatismes que la loi du 10 août 1974 portant réforme de l'O.R.T.F. n'a pas réussi à disperser ?

À la vérité, nées de cette loi, les nouvelles sociétés de programmes ont eu, presque inconsciemment, une mission exploratoire. Il s'agissait, et plus particulièrement pour l'une d'entre elles, de vérifier, selon le mot de Cocteau « jusqu'où on pouvait aller trop loin ». Antenne 2 a cherché les limites, obéissant aux préceptes, froissant les frontières. Du moins est-ce ce sentiment de pitié, de risque encouru et très vite de répit qui a été ressenti et répandu. On s'apercevait bientôt que — en dépit des tragédies, des mini-drames et des pseudo-scandales — nous étions restés, au long de ces trois ans, au cœur du paysage naturel. Obstinément, à force d'y croire, de le dire et de le faire, qu'il cristallise sur nous les mécomptes, les tentatives et les insuccès, nous avons témoigné que la réforme existait et qu'elle tendait bien au libéralisme. Faute d'avoir réussi la télévision dédiée, nous avons du moins réalisé une télévision ambiguë, ce qui, les choses étant ce qu'elles sont, constitue un moindre mal.

Car ces choses, à la longue, ont tout de même quelque peu changé. Je me souviens encore de la surprise de François Mitterrand et de Gaston Monnerville. À qui, des mon arrivée, j'avais rendu visite pour leur demander d'être présents à l'écran, le 6 janvier 1975, comme le président de la République avait bien voulu accepter de le faire. François Mitterrand me disait alors n'avoir jamais été invité à la télévision depuis l'élection présidentielle. Je sais bien : le cruel échec Jean-Paul

Rappelons que MM. Jean Cazeneuve (TF 1) et Marcel Julian (Antenne 2) céderont leurs places, à partir du 1^{er} janvier prochain, respectivement à MM. Jean-Louis Guillaud et Maurice Ulrich.

M. Claude Contamine (FR 3) et Mme Jacqueline Baudrier (Radio-France) ont été reconduits dans leurs fonctions pour une durée de trois ans.

L'alphabet des libertés, même s'il a fallu l'épeler lettre à lettre, sont, aujourd'hui, dans l'héritage ; par exemple que les fameux droits d'auteurs de télévision et la diffusion de la notion même d'auteur viennent, hier, de faire — à notre ancienne initiative et à force de bonne volonté réciproque — l'objet d'un communiqué encourageant de la SACEM et de la S.A.G.D. ; par exemple, ce fait que personne ne conteste plus, de quelques malheurs qu'on l'ait payé, que la télévision est libérale, se soit réellement libéralisée.

Le libéralisme est, avant tout, un empire sur soi-même. Ceux qui le craignent, et qui sont très souvent ceux-là mêmes qui le défendent, nous ont, dès le début, considérés avec — c'est vrai — le mélange d'envie et de colère qu'on réserve, d'ordinaire, aux monstres sacrés ou aux fourrageurs récalcitrants. J'ai conscience d'avoir été, pour eux, l'intrus, le maudit, ou, à tout le moins, l'exotique, le « métèque ».

Si j'avais été seul, peut-être en serais-je venu à bout, ou alors, tout simplement, je m'en serais allé. C'est pour m'interdire cette tentation que, dès le premier jour, j'ai pris l'engagement de ne jamais démissionner. Mais j'avais en charge huit cents personnes et une espérance. En face, les obstacles, les blocages, les phantasmes étaient nombreux. Ils s'en souvenaient peut-être encore de ce mot prononcé par eux et qui m'a tant marqué aux premiers mois de l'aventure, ces hauts collaborateurs aujourd'hui mes amis, et qui m'ont déclaré : « Tous calculs faits, et compte tenu de l'obstination que vous y mettez, nous pensons qu'en trois ans vous pourrez changer 4 % des choses. Nous sommes les 96 %. Normalement, la conjonction des pressions, des querelles et des calomnies aurait dû renverser le navire. Je mais, aujourd'hui, que le président de la République n'y a pas cédé et qu'il a tenu à ce que la mission soit accomplie.

Mon aventure était traversée. J'y mettais, pour un temps précis, toute ma foi. Ce temps va prendre fin, sa date. Il ne suffit que d'un verre d'eau. Mais Antenne 2 existe et la télévision différente qu'elle a recherchée constitue, aujourd'hui, son patrimoine, sa raison d'être, et, je l'espère, sa fierté. C'est elle, cette télévision, et ce sont eux, ceux qui l'ont faite

et qui sont devenus plus de mille, dont je tiens à dire les mérites et à proclamer les droits.

Parions chiffres, un instant. Si on a la curiosité de feuilleter la presse du début de l'année 1975, on constate qu'on nous y présentait la faillite. Peut-être avions-nous des idées, mais on nous voyait mal, avec les sous qu'on avait, atteindre le bout de l'an. Je suis petit-fils de paysan et fils de commerçant. Pour des raisons vestimentaires, des basses de coiffure, des amples de tour de taille, et des vagues de vocabulaire, on m'a cru ou voulu croire, brochant, et on a décidé que j'étais peu préoccupé de gestion. Pourtant, nos affaires vont bien.

Il y a plusieurs raisons à cela. La première tient à la réforme elle-même : les sociétés issues de l'O.R.T.F. par leur dimension plus réduite, sont plus aisées à contrôler. La deuxième tient à la quasi-certitude des recettes. Quand on vient de l'édition, où chaque livre est un prototype, et qu'il faut établir des bilans prévisionnels calculés sur le talent, le succès et l'impondérable, le fait de savoir à combien se monteront, sans accroc, les recettes annuelles de télévision, communique de l'émouvement. On se sent un peu dans la situation d'un ménage à l'ancienne mode où la maîtresse de maison reçoit « son mois » et le répartit, le premier jour, en plusieurs enveloppes : loyer, nourriture, chauffage, vacances, etc. Ici, c'est « feuilletons », « films », « informations », « variétés », etc. Enfin, l'encadrement et le personnel sont exemplaires. Pour toutes ces raisons, et en bonne logique, les nouvelles sociétés, loin d'être condamnées à faire faillite, étaient contraintes à faire des bénéfices.

Explicite-ment ou en des bénéfices qui ont fait couler d'encre, ils proviennent et ne peuvent provenir que d'un accroissement de la valeur de notre stock d'une année sur l'autre. A égalité de nombres d'heures d'émission en stock, cette valeur augmente régulièrement du fait de l'érosion naturelle de la monnaie qui conduit à payer plus cher, cette année, le même objet que l'année dernière. Reste qu'on peut aussi acheter un objet plus cher. C'est le cas, par exemple, si, au lieu de

stocker un film du commerce, dont le droit de passage à l'antenne est fixé à 250 000 F, pour une heure et demie, on stocke une dramatique de télévision dont le coût est de 1 750 000 F pour les mêmes quatre-vingt-dix minutes. On accroît ainsi la valeur de son stock de 1 500 000 F. Comme nous avons statut de société anonyme, nous devons acquiescer, sur ces 1 500 000 F, l'impôt sur les bénéfices de 50 %.

Et puis les sondages : « Qui dira les torts de l'audience ? » pour parodier Verlaine ! Instruments de mesure, les sondages comparent, à la même heure, des objets de nature et de destination différentes. La conséquence est que les minorités sont condamnées. Or, chacun d'entre nous, sur un certain plan ou à un certain moment, est une minorité. Songez qu'un best-seller d'édition de 375 000 exemplaires correspond à un indice d'audience, à la télévision, de 1 %, c'est-à-dire à un échec irrémédiable. De même, 3 %, c'est-à-dire plus d'un million de téléspectateurs, constituent un pas-aller, alors que ce chiffre serait un record en presse écrite. Alors, plébeux à la ligne, attention de peinture abstraite, de décompte ou de poésie moderne, au revoir ou adieu.

Pour toutes ces raisons, je redis aujourd'hui ce que je proposais voilà trois ans : il faut s'atteler à l'élaboration d'une charte de l'audiovisuel sans laquelle tout progrès, toute amélioration, toute véritable espérance seront retardés ou même abandonnés. C'est le vœu le plus net que je formule au moment où je m'apprête à transmettre mes pouvoirs à mon successeur.

Ce dernier n'est pas, comme moi, un « métèque ». Il bénéficiera, fort légitimement, de la confiance de ceux à qui je faisais peut-être peur. On ne le croira ni gauchiste, ni un peu fou, ni tout à fait désordonné. Un saltimbanque très doué aurait peut-être suspecté d'avance. La grande famille de ceux qui mènent les affaires de l'Etat agit, désormais, qu'elle a, à la tête d'Antenne 2, un proche parent de qualité. On a tout lieu de croire qu'il sera ainsi en mesure de bien défendre l'esprit de création et de liberté, que le président de la République estime « faire désormais partie de la personnalité d'Antenne 2 ».

FR 3 : public, publics

par CLAUDE CONTAMINE

TROIS années de responsabilité à la tête d'une société nationale de programmes de télévision et de radio permettent d'affirmer des certitudes alors qu'il a fallu d'abord — au 1^{er} janvier 1975 — forger véritablement un instrument nouveau ?

Je ne reviendrai pas longuement sur un bilan d'activité de FR 3 qui a déjà été tracé plein emploi des hommes et des équipements dans toutes les zones régionales et outre-mer, doublant du volume horaire des programmes de radio régionale, augmentation de 40 % des productions de télévision régionale, passage de trois à quatre heures en moyenne du programme national, de trente-cinq heures à quarante-quatre heures par semaine en moyenne du programme de télévision dans les départements et les territoires d'outre-mer, installation de la couleur dans sept stations, investissements supérieurs à 130 millions en trois ans, passage de notre audience moyenne annuelle de 6 % en 1974 à 23 % en 1976.

Mais ces chiffres et les heures inépuisables passées à résoudre des problèmes d'organisation et de gestion pour que vive une société dont les cadres et les collaborateurs sont aussi dispersés ne doivent pas masquer l'essentiel : la mission première, c'est le programme, l'objectif majeur, c'est la satisfaction du public.

De cela, que savons-nous à travers les multiples sondages, critiques, impressions et analyses publiées dans la presse ou le courrier des téléspectateurs ?

D'abord que, globalement, les Français s'habituent davantage à regarder la télévision comme une occupation de loisir, parmi d'autres, et non la seule. Ainsi, il arrive fréquemment que le samedi ou le dimanche soit sollicité par personnes sur cent seulement soient devant leur écran : les audiences atteignent 75 ou 80 % comme par le passé sont rares.

Ensuite que, si les préférences par genre d'émission restent inchangées, si continuent à plaire en tête les films de cinéma, l'information, les variétés, les jeux, les rapports d'audience entre les divers genres restent fondamentalement les mêmes.

Enfin que les variations d'écoute en fonction des programmes offerts d'une chaîne à l'autre prouvent que le public choisit l'émission qui le tente et n'hésite plus à changer de chaîne au cours de soirée pour se reporter sur celle qui lui paraît répondre le mieux à son intérêt.

Il en résulte que, contrairement aux idées reçues, la concurrence entre les trois chaînes pourrait, à la longue, aboutir à un éventail plus ouvert en matière de programmes réellement regardés que la complémentarité.

De même, des programmes dits complémentaires peuvent permettre aux spectateurs de s'engager entre les chaînes, en évitant soigneusement tout ce qui pourrait être autre chose que simple divertissement.

Tout cela est naturellement un peu schématisé et mériterait d'être nuancé, mais il s'agit que nous devons songer maintenant non pas à un public, mais à des publics multiples et d'importance très inégale en nombre, qui doivent pouvoir trouver à travers les programmes les éléments d'information, de distraction ou de culture qu'ils attendent. Cela nous incite à pousser plus loin encore l'effort d'innovation déjà entrepris à FR 3, à rechercher d'autres « créneaux » nouveaux, cela nous conduit aussi à donner une extension continue aux émissions régionales qui, dès le début de 1978, vont prendre une place plus importante dans notre programme à diffusion nationale et qui sont susceptibles de permettre le développement de formes originales de télévision.

RADIO-FRANCE : construire pour demain

par JACQUELINE BAUDRIER

IMAGINER et construire la radio de demain, cette ambition, je voudrais qu'elle inspire l'action de Radio-France dans les prochaines années. J'ai aussi la conviction que l'avenir, et même la survie de la radiodiffusion nationale, vont dépendre de ses réactions, face au choc du futur, de sa capacité d'innover et de répondre aux attentes multiples des publics les plus divers, mais aussi de sa liberté d'entreprendre.

La loi de 1974 a déjà donné, à Radio-France, la chance de tenir une première percée vers l'horizon 80. Devenue la parente pauvre de l'O.R.T.F. voué à l'essor de la télévision, la radio a recouvré, avec une existence autonome, l'initiative de se gérer elle-même et de se réformer. Les dimensions plus humaines, les structures moins complexes de l'entreprise, un conseil d'administration allégé et vigilant lui ont permis d'agir.

Essayer d'être différente lui a semblé le choix le plus fidèle à sa vocation de service public. Aux prises avec la dure compétition des radios privées, Radio-France a préféré livrer bataille avec les armes dont elle seule dispose : la qualité sonore et la modulation de fréquence et la diversité de ses programmes — Inter, Culture, Musique, FIP — des voix déjà familières au temps de l'O.R.T.F. que R.F.I., Radio-France Internationale, née en 1975, porte à travers plusieurs continents.

En trois années, cent vingt heures quotidiennes d'émissions ont été imaginées, composées, dans une quête permanente de qualité, de créativité, afin qu'elles puissent répondre aux aspirations les plus diversifiées. Ainsi, l'évolution en profondeur des programmes s'est-elle réalisée avec le souci d'accroître leur vocation particulière, mais aussi de construire un ensemble harmonieux : Radio-France.

Mais comment l'innovation s'est-elle adaptée à la personnalité de chaque programme ? France-Inter s'est souvenue que la radio parle à l'imaginaire, cette chaîne « populaire » a ouvert son antenne à la fiction. Dramatiques, récits, contes, légendes ont enrichi de nouvelles émissions : « Le temps de vivre », « Marche ou réve », les « Tréteaux de la nuit ». Une centaine d'auteurs ont écrit pour France-Inter leur première œuvre radiophonique. Ces vocations, hélas trop rares, France-Culture en organise la prospection systématique. « Le nouveau répertoire dramatique » lui permet d'être le banc d'essai de cette création.

France-Culture a rejoint son style, s'est ouverte à des champs culturels jusqu'alors un peu oubliés : la recherche philosophique, spirituelle, les sciences humaines, les arts contemporains, les cultures étrangères... Chaine encyclopédique, elle a su devenir source de réflexion et d'échanges de qualité, au plus haut niveau : « Trois jours pour la planète », à Paris, colloque sur « L'avenir de la démocratie » à Athènes.

Quant à France-Musique, sa réforme presque révolutionnaire a provoqué le plus passionné des débats. Réforme en profondeur, puisqu'elle visait à intégrer la musique dans la vie, à en faire mieux saisir le caractère universel. Certes, des erreurs ou des excès, dans la présentation ou la programmation, ont pu obscurcir un moment les objectifs d'une mutation qui paraît maintenant acquiescée et que les réactions du public et de la critique ont permis de consolider. L'ouverture à d'autres univers musicaux, qui n'a jamais fait oublier les richesses du patrimoine — 70 % de musique

classique dans le programme de France-Musique — n'a-t-elle pas suscité de nouvelles curiosités, trop rares en France, placée la musique au cœur d'une controverse animée et donnée à réfléchir à ce qui pourrait être la « Musée Imaginaire » de la musique ?

Et puis, il ne faudrait pas que cette querelle, parfois bruyante, fasse oublier le travail de reconnaissance des orchestres, le concours de grands virtuoses, l'appel aux chefs les plus prestigieux.

L'avenir ? La voie est tracée, celle du renouvellement permanent, de l'ouverture à la création, à toutes les voix françaises, à la décentralisation. Coupée, hélas ! des moyens régionaux d'information et de production, Radio-France veut éviter à tout prix de devenir la voix de la France opposée à celle des territoires. Elle souhaite être associée à tout événement de développement de ses radios locales qui, faute d'être conçues dans un esprit de service public et de pluralisme, risquent de favoriser davantage les propagandes unitaires et les particularismes que la vraie liberté d'expression et l'aspiration des hommes à se comprendre. Devenir un grand service de communication sociale, à la mesure des aspirations de tous les auditeurs, c'est une grande ambition, et tant d'obstacles restent à surmonter.

De nouvelles techniques de diffusion : satellites, ondes sous-marines, câbles, cassettes, ouvrent de vastes perspectives, encore incertaines et mal explorées. Dotée d'une cellule d'études et de prospectives, liée à l'Institut national de l'audiovisuel, participant à toutes les recherches internationales, avec la volonté de les provoquer, Radio-France espère être assez ambitieuse et créative pour savoir s'adapter à cette radio, encore à découvrir, des années 80.

RADIO-TELEVISION

Une journée particulière...
avec Joseph Delteil

PERSONNE ne savait si Joseph Delteil se lèverait de son lit, s'il pourrait descendre pour parler en direct du studio en duplex installé chez lui. L'écriture, qui était comme une fusée multicolore dans le Paris des années 20, a été hospitalisée il y a un mois après une attaque. Ce fils de vigneron, redevenu vigneron après avoir connu la gloire littéraire, compagnon de route des surréalistes rapidement excommuniés par Breton, ce catholique sensuel (*Je suis chrétien, voyez mes ailes, je suis paillard, voyez mon cul*), pieux et obscène, baroque et simple, naïf et sage, primitif, social (*Je n'ai aucun sens social*), contradictoire, ne quitte plus sa chambre. Surtout pour jeter encore ses mots comme des bombes, des notes dures, lo, et faire le silence dans le studio.

L'oursin (d'aspect), le « catharre » (d'âme), le « paléolithique » (de cœur), une fois de plus, a surpris tout le monde. Joseph Delteil a quatre-vingt-trois ans.

C'était samedi. Il faisait beau et froid à Toulouse. Il y a un peu plus d'un an que Madeleine Altal, directrice des programmes à FR 3 Toulouse, projetait de réaliser quelque chose de tout à fait spécial autour de l'écrivain dont elle est aussi une amie, une « journée » qui serait conduite du matin au soir par l'écrivain, et qui serait menée conjointement — ce serait la première fois — sur les antennes de la radio et de la télévision, à l'intérieur même de la station, avec des projections de films, une exposition... Une journée dans la vie de Joseph Delteil — titre donné à l'opération — commençait donc à 7 h. 15 avec les informations. Les « pensées » de Delteil accompagnèrent l'actualité dans un dialogue recherché entre l'événement et la philosophie de l'existence. A 7 h. 45, l'émission destinée au troisième âge fut consacrée à des textes de Delteil sur la vieillesse.

A 9 h. Madeleine Altal réunissait des amis de l'écrivain. Réalisés en duplex à la Deltellière — dit « entre extraordinaires » — Joseph et sa femme Caroline se sont

volontairement retirés depuis plus de cinquante ans. Les écrivains Gaston Bonheur, Christian Liger, Max Chaleil, le père Casy Rivière, le poète Frédéric Jacques Temple menèrent une conversation à bâtons rompus dont le fil conducteur onduoyant — on allait des années 20 à aujourd'hui, de Paris aux champs de vigne, de la musique à la cuisine — était une même amitié chaude pour le contestataire, le guérillero écologique et jubilatoire. Il y eut de belles phrases, quelques belles formules, ainsi Gaston Bonheur expliquant la singularité de Delteil dans le Paris surréaliste (« Il n'était pas à son aise dans cette jeunesse en forme de Bugatti »). L'entretien dura trois petites heures. Poussé peut-être par le climat particulier de cet hommage à plusieurs voix, Delteil finit par quitter son lit. Le message fut bref et dit d'une voix cassée, un peu tremblée : « Je suis vieux... et malade... et insaisissable (interdit ?) de parler... mais quelconque respire aujourd'hui... à la dévotion absolue, sous peine de mort, de orler, ou de hurler, ou de affirmer, ou de grogner... (la voix faiblissait avec les poings, avec le sang, à bas (la voix fléchit encore) les centralistes nucléaires... le nucléaire, c'est la question de vie ou de mort. Le nucléaire, voilà l'ennemi. Je n'ai qu'un mot à dire : à bas le nucléaire ! »). Cela fit une drôle d'impression dans le studio, ce léger souflet à peine audible. Ce texte comme « à côté » et qui pénétrait en même temps les hommages.

La journée continua avec la projection, à l'intérieur de la station, des films de Jean-Marie Drot (*Vive Joseph Delteil ou la grande journée*, diffusée en 1971), l'inauguration de l'exposition des photos de Bob Ter Schiphout, puis la projection sur les antennes régionales de « Delteil le créateur, création intéressante parce que très libre sur l'écrivain. Un auditeur, touché par le climat de cette journée particulière, vint voir de plus près ce qui se passait. Une journée dans la vie de Joseph Delteil fut un jour de la région.

CATHERINE HUMBLLOT.

LES DOCUMENTAIRES DE LA ROCHELLE

Nostalgies

DEUX journées de télévision sur grand écran — étaient organisées à la Maison de la culture de La Rochelle, les vendredis 2 et samedi 3 décembre. Cette manifestation, placée sous les auspices d'Antenne 2 et des R.R.A.V. (recherches et réalisations audiovisuelles), devait être l'aboutissement d'un cycle de stages proposés en novembre à La Rochelle par la Maison de la culture en liaison avec l'antenne locale du Centre de recherches d'études et de création audiovisuelles (C.R.E.A.V.).

Les stages, ouverts plus particulièrement aux membres de divers comités d'entreprise, se composaient d'une réflexion sur l'information, télévisée et, surtout, d'une initiation au maniement des outils vidéo, aux techniques propres à la télévision. Les participants, aidés d'un professionnel, devaient, à la suite de ces sessions, tourner un film vidéo.

À l'origine, cette opération d'animation était assurée d'un concours financier du C.N.A.V. (Centre national pour l'animation et la création audiovisuelle). Pour diverses raisons, l'idée n'a pas fait son chemin. Le nombre des stagiaires a donc été singulièrement réduit, et le projet de film abandonné.

Bien que tranquille, la première expérience d'un « dialogue différent entre ceux qui font des images et ceux qui les regardent » a cependant eu lieu. Quatre « documentaires de création », déjà diffusés à l'antenne, ont été montrés dans les conditions du cinéma — sur grand écran — ainsi que le téléfilm *Un comique-né*, de Michel Polac, présenté, celui-là, en avant-première. Toutes produites par Antenne 2, qui en prêtait les copies, ces émissions avaient été choisies dans une présélection établie par Martin Even. Ce dernier s'est chargé d'assurer l'animation des débats qui ont accompagné chaque projection. Les hommes de métier, Pierre Du-

mayet, Roger Kahane, Henri-Georges Arnaut, Serge Mostel et Guy Olivier étaient au rendez-vous, ainsi que M. Marcel Jullien. Le président-directeur général d'Antenne 2, Jacques, à quatre jours du conseil des ministres qui devait décider de son sort, ne se faisait guère d'illusions sur le renouvellement de son contrat, et longuement exposé les contradictions de la « nouvelle » télévision, ainsi que les paradoxes d'un programme trop riche aux sondages d'audience. Il a reproché à ceux qui l'interrogeaient.

Les Rochelais n'ont malheureusement pas été nombreux à participer à l'ensemble des discussions qui, en se complétant, ont fait l'intérêt de ces journées. Il a été moins question du contenu des documentaires présentés que de leur forme. A cet égard, les réactions d'une salle de lycéens après la projection de la Justice en question, réalisée par Serge Mostel aidé de Jean-Denis Bredin et de Jack Lang, étaient significatives. Serge Mostel les a assurés de son parti pris, de sa partialité, honnête, selon lui, dans la mesure où d'autres témoignages, également partiaux, viennent le contredire.

On en vint, avec quelque nostalgie, à évoquer la régularité de certaines productions d'Antenne 2 (« Les femmes aussi... ») et à déplorer l'absence de programmation des programmes. Et si les gens s'intéressaient davantage à une démarche générale qu'à des sujets traités isolément puis oubliés ? Alors, les émissions de Pierre Dumayet sur Rimbaud ou le Talmud seraient diffusées, le programme de l'enquête réalisée par Georges Arnaut sur l'affaire Polac serait repris, et on craindrait moins l'avenir de « La saga des Français ». Serge Mostel, lui, travaille, encore pour Antenne 2, sur des nouvelles de Meupassant : il n'y aura pas de suite au premier numéro de la « série » sur les juges.

MATHILDE LA BARDONNIE.

625-819 lignes

INFORMATIONS

TF1 : Le journal d'Yves Mourouli ; 20 h. Le journal de Roger Cécile (le dimanche, Jean-Claude Bourras reçoit un invité à 20 h) ; vers 23 h, TF1 dernière, par Jean-Pierre

PROGRAMMES
ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau des ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans le *Monde de l'éducation* (n° 34, daté décembre 1977), qui les publie régulièrement tous les mois.

Pernaud. Pour les jeunes : « Les infos », de Claude Fierand (le mercredi, 17 h. 15). Antenne 2 : Journal (le samedi, 12 h. 30 ; magazine Samedi et dimanche) ; 18 h. 45 (samedi et dimanche). C'est la vie ; 20 h. Le journal de Patrick Poivre d'Arvor ; 23 h. Le journal de Patrick Leccq et de Gérard Holz (le dimanche).

FR 3 : 19 h. 55, « Flashs » (sauf le dimanche) ; vers 22 h, Journal.

RELIGIEUSES
ET PHILOSOPHIQUES

TF1 (le dimanche) : 9 h. 15, A Bible ouverte ; 9 h. 30, La source de vie (le 11) ; 10 h. Présence presbiterienne ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur : l'Apocalypse de Jésus-Christ (le 11 et le 15) ; 11 h. Messe en l'église Saint-Paul de Gonesse, Val-d'Oise (le 11) ; à la clinique des Dames augustines à Paris (le 15).

Écouter-voir

• **HISTOIRE D'UN JOUR : LE FRONT POPULAIRE.** — Du 12 au 16 décembre, Europe 1, 14 heures.

• **ENTRETIENS : Mme GOLA MEIR.** — Du 12 au 23 décembre, France - Culture, 22 h. 30.

• **DOSSIERS DE L'ÉCRAN : LA NEIGE DE NOËL.** — Mardi 13 décembre, A 2, 20 h. 30.

• **SPECTACLE AUDIO-VISUEL : LA CRÉATION DU MONDE.** — Mardi 13 décembre, TF1, 20 h. 30.

• **TELEFILM : LES FOLIES OFFENBACH.** — Vendredi 16 décembre, A2, 20 h. 30.

• **MADEMOISELLE ET SON BÉBÉ.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA STRATÉGIE DE L'ARRIÈRE.** — Dimanche 18 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LE MONDE FUTUR.** — Lundi 19 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LE DERNIER TRAIN POUR FRISCO.** — Lundi 19 décembre, FR 3, 20 h. 30.

• **LA CHARGE DE LA BRIGADE LÉGÈRE.** — Mardi 20 décembre, FR 3, 20 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Jeudi 22 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Vendredi 23 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 24 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Samedi 24 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Samedi 24 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 24 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Samedi 24 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Samedi 24 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 24 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Samedi 24 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Samedi 24 décembre, TF 1, 20 h. 30.

les siéves au maniement de la rhétorique.

La création du monde, depuis la cellule jusqu'à la société organisée, est représentée sous la forme d'un affrontement verbal entre le créateur — Jupiter entouré d'un Olympe de jeu de massacre — et un Méphistophélès sardonique et fardé (Jean Topart) qui doit son argumentation à l'ouvrage de Jacques Monod, *Le Hasard et la Nécessité*.

Marius Constant s'est bien amusé à illustrer cette odyssée de l'espèce par des trilles électroniques et des rythmes telluriques à la façon du « Sacre ». Mais c'est demander beaucoup aux téléspectateurs que de suivre l'évolution bizarre qui mène du ballet initial des spermatozoïdes jusqu'aux retombées du champignon atomique.

• **FICTION DOCUMENTAIRE : LA MER PROMISE.** — Mercredi 14 décembre, TF 1, 20 h. 30.

Jean-Marie Thibault en patron d'entreprise de travaux sous-marins : Maurice Biraud en reporter de télévision, mis à même de suivre, minute après minute, le sauvetage dangereux d'une capsule de plongée dans laquelle attendaient trois hommes, immergés par 150 mètres de fond.

Peut-on y croire ? On y croit. Malgré le visage trop connu de ses acteurs, Jacques Ertaud, l'auteur de *Mort d'un guide*, filme, comme en reportage, toutes les étapes de ce « document » imaginaire qu'on ne peut que suivre, trébuchant et haletant. De la télévision grand public, soit. Mais du meilleur suspense.

• **TELEFILM : LES FOLIES OFFENBACH.** — Vendredi 16 décembre, A2, 20 h. 30.

Le vent de la réussite a tourné. Offenbach, âgé, voit se ternir sa gloire parisienne. Avec le même acharnement qu'il avait, jeune, pauvre et inconnu, imposé son premier opéra-bouffe *Orphée aux enfers*, il s'attaque à ses détracteurs en faisant sauter sa crosse avec les Contes d'Hoffmann.

Georges Neveux a écrit l'histoire de ses débuts difficiles et des dernières années de sa carrière. Michel Borsari, metteur en scène de cinéma, travaillant pour la première fois pour la télévision, a réalisé en vidéo les deux films qu'Antenne 2 a eu la bonne inspiration de proposer pour les fêtes.

Michel Serrault « défend » sans hésiter le personnage de Jacques Offenbach. Il fait tout et peut-être trop — mais pour quoi ? — pour lui ressembler et rappeler une drôle d'époque. Cette série en deux épisodes propose une page d'histoire tendre et divertissante.

• **THÉÂTRE : COMMENT NE PAS MOURIR.** — Samedi 17 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Le petit roi grec, Admète, sur le point de mourir, va mettre à profit un droit que lui donna autrefois Apollon : il peut survivre à une autre personne acceptée de perdre la vie à sa place. Après des hésitations, il demande à ses parents : ni son père, ni sa mère, ne veulent le remplacer pour la funeste aventure. C'est donc sa femme Alceste qui doit lui et périr, à la condition qu'Admète jamais ne se remarie.

Dans la maison en deuil arrive Hercule qui, pour remercier Admète de son hospitalité, délivrera Alceste du trépas. Celle-ci, volée, obligera Admète à se jurer, à la prendre pour femme, sans avoir reconnu celle qui vient de ressusciter. Pierre Dumayet a tiré cette histoire de l'Alceste d'Euripide : son fils, Nicolas Dumayet, l'a montée au Festival de Carpentras. Sur une musique de Yannis Xenakis, la retransmission, réalisée par Alexandre Tartu, prouve bien qu'il est possible de ne pas seulement filmer « à plat » une pièce de théâtre, mais de la transformer en une œuvre propre à la télévision. Sans trahison, mais dans un autre langage. Les acteurs se sont prêtés au jeu, et cette histoire de l'amour et du pouvoir « passe » bien.

• **FEUILLETON : AU PLAISIR DE DIEU.** — Lundi 19 décembre, TF 1, 20 h. 30.

Histoire d'une famille d'aristocrates français, de la fin du XIX^e siècle à nos jours. La propre famille de Jean d'Ormesson qu'il avait fait entrer dans son roman aux résonances prosaïques, *Au plaisir de Dieu*. De cette œuvre construite sur la résurgence des souvenirs et la recherche du temps perdu, Paul Savatier a réussi une adaptation bien charpentée dramatiquement, et découpée en six épisodes d'une heure et demie. La réalisation est de Robert Masyer dont on n'a pas oublié les *Contes de la Constance* et les *Genes de Mogador*, deux succès du feuilleton de télévision français.

On trouvera ici l'émouvante chronique d'une classe en déclin pendant longtemps sa puissance sociale mais constamment présente dans l'histoire de la France. Du domaine patrimonial où règne le vieil aristocrate jusqu'à la guerre de 1914, le 6 février 1934, la guerre d'Espagne, l'occupation, la Résistance et les temps nouveaux, les membres de cette famille sont parties prenantes au destin de leur pays, séparés, déchirés parfois par des choix idéologiques différents mais gardant, en quelque sorte, leur vieille tradition. C'est, sans doute, un monde à découvrir.

Les films de la semaine

• **MADEMOISELLE ET SON BÉBÉ.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA STRATÉGIE DE L'ARRIÈRE.** — Dimanche 18 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LE MONDE FUTUR.** — Lundi 19 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LE DERNIER TRAIN POUR FRISCO.** — Lundi 19 décembre, FR 3, 20 h. 30.

• **LA CHARGE DE LA BRIGADE LÉGÈRE.** — Mardi 20 décembre, FR 3, 20 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Jeudi 22 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Vendredi 23 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 24 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Samedi 24 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Samedi 24 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 24 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Samedi 24 décembre, A 2, 20 h. 35.

style romanesque au service du mythe d'Étrot Flynn.

• **CRIA CUERVOS.** — Samedi 17 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Admirable approche, à travers la distorsion du temps et l'autopsie d'une famille bourgeoise sous Franco, du faux paradis de l'enfance, de la détresse féminine. Une petite fille découvre la sexualité et la mort masquée par l'hypocrisie des adultes. Deux interprètes extraordinaires : Ana Torrent et Geraldine Chaplin.

• **LES PERLES DE LA COURONNE.** — Samedi 17 décembre, R 2.

Histoire le plus souvent imaginée des perles de la couronne royale d'Angleterre que George VI reçut cette année-là. Guilty servait, à sa manière, l'attente cordiale. Des miniatures historiques à la comédie de boulevard sur le *Normandie*, il mène, avec le plus brillant esprit, une fantaisie commentée par lui à la manière du *Roman d'un triporteur*. Les inventions de la mise en images et une prestigieuse interprétation font toujours notre plaisir.

• **DES JOURNÉES ENTÉRINÉES DANS LES ARBRES.** — Samedi 17 décembre, A 2, 20 h. 35.

Jouée par ses créateurs à la scène et filmée en 16 millimètres par Marguerite Duras, une pièce déchirante liée à la mémoire affective. A l'incantation du verbe de Duras s'ajoute son sens particulier de la durée. Dans cette œuvre, bien plus accessible au grand public qu'*India Song* et que *Le Camion*, Madeleine Renaud est sublime.

• **LA BIBLE.** — Samedi 17 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 17 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Samedi 17 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 17 décembre, FR 3, 22 h. 30.

de Noël et, comme metteur en scène, fait naufrage pendant le déluge.

• **TRISTANA.** — Samedi 17 décembre, A 2, 22 h. 30.

L'étonnement de la société espagnole des années 30, dans une Tolède digne des tableaux du Greco, la cruelle histoire d'amour d'un vieux bourgeois et d'une jeune orpheline qui traversa sa liberté morale et sexuelle après avoir perdu une jambe. Sur le chemin de cette liberté, Catherine Deneuve, lisse, glacée et subversive, a créé le personnage le plus fort, le plus étonnant de sa carrière. La révolte de Buñuel se manifeste, comme toujours, par une violence furtive et l'ardent éclat d'images surréalistes.

• **L'HOMME TRANQUILLE.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 17 h. 30.

Ford l'Irlandais chante son pays natal et sa douceur de vivre, peint avec humour et tendresse des villageois bavards et bagarreurs, buveurs et pêcheurs impénitents. Il reprend à l'irlandaise le thème de la *Mégère apprivoisée* et dirige une bagarre homérique, qui s'achève dans l'allégresse. Avec John Wayne, dans un de ses grands rôles.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 17 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Samedi 17 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 17 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Samedi 17 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 17 décembre, FR 3, 22 h. 30.

tre, par un humour grinçant et par l'absurde, les méfaits d'une civilisation du taye-à-l'œil. Giancarlo Giannini passe de la drôlerie caricaturale au pathétique dans une excellente composition.

• **INDISCRET.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 14 h. 45.

Dix ans après les *Enchânés*, d'Elizabete, Gary Grant et Ingrid Bergman se retrouvent, dans cette comédie sophistiquée, pour les jeux et les roueries de la liaison et de la brouille amoureuse. La mise en scène de Donen s'efforçait d'être « à l'air » une pièce à succès de Broadway. Mais le film vaut surtout par les numéros des deux acteurs vedettes.

• **HISTOIRES EXTRAORDINAIRES.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 22 h.

Trois nouvelles d'Edgar Poe librement adaptées selon le tempérament de chaque réalisateur. Roger Vadim a transformé en femme le sombre aristocrate de *Metzengerstein* et s'est plus intéressé à la plastique de Jane Fonda et à ses déshabillés façon musclicall qu'à l'envoûtant mystère de l'histoire. Louis Malle a traité, avec une belle rigueur dramatique, l'étrange cas de William Wilson aux prises avec son double. C'est Fellini qui, en faisant entrer Poe dans son univers personnel (le monde cauchemardesque du cinéma dans la décadence de la Rome moderne), en a donné la vision la plus inspirée, la plus originalement cinématographique.

• **CLEOPATRE.** — Samedi 17 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Pourquoi s'obstiner à voir dans ce peuplier hollywoodien, qui engloûtait une fortune et mit la Fox en sévères difficultés, un grand film indigne du choc des caractères et des passions rappellerait Shogun ? Mankiewicz est assez grand par ailleurs pour n'avoir pas besoin de cette récupération.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 17 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Samedi 17 décembre, A 2, 20 h. 35.

• **LA KERMESSE DE L'OUEST.** — Samedi 17 décembre, TF 1, 20 h. 30.

• **LA GROSSE TÊTE.** — Samedi 17 décembre, FR 3, 22 h. 30.

• **LA BIBLE.** — Samedi 17 décembre, A 2, 20 h. 35.

JAPCO

La
de

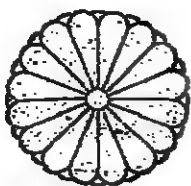
RESORIENTÉ EN ORIE

L'ACTITUDE ET PRÉCIS

The Nihon Keizai Shimbun

مكتبة الأصل

JAPON



La rançon de la puissance

UN an après les élections législatives gagnées par les conservateurs au pouvoir depuis 1945, le Japon est en effervescence. M. Fukuda, premier ministre, a remanié pratiquement en totalité son gouvernement le 11 novembre. Il vient d'annoncer un « budget exceptionnel » pour la relance de l'économie : d'importants travaux publics seront entrepris ; des investissements considérables seront alloués à développer l'utilisation du charbon et de l'énergie nucléaire seront étalés sur une période de dix ans pour réduire la dépendance du Japon à l'égard des pays producteurs de pétrole ; l'aide au tiers-monde, très réduite, pourrait doubler d'ici à 1980. Le gouvernement nippon devra aussi chercher une solution contentieuse qui s'envenime entre le Japon et ses partenaires occidentaux : États-Unis et pays de la C.E.E.

Après la défaite de 1945, le Japon est devenu une nation pacifique qui n'entreprend plus de principe des forces d'auto-défense. Il a adopté les valeurs « libérales » et « démocratiques » de ses vainqueurs. Le voici néanmoins engagé dans une « guerre économique », selon l'expression d'un journal de Tokyo, La C.E.E., qui « sent » envahie par ses produits, le somme de mettre un terme à ses pratiques de « dumping » et d'abaisser ses barrières douanières. Les États-Unis, estimant que le système économique mondial ne peut fonctionner avec un pays qui ajoute des excédents commerciaux à

ceux, déjà considérables, des pays producteurs de pétrole, exigent que Tokyo augmente substantiellement ses importations pour réduire le déséquilibre de sa balance commerciale.

Les gouvernements conservateurs, réélus après des élections, ne proposent pas de doute pas à la jeunesse japonaise un modèle de société très exaltant, du moins ont-ils réussi à endormir le démon totalitaire et impérialiste à l'œuvre pendant la seconde guerre mondiale et dont les activités des ligues « supérieures » rappellent encore la mémoire. Ayant accepté et surmonté moralement la défaite militaire, le Japon s'est ainsi entièrement employé à prendre sa « revanche » économique. Faisant aujourd'hui figure d'accusé pour être trop bien parvenu, il est mal-aimé et mesure quelle est la rançon de sa puissance.

Sa victoire est d'autant plus amère que son influence politique n'est pas en mesure de compenser de son pouvoir économique. La troisième puissance économique industrielle au monde n'a pas de siège au Conseil de sécurité des Nations unies. C'est pourquoi au Japon que les États-Unis ont tacitement délégué leurs pouvoirs pour contenir la poussée communiste en Asie.

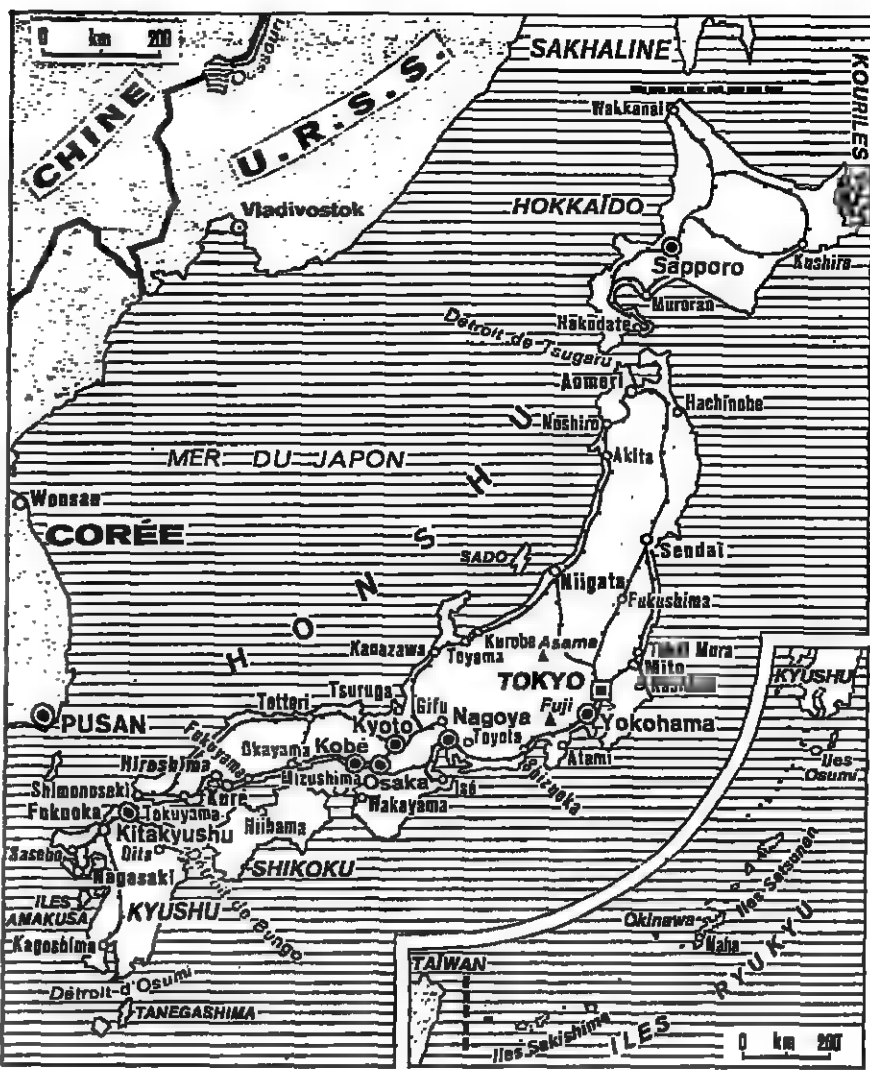
Le Japon considère directement concerné par le maintien de la sécurité de la Corée du Sud, le départ progressif des troupes américaines peut laisser la situation de confrontation directe avec le

régime communiste de Pyongyang, mais rien n'indique que le gouvernement de Tokyo soit disposé à faire l'instrument docile de l'Occident en Asie. Irrité par les démêlés Washington et la C.E.E., il peut être tenté de jouer seul un rôle plus actif sur le continent.

Pékin et Tokyo ont conclu le 11 novembre un accord commercial à long terme. La Chine fournira au Japon du pétrole en échange d'usines et de produits à technologie avancée. Il s'agit donc de la première étape d'une politique com-

merciale que le patronat nippon, conscient de la primauté des données géographiques et idéologiques, souhaite voir développer avec les Chinois. Cette politique conduira-t-elle à la signature d'un traité d'amitié sino-japonais, comme l'appréhende Moscou et le souhaite Pékin ? L'instinct que porte la Chine à un pays dont elle ne fait pas un allié contre l'U.R.S.S. a, en tout cas, permis aux industriels japonais d'être les premiers à profiter de la nouvelle politique chinoise d'ouverture à l'étranger.

JEAN DE LA GUÉRIVÈRE.



Un pays solitaire

par PHILIPPE PONS

LES onze premiers mois du gouvernement Fukuda se sont achetés à la fin de novembre, une session parlementaire, marquée par le blocage de la Chambre haute des projets gouvernementaux, un remaniement ministériel présenté comme une reprise en main du pays. Deux événements qui traduisent les difficultés rencontrées par le Japon aussi, plus profondément, une relative perte de crédibilité politique au premier mi-

nistre, due à un affaiblissement de sa position au sein du parti libéral démocrate (P.L.D.).

Si l'on veut aller à l'essentiel, les choses, la situation du Japon au cours de l'année écoulée paraît néanmoins loin d'être satisfaisante et bien des choses à régler. Le plan politique, le P.L.D., au pouvoir depuis vingt-sept ans, a réussi contre toute attente en juillet dernier à conserver sa majorité à la Chambre basse. Il est en mesure

par une opposition désempée dont la principale force, le parti libéral, traverse une phase de déclin. En matière sociale, c'est le calme : les revendications ne trouvant pas de relais pour s'exprimer, les grèves restent rares. La machine industrielle nipponne, avant ceux de leurs adversaires, elles se manifestent pour le moins timidement. Au ministère du travail d'ailleurs, on se loue de la « flexibilité » syndicale. Enfin, dans le domaine économique, les objectifs de croissance pour l'exercice budgétaire 1978 (6,5 %) sont officiellement maintenus, même si personne n'y croit plus.

Le chômage ne dépasse pas 2,1 % de la population active et l'inflation semble contenue. Pour couronner le tout, le Japon aura cette année un excédent commercial de l'ordre de 16 milliards de dollars et sa balance des paiements courants serait excédentaire de 10 milliards. Le bilan paraît loin d'être négatif. Et pourtant, depuis l'automne, rien ne va plus.

Par manque d'indices suffisants dans la majorité ou une tendance à l'attentisme, conjuguée à l'inefficacité d'un cabinet incomplet, le P.L.D. a pratiqué un art de gouverner qui a consisté à retarder les échéances. Celui-ci a certes ses mérites en période d'expansion. Il peut, en revanche, être décrié lorsque l'économie mondiale se porte mal et que les problèmes s'accumulent.

En quelques mois, la situation du Japon est détériorée. De lent, le rythme commercial

des moyens de pressions suffisants pour l'obtenir. En attendant que le Japon se décide à ouvrir ses frontières à l'égard des États-Unis, le Japon a organisé la mise de leur monnaie par rapport au dollar, mais, en septembre, cette politique est devenue intenable, et le Japon a été contraint de s'écarter de sa position traditionnelle.

A la veille du remaniement ministériel du 28 novembre, (Lire la suite page 17.)

DÉSORIENTÉ EN ORIENT?



EXACTITUDE ET PRÉCISION

Sans elles, tous les efforts du monde mèneront nulle part. L'économie du Japon est souvent un défilé et le marché japonais peut prendre des allures de labyrinthe. Des années d'étude d'analyse du marché pourront vous donner l'intuition nécessaire pour trouver le bon chemin. Il existe un moyen plus rapide, plus facile et plus sûr. Avec un bon guide-celui qui possède des connaissances précises, un système d'information publicitaire, des moyens de mettre à jour vos connaissances à disposition-vous pouvez atteindre rapidement votre but. Nikkei le guide. Maintenant, il est l'heure.

Système total d'information économique du Japon
The Nihon Keizai Shimbun, Inc.
 1-1 Otemachi, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan (03) 270-0251
 NIKHONKEIZAI TOKYO
 Représentant
 28, Avenue Victor-Hugo
 75111 Paris Tél. 727-73-04

Un sentiment de malaise

Il reste que cette situation a provoqué chez l'homme de la rue un sentiment de malaise. Le pouvoir d'achat se dégrade ; la presse lui rapporte chaque jour les critiques que l'étranger adresse au Japon. De là une impression, encore vague certes, d'être incompris, persécuté, isolé, alors que lui aussi, pourtant, à son niveau, subit les effets de la récession mondiale.

Incontestablement, M. Fukuda a commis des erreurs de jugement, non seulement depuis qu'il est ministre, mais également auparavant, lorsqu'il dirigeait le parti libéral démocrate. Le patronat lui reproche ouvertement d'avoir pris, au « sommet » de Londres en mai dernier, des engagements (une croissance de 6,7 % et un déficit de la balance des paiements de 700 millions de dollars) que l'on savait dès le départ ne pas pouvoir tenir et qui ont entamé la crédibilité internationale du Japon. Apparemment, M. Fukuda paraît être une

relance de la demande mondiale, estimant que dans cette hypothèse les exportations seraient le moteur de la reprise au Japon. Et il a tout fait pour maintenir la compétitivité des produits japonais à l'étranger, jouant la montée des prix et disciplinant les revendications sociales ; en revanche, il n'a pris que de timides mesures de relance interne. Les exportations ont bien été le moteur de l'économie japonaise au cours de l'année écoulée, mais la reprise de la demande mondiale a été timide.

La politique d'abord provoquée par la crise avec l'Europe (prévisible à la dernière analyse de la C.E.E. sur le Japon). Tokyo, en effet, qu'il pouvait jouer de la C.E.E. a fait des concessions sur des points précis à chacun et réussi à calmer tant bien que mal les critiques. Beaucoup plus est-ce le Japon le différenciant des Américains, ses véritables interlocuteurs, est

Pentax ME.
 Le réflex 24x36 le plus compact et le plus précis.
 Tout-à-fait automatique.

Utilisez remplir ce bon très habilement car il sera utilisé pour l'expédition d'une documentation complète.

Télex, s.a., 58, rue de Clichy, 75009 Paris.
 Importateur exclusif pour la France métropolitaine.

Nom _____

Adresse _____

LES DIFFICULTÉS AVEC LA C.E.E.

BRUXELLES : poursuivre le dialogue

Un dialogue permanent et apparemment constructif. Un déséquilibre des échanges qui inquiète les Européens. Telles ont été les deux caractéristiques — contradictoires — des relations économiques entre le Japon et la Communauté au cours de l'année 1977. En d'autres termes, les Japonais ont consenti des efforts non négligeables et reconnus comme tels à Bruxelles pour rééquilibrer leur commerce avec la C.E.E., mais en l'état actuel des choses, ces efforts n'ont permis que des résultats limités : tout au plus peut-on supposer que, s'ils n'avaient pas été accomplis, le déficit des produits nippons sur nos marchés aurait été encore plus spectaculaire.

Au cours du premier semestre 1977, les exportations du Japon vers la Communauté ont progressé de 18 %, mais dans le même temps leurs importations augmentaient de 27 %. Les efforts de gouvernement du Japon, alarmés par les effets produits par les pratiques suivies jusqu'à présent par le Japon en matière d'importations et d'exportations ainsi que par la dégradation rapide de la situation des échanges commerciaux entre la Communauté et le Japon, ont été adressés à celui-ci une mise en garde au ton plutôt impérieux, lors du conseil européen de La Haye le 30 novembre. Les conclusions du conseil ont souligné la nécessité d'un dialogue permanent, que ce soit par le biais de contacts plus informels avec les industriels, s'est employé à obtenir des Japonais qu'ils s'efforcent de leur vendre à la C.E.E. des produits de qualité et de prix compétitifs. Les engagements quantitatifs pris par le Japon au début de l'année 1977, dans le cadre de l'accord de libre-échange de 1973, ont été jugés insuffisants. En mars 1977, à Rome, sans pour autant se démobiliser, le conseil européen observait que « tous les problèmes n'ont pas été résolus » et que les efforts doivent être poursuivis, notamment afin de permettre une réduction des exportations de la C.E.E. vers le Japon.

Les efforts de gouvernement du Japon, alarmés par les effets produits par les pratiques suivies jusqu'à présent par le Japon en matière d'importations et d'exportations ainsi que par la dégradation rapide de la situation des échanges commerciaux entre la Communauté et le Japon, ont été adressés à celui-ci une mise en garde au ton plutôt impérieux, lors du conseil européen de La Haye le 30 novembre. Les conclusions du conseil ont souligné la nécessité d'un dialogue permanent, que ce soit par le biais de contacts plus informels avec les industriels, s'est employé à obtenir des Japonais qu'ils s'efforcent de leur vendre à la C.E.E. des produits de qualité et de prix compétitifs. Les engagements quantitatifs pris par le Japon au début de l'année 1977, dans le cadre de l'accord de libre-échange de 1973, ont été jugés insuffisants. En mars 1977, à Rome, sans pour autant se démobiliser, le conseil européen observait que « tous les problèmes n'ont pas été résolus » et que les efforts doivent être poursuivis, notamment afin de permettre une réduction des exportations de la C.E.E. vers le Japon.

La stabilisation du niveau des importations japonaises dans la Communauté est un objectif prioritaire.

par PHILIPPE LEMAITRE

Les échanges de biens d'équipement : désormais le Japon vend plus de machines-outils à la Communauté qu'il ne lui en achète. Il s'agit de machines très complètes avec forte incorporation d'éléments électroniques qui indiquent — et c'est là une vraie raison de s'intéresser — une certaine technologie nouvelle sur l'Europe.

Des propositions en quatre points

En ce qui concerne les roulements à billes, les industriels japonais, après que la Communauté ait appliqué durant quelques mois une taxe antidumping ont accepté de réduire leurs prix de vente sur le marché des Neuf. En revanche, la discussion concernant la part du marché de la construction navale que les Japonais doivent laisser aux chantiers européens n'a pas encore abouti. Ceci s'en faut à une dizaine de pourcents.

Cette recherche commune d'un meilleur équilibre des échanges, entreprise durant l'année qui s'achève, n'a apparemment donné que des résultats décevants, puisque le déficit commercial de la C.E.E. s'est encore accru (plus d'un million de dollars). Ces données statistiques ne peuvent être commentées. On ne peut pas dire qu'elles reflètent l'état d'une politique. En 1977, par exemple, la Communauté reçoit livraison de bateaux qui ont été commandés voici un an ou deux. Mais, en revanche, élément très préoccupant, l'étude attentive des chiffres montre un renversement de tendance en ce qui concerne

les échanges de biens d'équipement : désormais le Japon vend plus de machines-outils à la Communauté qu'il ne lui en achète. Il s'agit de machines très complètes avec forte incorporation d'éléments électroniques qui indiquent — et c'est là une vraie raison de s'intéresser — une certaine technologie nouvelle sur l'Europe.

Une autre difficulté du Japon pour l'Europe est la concurrence de la Chine et du Japon dans les publications de langues anglaises et allemandes.

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes. Il n'a dit, dans un premier temps, que les exportations japonaises étaient concentrées trop rapidement sur certains secteurs économiques et que « l'auto-limitation » par le Japon était nécessaire dans ces secteurs et ces régions. Des accusations de dumping ont aussi été portées. Puis, dans un second temps, la C.E.E. passant à une attitude « offensive », elle a fait que le marché japonais n'était pas ouvert aux exportations européennes, particulièrement aux produits industriels. Depuis 1973, la C.E.E. a lancé deux arguments : l'augmentation du déficit commercial avec le Japon est « insupportable », elle demande que les « barrières » protectionnistes soient abaissées. Des conversations ont lieu et ont eu lieu depuis 1976.

Une véritable réévaluation du yen — l'exportateur japonais constatant en effet que la réévaluation du yen, non pas par rapport au dollar, mais par rapport aux monnaies fortes de la Communauté (DM, florin, franc belge) — a été jusqu'à présent un échec.

Une action concertée C.E.E.-Etat-Unis-Japon. — Il s'agit de parvenir à un accord de libre-échange de 1973, qui a été jusqu'à présent un échec. Une action concertée C.E.E.-Etat-Unis-Japon. — Il s'agit de parvenir à un accord de libre-échange de 1973, qui a été jusqu'à présent un échec.

TOKYO : aller au fond des choses

par GEORGE STAUNTON

Le gouvernement du Japon affirme sa volonté de parvenir à un compromis avec la Communauté. Certains milieux nippons considèrent néanmoins que le dialogue des Neuf n'est pas suffisant. Les Japonais ont des raisons techniques, quelle que puisse être la situation politique de ne pas convenir des relations avec Tokyo à Bruxelles. Ce sont les vues de ces milieux qu'expose George Staunton, directeur de nombreux articles sur la Chine et le Japon dans les publications de langues anglaises et allemandes.

Une des raisons du Japon pour l'Europe est la concurrence de la Chine et du Japon dans les publications de langues anglaises et allemandes.

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes.

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes. Il n'a dit, dans un premier temps, que les exportations japonaises étaient concentrées trop rapidement sur certains secteurs économiques et que « l'auto-limitation » par le Japon était nécessaire dans ces secteurs et ces régions. Des accusations de dumping ont aussi été portées. Puis, dans un second temps, la C.E.E. passant à une attitude « offensive », elle a fait que le marché japonais n'était pas ouvert aux exportations européennes, particulièrement aux produits industriels. Depuis 1973, la C.E.E. a lancé deux arguments : l'augmentation du déficit commercial avec le Japon est « insupportable », elle demande que les « barrières » protectionnistes soient abaissées. Des conversations ont lieu et ont eu lieu depuis 1976.

Une véritable réévaluation du yen — l'exportateur japonais constatant en effet que la réévaluation du yen, non pas par rapport au dollar, mais par rapport aux monnaies fortes de la Communauté (DM, florin, franc belge) — a été jusqu'à présent un échec.

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes. Il n'a dit, dans un premier temps, que les exportations japonaises étaient concentrées trop rapidement sur certains secteurs économiques et que « l'auto-limitation » par le Japon était nécessaire dans ces secteurs et ces régions. Des accusations de dumping ont aussi été portées. Puis, dans un second temps, la C.E.E. passant à une attitude « offensive », elle a fait que le marché japonais n'était pas ouvert aux exportations européennes, particulièrement aux produits industriels. Depuis 1973, la C.E.E. a lancé deux arguments : l'augmentation du déficit commercial avec le Japon est « insupportable », elle demande que les « barrières » protectionnistes soient abaissées. Des conversations ont lieu et ont eu lieu depuis 1976.

Efforts de reconversion

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes. Il n'a dit, dans un premier temps, que les exportations japonaises étaient concentrées trop rapidement sur certains secteurs économiques et que « l'auto-limitation » par le Japon était nécessaire dans ces secteurs et ces régions. Des accusations de dumping ont aussi été portées. Puis, dans un second temps, la C.E.E. passant à une attitude « offensive », elle a fait que le marché japonais n'était pas ouvert aux exportations européennes, particulièrement aux produits industriels. Depuis 1973, la C.E.E. a lancé deux arguments : l'augmentation du déficit commercial avec le Japon est « insupportable », elle demande que les « barrières » protectionnistes soient abaissées. Des conversations ont lieu et ont eu lieu depuis 1976.

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes. Il n'a dit, dans un premier temps, que les exportations japonaises étaient concentrées trop rapidement sur certains secteurs économiques et que « l'auto-limitation » par le Japon était nécessaire dans ces secteurs et ces régions. Des accusations de dumping ont aussi été portées. Puis, dans un second temps, la C.E.E. passant à une attitude « offensive », elle a fait que le marché japonais n'était pas ouvert aux exportations européennes, particulièrement aux produits industriels. Depuis 1973, la C.E.E. a lancé deux arguments : l'augmentation du déficit commercial avec le Japon est « insupportable », elle demande que les « barrières » protectionnistes soient abaissées. Des conversations ont lieu et ont eu lieu depuis 1976.

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes. Il n'a dit, dans un premier temps, que les exportations japonaises étaient concentrées trop rapidement sur certains secteurs économiques et que « l'auto-limitation » par le Japon était nécessaire dans ces secteurs et ces régions. Des accusations de dumping ont aussi été portées. Puis, dans un second temps, la C.E.E. passant à une attitude « offensive », elle a fait que le marché japonais n'était pas ouvert aux exportations européennes, particulièrement aux produits industriels. Depuis 1973, la C.E.E. a lancé deux arguments : l'augmentation du déficit commercial avec le Japon est « insupportable », elle demande que les « barrières » protectionnistes soient abaissées. Des conversations ont lieu et ont eu lieu depuis 1976.

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes. Il n'a dit, dans un premier temps, que les exportations japonaises étaient concentrées trop rapidement sur certains secteurs économiques et que « l'auto-limitation » par le Japon était nécessaire dans ces secteurs et ces régions. Des accusations de dumping ont aussi été portées. Puis, dans un second temps, la C.E.E. passant à une attitude « offensive », elle a fait que le marché japonais n'était pas ouvert aux exportations européennes, particulièrement aux produits industriels. Depuis 1973, la C.E.E. a lancé deux arguments : l'augmentation du déficit commercial avec le Japon est « insupportable », elle demande que les « barrières » protectionnistes soient abaissées. Des conversations ont lieu et ont eu lieu depuis 1976.

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes. Il n'a dit, dans un premier temps, que les exportations japonaises étaient concentrées trop rapidement sur certains secteurs économiques et que « l'auto-limitation » par le Japon était nécessaire dans ces secteurs et ces régions. Des accusations de dumping ont aussi été portées. Puis, dans un second temps, la C.E.E. passant à une attitude « offensive », elle a fait que le marché japonais n'était pas ouvert aux exportations européennes, particulièrement aux produits industriels. Depuis 1973, la C.E.E. a lancé deux arguments : l'augmentation du déficit commercial avec le Japon est « insupportable », elle demande que les « barrières » protectionnistes soient abaissées. Des conversations ont lieu et ont eu lieu depuis 1976.

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes. Il n'a dit, dans un premier temps, que les exportations japonaises étaient concentrées trop rapidement sur certains secteurs économiques et que « l'auto-limitation » par le Japon était nécessaire dans ces secteurs et ces régions. Des accusations de dumping ont aussi été portées. Puis, dans un second temps, la C.E.E. passant à une attitude « offensive », elle a fait que le marché japonais n'était pas ouvert aux exportations européennes, particulièrement aux produits industriels. Depuis 1973, la C.E.E. a lancé deux arguments : l'augmentation du déficit commercial avec le Japon est « insupportable », elle demande que les « barrières » protectionnistes soient abaissées. Des conversations ont lieu et ont eu lieu depuis 1976.

Le Japon a adopté d'abord une attitude purement défensive face aux critiques européennes. Il n'a dit, dans un premier temps, que les exportations japonaises étaient concentrées trop rapidement sur certains secteurs économiques et que « l'auto-limitation » par le Japon était nécessaire dans ces secteurs et ces régions. Des accusations de dumping ont aussi été portées. Puis, dans un second temps, la C.E.E. passant à une attitude « offensive », elle a fait que le marché japonais n'était pas ouvert aux exportations européennes, particulièrement aux produits industriels. Depuis 1973, la C.E.E. a lancé deux arguments : l'augmentation du déficit commercial avec le Japon est « insupportable », elle demande que les « barrières » protectionnistes soient abaissées. Des conversations ont lieu et ont eu lieu depuis 1976.

BNP
パリ国立銀行
Au JAPON
Tokyo
929, Kokusai Building,
1-1 Marunouchi,
3-Chome Chiyoda-ku
Tél. 214.2881 Tél. J 24825
BANQUE NATIONALE DE PARIS
Siège Social: 16, Boulevard des Capucines 75009 Paris
Tél. 523.55.00

IL Y A PLUS DE 100 ANS
que des commerçants français vendent au Japon.
IL Y A PLUS DE 60 ANS
que des industriels français produisent au Japon.
IL Y A PLUS DE 50 ANS
que des banques françaises opèrent au Japon.
SI VOUS VENEZ AU JAPON
Les Sociétés françaises sont les plus qualifiées pour vous aider :
— elles ont l'expérience du Japon.
— elles parlent votre langue,
— elles ont les mêmes intérêts que vous.
Adressez-vous
à la Chambre de Commerce Française du Japon
French Bank Bldg 1-1-2, Akasaka
Minato-ku, TOKYO 107, JAPON
Tél. 584-4813

POUR VOS RELATIONS D'AFFAIRES AVEC LE JAPON,
vous souhaitez être conseillés et assistés efficacement.
Représenté à TOKYO depuis 1970,
LE CREDIT LYONNAIS
vient d'y ouvrir une Agence,
Hibiya Park Building
1-8-1 Yurakucho
Chiyoda-Ku
TOKYO
CREDIT LYONNAIS
Affaires Internationales
16 du 4 septembre - 75002 Paris
Tél. 295.70.00 - Telex: Crédionals 630200

مكتبة من الأصل

: aller au fond des choses

leur équipement flamboyant leur permet de « sortir » des conditions économiquement acceptables des bâtiments dont ils doivent se contenter. Il est certain que l'amortissement d'un bâtiment peut être un peu plus lourd sur le budget d'exploitation. On stigmatise aujourd'hui l'« esprit de jugement », le comportement moutonnier (qu'on ne peut effectivement pas

Les pertes

Déjà, à l'époque, les Américains faisaient pression sur les autorités japonaises pour obtenir à crédit des milliards de yen qui leur manquaient pour se produire au Japon (après le flottement du dollar). On avait alors l'énormité des profits américains alors qu'ils supportaient les pertes de leur capital et des changes (2,7 milliards de yens) qui résultèrent alors des cures de déinflation des services américains sur le marché des changes à Tokyo. Les exportateurs, hier, ont aujourd'hui, sur la première ligne pour supporter le choc et pareille éventualité peut venir à l'étranger (notamment en dollars).

Le rapport des années de l'expansion effrénée, les réalisations ont changé. Les Japonais ont vu le nombre d'entreprises japonaises, l'exportation est plus une source de profit, mais un moyen — le leur — leur disposition — de rester en activité en attendant que les choses changent (avoir le mot du 11 décembre). L'épisode des superprofits appartient à l'histoire, même si ses conséquences sont loin d'être sans efficacité, notamment au bilan des entreprises new-yorkaises qui avaient financé les arroseurs et qui maintenant sont comme à pour tout dire littéralement.

Si nous faisons cependant un bilan avec quelques chiffres, nous voyons qu'il illustre jusqu'au paroxysme un des aspects mar-

(1) Il en est de même pour 85 % des importations.

De notre envoyé

Les périodes de « boom » et, inversement, de dépression des chefs d'entreprise de l'industrie.

Pour revenir dans l'ambiance qui régna dans l'industrie aux premières années de la guerre, il faut savoir que le profit retiré de la vente d'un produit dépassait souvent le coût de production !

[illegible]

spécial **PAUL FABRA**

du monde. Le coût de la vie est
gère plus cher dans les villes
provinciales. De plus, il n'y
on ne peut évidemment tirer
aucune conclusion sérieuse en
qui change les prix : sort
usine, les prix des produits
de l'industrie japonaise
d'autant plus qu'il s'agit d'
l'appareil de commerce
particulièrement
bien adapté aux
de la zone qui
font encore.
heureux, leur marché tous les
jours pour disposer de prod
de la zone, les nombreux représen
des grandes firmes
au Japon ou des

[illegible]

du monde extrême-oriental. Les belles Hongkong ou Singapour ont récolté des réponses qui ont fait les choux en la matière. Les prix japonais, pour les semi-produits ou les produits finis, sont nettement supérieurs aux prix des produits comparables obtenus par les producteurs anglais, français, italiens ou américains. Et les pays qui s'attaquent, un dit, à la concurrence japonaise abandonnent assez fréquemment la lutte quand s'engage une bataille sur prix. Sans doute que la concurrence internationale extrêmement serrée limite leur marge de manœuvre.

d'asphyxie ?

Il faut marquer les limites de cette endurance, on invoque d'habitude la dépendance quasi exclusive vis-à-vis des importations. Autant valait reconnaître, en ce point tributaire des halbes premières dont se nourrit son industrie, le caractère même de l'agriculture japonaise, malgré ses remarquables performances, ne fournit qu'environ la moitié des besoins dont se nourrit la population. Depuis le quinquennement du prix du brut, on connaît en particulier son extrême vulnérabilité d'un pays qui, sans même venir de l'extérieur 90 % de l'énergie qu'il utilise, est pratiquement entièrement sous forme de pétrole. Mais la fragilité dont on parle est plus politique que militaire qu'économique. En ce de rupture des approvisionnements, si la suite d'un embargo en d'une guerre, le Japon risque en effet d'être privé assez rapidement du précieux combustible qui fait tourner ses usines. Mais on ne peut pas se résigner à se laisser surprendre par ces chiffres qu'il faudrait de façon son admission pour mesurer la solidité de l'économie nipponne par rapport à ses partenaires.

On a souvent pu sous-estimer assez d'importance au fait que la consommation d'énergie au Japon diffère de celle japonaise d'autres de celle qu'on

constate en Europe. Les Etats-Unis, à lui seul, le secteur industriel absorbe 60 environ du chiffre de 17 dont au chauffage domestiques et des locaux commerciaux. Le Japon, transport, le pétrole étant exporté, perdu ou absorbé par les industries productrices d'énergie elles-mêmes. Les responsables pour la C.E.E sont de 19 pour l'industrie, 22 pour le chauffage, 22 pour le transport. Ceux qui s'ajoutent encore plus importants : japonais ; 8 seulement pour l'industrie, 22 pour le transport. Encore une fois, le transport est encore très important (quoiqu'un peu faible qu'en Europe).

Chaussure, 10 %.

A cela il faut ajouter que dans le Japon, c'est la consommation par tête qui est la plus faible et que — nous expliquons en partie cela — l'industrie japonaise utilise une quantité d'énergie par unité de produit net interne, soit 10 % de celle des Etats-Unis.

Tout est conditionnel, la conclusion que nous tirons de la comparaison des modes de consommation est évidente : au Japon, où la moitié de l'énergie est consommée par les usines, son coût est intégré dans les prix de revient de l'appareil productif, il est donc récupéré sur la vente des produits manufacturés, soit par le fabricant, soit par l'extérieur. Il n'en est pas de même en Europe où les usines ne tiennent que la part la plus importante de l'énergie utilisée (voir pour l'analyse de ce mode de consommation automobile, chauffage) qui correspond à des dépenses improductives. Les Nippons ont déjà un grand parti accompli dans la lutte la rentabilité dans ce ne fait que parler au conditionnel ; par exemple, leur consommation de charbon est inférieure à l'existence des réserves ferrières ultra-rapides dans les grandes agglomérations, est un des plus rationnels du monde. Pourquoi attendre dans ces conditions que leur économie se révèle plus rationnelle si elle n'est ?

Toyota face aux problèmes de la sécurité.

Tant qu'il y a des voitures sur
les routes il y a des accidents.
C'est regrettable mais vrai. Si
on ne pouvons totalement éviter,
on ne pouvons faire beaucoup.
Construire des voitures accroissent
la sécurité
minimisent les éventuels dommages
matériels sont des objectifs
permanents Toyota.
Il y a cinq ans nous avons
démarré un programme
recherche expérimentale la

Sécurité Routière pour permettre
 ■ ingénieurs ■ poursuivre leurs
 recherches dans ■ domaine, ■
 jour, 6 millions ■ dollars ■ ■
 investis dans ■ programme ■ plus
 de ■■ voitures expérimentales ■ ■
 ■■ construites.

Le système d'absorption
 d'énergie ■■ châssis, ■ la
 carrosserie ■■ para-chocs ■■
 voitures expérimentales peut ■■
 ■ l'impact d'une collision ■■ plein
 front à plus ■■ km/h. Les

protégés par un ballon gonflé par l'air en mini-ordinateur avant collision. Pour assister le conducteur, dans des situations exceptionnelles de freinage, un système électronique évite les dérapages liés à une adhérence glissante ou à une dune.

Les nouveaux moteurs permanents ont prouvé l'efficacité des moteurs expérimentaux dans les conditions réelles en arrière, les dérapages et les

des recherches a

grandement contribué à la sécurité générale des routes. Les Toyota commercialisées, néanmoins, ont évité la prévention des collisions, la résistance en cas de collision. Ainsi, par exemple, la Toyota "Sensor Panel" contrôle, et signale les mauvais fonctionnements de l'éclairage, du freinage ou de l'alimentation d'essence.

résoudre. Nous sommes très préoccupés par ce problème depuis plus de 40 ans. Les premières Toyota ont quitté la chaîne d'assemblage. Et cela signifie que la politique de Toyota est de construire une voiture selon votre point de vue. La politique ne changera jamais tant que Toyota construira des automobiles.

COROLLA

TOYOTA

Un constructeur attentif pour clients exigeants



Une Toyota de série est équipée pour des essais de stabilité à haute vitesse. Suspension, freinage, direction et pneus sont testés sur piste dans cette voiture sans conducteur, radio-guidée.

**POUR
VOS RELATIONS D'AFFAIRES
AVEC LE JAPON.**

**vous souhaitez
être conseillés et assistés
efficacement.**



R MONDIAL

LA SÉCURITÉ SOCIALE : Un système aussi diversifié mais moins développé qu'en France

par JEAN-PIERRE DUMONT

Les dépenses sociales (maladie, famille, retraites) qui représentaient 7,95 % du revenu national japonais, en 1974, 9 % en 1975, et, sans doute, plus de 10 % cette année, sont en progression constante. Mais la masse des transferts sociaux néanmoins 1974 laisse par rapport à celle des pays européens où la sécurité sociale redistribue le quart du revenu national.

Le **gouvernement** des **frais de soins** est l'exception qui **confirme** la règle. **En** **France** **pour** les **salariés**, il **existe** différents **systèmes** d'assurance **selon** les **catégories** professionnelles. Parmi les **six** régimes d'assurance maladie, **celui** des **travailleurs** indépendants (le **milieu** d'assurés en 1974) est le **moins** **généreux**, car les **dépenses** **personnelles** sont **remboursées** à 70 %. En **revanche**, les **cinq** au-

tres, qui incluent les salariés (journaliers, marins, fonctionnaires, salariés P.M.E., salariés des grandes entreprises), ont insisté sur la gratuité des frais pharmaceutiques et médicaux pour le cotisant et un remboursement à 70 % pour l'épouse et les enfants.

Une participation financière faible (environ 4 francs) et dépendant sans cesse de la première consultation d'un médecin libéral est maintenu et, en cas d'hospitalisation, le malade doit supporter les frais d'hébergement. Financièrement, ces régimes entraînent les mêmes difficultés que les systèmes américains : face à une croissance constante ces dix dernières années, de 30 %, les cotisations, qui varient de 10 à 15 francs, ne couvrent que 7,8 % sur un même plateau. Elles sont doublées par les employeurs, mais pas les salariés, ce qui, quand il s'agit de salariés, ne veut pas dire que l'Etat doit intervenir. Les salariés ne négli-

Les aides publiques à la famille sont revenues et fléchissent. La loi sur les prestations familiaales dans le cadre de la loi de 1971 : elle assure le versement d'allocations pour famille (5 000 francs par mois) et 60 francs supplémentaires à partir du troisième enfant ; le libérateur de l'Etat assuré par l'Etat et les contribuables.

l'on y ajoute les primes importantes qui sont versées aux salariés japonais (ou bonus) et seulement 25 % des salariés en fin de carrière. Faut ajouter, les salariés doivent souvent quitter leur entreprise avant l'âge d'aller à la retraite. Les salariés pour les hommes, cinquante-cinq ans pour les femmes, et les femmes se séparent de leur entreprise à cinquante-cinq ans, 75 % à moins de cinquante-sept ans. Les salariés, qui reçoivent une indemnité de départ importante, mais néanmoins insuffisante pour assurer une retraite à la famille. Les salariés obtiennent une rémunération généralement inférieure de 25 % à moins qu'ils travaillent auparavant.

La plupart des responsables japonais reconnaissent le retard du Japon à cause de la corruption.

à la vieillesse, mais dans les états-majors politiques on n'entend agir qu'avec prudence. Les perspectives démographiques sont en effet inquiétantes. Les personnes âgées représenteront 14 % de la population active dans dix ans au lieu de 8 % actuellement.

Invité par l'O.C.D.E. à accroître les transferts, les pouvoirs publics japonais se déclarent prêts à faire un effort mais en soulignant que dans les grandes entreprises au moins les avantages sociaux importants sont accordés à ceux qui supportent les grandes charges. Les salaires sont comparables à ceux des entreprises européennes, indication qui est bien vite acceptée par tous les syndicats.

AM Japon comme en France, le grand problème sera en celui des industries importantes qui ont une grande importance et leur développement.

Salaires et charges sociales

	Montant en 1978	Pourcentage
Coût salarial total moyen par mois en 1978	186 042	
DONT :		
— Rémunérations	171 874 (1)	92 %
— Charges sociales	14 168 (2)	7,6 % (3)

(1) Le bonus, prime versée dans l'année par les entreprises en moyenne nationale : 42 970 francs soit 28,1 % des rémunérations versées.

(2) La répartition des primes (tableau ci-dessous) est la suivante :

Primes	1973	1974
Primes liées	44,8 %	44,8 %
Primes volontaires	27,2 %	23,1 %
Primes de cotisations	28,0 %	32,1 %

permanente (3,1 %); saisonnière (7 %).
(3) Le poids des entreprises sociales
est de 11,9 % dans les petites
entreprises (30 à 99 salariés) et de 1,1 %
dans les firmes de plus de 1000 per-
sonnes; de 11,5 % dans certains ser-
vices et 23,2 % dans les mines.
Sources : ministère du travail et
Labor Bulletin (février 1977).

Le problème du minimum-vieillesse

Quant aux systèmes d'assurance vieillesse, ils constituent l'un des frères de l'économie japonaise. Mieux des trois quarts des 11,7 millions de personnes âgées de 65 ans et plus ont droit à une pension mensuelle que la bureaucratie assure à l'automatique sans aucune formalité. Les autres sont financés par des cotisations des jeunes couples et se sont développés pour les personnes âgées et les grands-parents. Parmi les huit caisses d'assurance, la plus dépendante est celle des salariés indépendants (25 millions de cotisants), car elle n'a été créée qu'en 1961. En conséquence, la majorité des personnes âgées ne bénéficie pas de la pension automatique, mais peut bénéficier d'une pension qui, après un versement normal, pourrait atteindre son maximum de 10 millions de yens (1) par mois à l'âge de 65 ans. Les salariés indépendants ont vingt-cinq ans de cotisations nouvelles, pour que leur pension atteigne son régime normal. En 1975, plus de cinq millions de personnes âgées ont bénéficié de la quasi-totalité des versements mensuels, plus de soixante-

ans) ne recevaient que l'allocation minimale (13 000 yens par mois), mais 107 000 — 15 000 yens depuis le mois d'août — soit environ le septième de leur minimum vital. Et 125 000 personnes ayant cotisé moins de dix ans ne recevaient au plus 18 000 yens par mois alors que le coût de la vie dans une grande ville est estimé à 52 870 yens.

La commission des salaires (voir page 12) a recommandé à quelques exceptions près. Les six professions qui concernent les fonctionnaires, les enseignants, les journalistes et les marins (au total 558 millions de francs) verront les retraites augmenter de 50 %, soit 50 % du dernier salaire.

Le régime des salariés du secteur privé (11,4 millions de cotisants) assure en principe une pension égale à 80 % environ du salaire si le bénéficiaire a régulièrement cotisé. En 1990, la pension moyenne était de 370 000 francs par an, soit à peine le minimum vital. Cette pension représente 60 % du salaire moyen perçu pendant la vie active, en fait 65 % si l'on tient compte de la cotisation de 1,5 % du salaire moyen versée

**Si vous désirez
vous implanter
sur le marché Japonais
nous sommes à Paris
pour répondre à vos
questions**

**Bank of Tokyo,
présente partout dans
le monde grâce à plus
de 280 succursales, bureaux
de représentation ou
participations, est fière
d'apporter sa contribution
au développement des
relations économiques
franco-japonaises.**

SUCCURSALE DE PARIS
4-8, rue Sainte-Anne 75001 Paris Tél. 261-58-33

BANQUE EUROPEENNE DE TOKYO S.A.
4-8, rue Sainte-Anne 75001 Paris Tél. 261-58-55

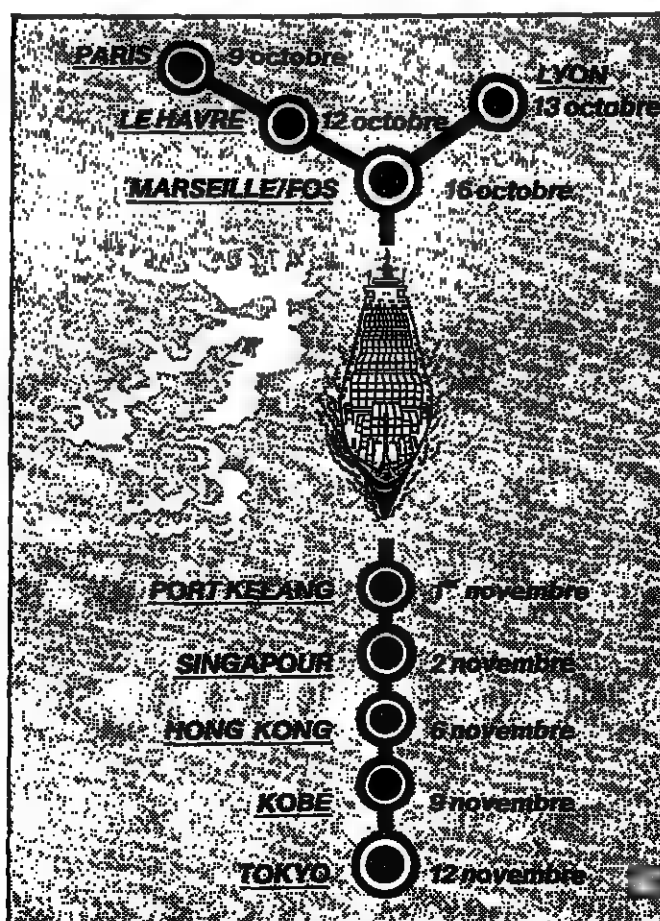
toutes opérations ■ banque
■ ■ ■ financement internationales

 **BANK OF TOKYO**
SIEGE SOCIAL: TOKYO, JAPON

33 succursales au Japon

Réseau de plus de 5000 correspondants dans le monde

ScanDutch: Paris -Tokyo* en direct.



Le conteneur est **■** les lieux de production. Votre personnel le remplit (si besoin est **■** les conseils gratuits d'un spécialiste ScanDutch/CGM).

Le conteneur est plombé. Il sera ouvert chez votre acheteur 3 semaines plus tard, à des milliers de kilomètres.

Entre-temps, ScanDutch l'a pris en charge. Avec ses équipes spécialisées, ses ordinateurs et ses techniques de pointe.

ScanDutch/CGM 
LA LIGNE France Extrême-Orient
Agent Général pour la France : Cie Gle Maritime Paris.

* Départ tous les 10 jours : du Havre les 2, 12, 22 de Marseille les 6, 16 et 26 en direct sur (Port Kelang) Singapour, Hong Kong, Kobé, Tokyo.
Correspondances régulières pour : Corée, Philippines, Taïwan.

PARIS : CGM - TOUR WINTERTHUR - CEDEX 18 - 95085 PARIS-LA DEFENSE - TEL 776 70 00 - TELEX 387
DUNKERQUE : CGM - QUAI FREYCINET - B.P. 2/51 - 59385 DUNKERQUE - TEL (03) 66 99 92 - TELEX 160 888
LE HAVRE : PLATE ROYS AND CO -147, RUE DE PARIS - 76067 LE HAVRE - TEL (05) 22 16 66 - TELEX 190 069
BORDEAUX : ALPHED LANGUEURS S.A. - 447, BD ALFRED-DANGREUX - 33076 BORDEAUX CEDEX - TEL 3 61 11 11 - TELEX 560 051
MARSEILLE / P05 : GEMER - 3, PL. SADI-CARNOT - BP 804 - 13251 MARSEILLE CEDEX 1 - TEL (01) 91 90 95 - TELEX 440 893

STRASBOURG : SANARA - 10, RUE DU BASSIN-DU-COMMERCE - 67017 STRASBOURG CEDEX - TEL (88) 61 42 24 - TELEX 870
LYON : CGM - 45, RUE FERRANDIERE - 69002 LYON - TEL (78) 42 11 54 - TELEX 310 000

LE REDÉPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE

par CHRISTIAN SAUTTER (*)

TROIS ans après que certains médecins intéressés eurent prédit que le Japon ne se relèverait pas du choc pétrolier, voici que le pays est en proie à une situation critique : l'équilibre de sa balance commerciale est menacé.

Le profil de la balance des paiements japonais est caractéristique de la situation critique : l'équilibre de sa balance commerciale est menacé. Le Japon a connu une situation critique : l'équilibre de sa balance commerciale est menacé. Le Japon a connu une situation critique : l'équilibre de sa balance commerciale est menacé.

onian Institute de 1971 et vient de franchir le seuil symbolique de 250 yens pour 1 dollar. Parallèlement, le chômage est en hausse.

L'évolution de l'inflation est également révélatrice. Le rythme annuel de la hausse des prix à la consommation, après être passé par une période de 10 % en 1976, est maintenant de 8 %.

La région d'entreprise. La mobilité de la main-d'œuvre est limitée. L'intérieur du pays est en difficulté.

Vers les « Industries d'Intelligence »

Car les capitaux, eux aussi, sont en mouvement. Ils se déplacent vers les industries d'intelligence, vers les industries d'innovation.

La région d'entreprise. La mobilité de la main-d'œuvre est limitée. L'intérieur du pays est en difficulté.

Car les capitaux, eux aussi, sont en mouvement. Ils se déplacent vers les industries d'intelligence, vers les industries d'innovation.

taller leurs centrales nucléaires. L'allergie atomique est forte. Le Japon a connu une situation critique : l'équilibre de sa balance commerciale est menacé.

Car les capitaux, eux aussi, sont en mouvement. Ils se déplacent vers les industries d'intelligence, vers les industries d'innovation.

La situation internationale et la croissance interne du Japon doivent être prises en compte. Le Japon a connu une situation critique : l'équilibre de sa balance commerciale est menacé.

Car les capitaux, eux aussi, sont en mouvement. Ils se déplacent vers les industries d'intelligence, vers les industries d'innovation.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT FUKUDA

M. Takeo FUKUDA a formé son cabinet le 23 novembre 1977. Voici la composition du nouveau gouvernement :

M. Takeo FUKUDA : premier ministre ; M. Masao MOTOYAMA : ministre de la Justice ; M. Shigetami SUNAGA : ministre de l'Éducation ; M. Tetsuo OTAWA : ministre de la Santé et du Bien-être ; M. Ichiro HASEGAWA : ministre de l'Industrie et du Commerce ; M. Yasuo KAMOTO : ministre des Affaires Internationales ; M. Keiichi FUKUNAGA : ministre des Postes et des Télécommunications ; M. Tadamasa HATTORI : ministre du Travail ; M. Katsunori FUCHI : ministre de la Construction ; M. Yoshio SAKURAGUCHI : ministre de la Construction (député).

La mobilité de la main-d'œuvre

Ainsi, dans ce pays réputé pour sa stabilité, la mobilité de la main-d'œuvre est limitée. L'intérieur du pays est en difficulté.

La région d'entreprise. La mobilité de la main-d'œuvre est limitée. L'intérieur du pays est en difficulté.

Car les capitaux, eux aussi, sont en mouvement. Ils se déplacent vers les industries d'intelligence, vers les industries d'innovation.

La région d'entreprise. La mobilité de la main-d'œuvre est limitée. L'intérieur du pays est en difficulté.

Car les capitaux, eux aussi, sont en mouvement. Ils se déplacent vers les industries d'intelligence, vers les industries d'innovation.

La situation internationale et la croissance interne du Japon doivent être prises en compte. Le Japon a connu une situation critique : l'équilibre de sa balance commerciale est menacé.

SUMITOMO

croit en un commerce interdépendant avec la France

En tant qu'importante compagnie internationale de commerce, Sumitomo Shoji non seulement importe des produits en France, mais aussi exporte des produits français vers le Japon. On voit d'ailleurs que les échanges de produits chimiques, des conserves, des matériaux de fourrure et des bijoux.

Nous sommes bien plus que cela. Nous nous occupons activement, par exemple, de projets de coopération en valeur des ressources naturelles à l'échelle du monde, d'exportation d'usines et même d'entreprises futuristes comme l'ingénierie et l'exploration des profondeurs maritimes.

Nous sommes la branche commerciale du Groupe Sumitomo — l'un des plus larges combinats industriels, financiers et commerciaux du Japon, dont l'histoire remonte à plus de 100 ans. Avec un réseau de plus de 100 bureaux dans 80 pays, nous pouvons satisfaire vos besoins à l'échelle internationale.

Avec d'aussi sérieuses références en affaires, on peut compter sur nous comme sur un partenaire commercial de confiance.

SUMITOMO SHOJI
SUMITOMO SHOJI KAISHA, LTD. Tokyo & Osaka, Japan
SUMITOMO SHOJI FRANCE S.A.
15, rue de Berri, 75008 PARIS - Tél. : 330-67-24, 225-33-13, 33-04
Téléfax : 630013 à Sumitomo Paris.

Fermetures à glissière Y.K.K.:

1 200 000 km par an

SECLIN, LE BLANC-MESNIL, STRASBOURG, PARIS, TROYES, CHOLET, ROANNE, LYON, MARSEILLE.

ESSAYEZ Y.K.K. SERVICE

Nos dépôts régionaux :

- Paris/Région parisienne : Tél. : 330.00.00 + 330.00.00, Téléfax : 690 965
- Région Nord : Tél. : (20) 11.11.11 + 11.11.11, Téléfax : 110 549
- Région Rhône-Alpes (Lyon) : Tél. : 11.11.11.11 + 11.11.11.11, Téléfax : 380 834
- Région de la Loire (Roanne) : Tél. : (77) 71.98.08 + 71.98.08, Téléfax : 900 715
- Région Provence - Côte d'Azur (Marseille) : Tél. : (91) 11.11.11 + 11.11.11, Téléfax : 401 787
- Région Est (Strasbourg) : Tél. : (88) 66.24.94 + 66.24.94, Téléfax : 890 132
- Région Vendée (Cholet) : Tél. : (41) 11.11.11 + 11.11.11, Téléfax : 720 295
- Région Champagne (Troyes) : Tél. : 11.11.11.11 + 11.11.11.11, Téléfax : 340 525

Y.K.K. PREMIÈRE MARQUE MONDIALE DE FERMETURES À GLISSIÈRE

Local Central Direction Commerciale (Le Blanc-Mesnil) • Tél. : 931.90.35 • Téléfax : 931.47.4

مكذبا من الأصل

Executive Service

L'INDUSTRIE

Un pays solitaire

(Suite de la page 11.)

Le Japon a l'effet des mesu-
qualités de « drastique »,
prendra le nouveau cabinet,
rue le Japon le Japon
seulement la nature
fonctionnelle. Elle relève d'une
rogation plus profonde :
la place du Japon dans
communauté internationale ?

Les dirigeants japonais ont
travaillé de grandes diffi-
cités à se dégager un concep-
économique — la haute
tirée par les exporta-
— politiques — les rela-
soutenues par les États-
Japon doit aujourd'hui non
ement restructurer son appa-
productif en fonction d'objec-
la croissance qui avait pra-
lément la moitié de ceux de
décennie écoulée. Elle égale-
ment en place une poli-
relative indépendance la
ard les États-Unis. Il était
les plus à se contenter
gérer la croissance de la
une « *la* », en prévalant
relations spéciales avec Wash-
pour étudier tous les
tiques.

in se découvrant plus résistent

que la vieille Europe au lende-
main de la pétrolière de
1973, le Japon ne pouvait plus
se prévaloir, comme il l'avait
longtemps fait, d'être le plus
certain et le plus sûr des
sous-développés. Arguant d'une
« fragilité économique » de
l'économie japonaise, les États-
Unis ont tenté de limiter les
marchés japonais sur l'archi-
pel, et surtout de limiter les
d'Hiroshima, le Japon a pendant
deux décennies été l'ennemi d'un
pacifisme qui ne peut re-
trancher sur la sincérité mais
qui servait, avant tout, l'intérêt
et le dynamisme de ses firmes.

Le Japon a découvert que le Japon ne peut
réussir qu'aux dépens de la
D'une manière symptomatique,
abandonnant le profil has des
années, il a mis passionnel-
ment aux critiques de l'Europe
à la fin de l'année 1976, se
retranchant sur ses positions
nationalistes, les xénophobes,
avec la concurrence les complai-
sant de la presse. Cette position
défensive, hargneuse, témoigne
en fait de la prise de conscience
par les Japonais de leur puis-
sance. Elle n'est pas une fin en
elle-même, mais une étape
« pensée politique », d'une poli-
tique.

Le Japon a l'air d'un consti-
déré comme un modèle de la
« *la* » asiatique par les
voisins. En raison de souvenirs
cruels du passé certes, mais
aussi de son attitude présente.
A la remorque des États-Unis, le
Japon a surtout mené en Asie du
Sud-Est une politique mercantile
pendant deux décennies et négligé
la Chine jusqu'au jour où Richard
Nixon en allant à Pékin lui a en-
voqué une sorte d'empire du
Milieu sur un plateau. Il ne res-
tait plus aux Japonais qu'à éta-
blir des relations diplomatiques
entre les deux pays. La reconnais-
sance de la Chine par le Japon
en 1972 fut néanmoins le premier
acte de politique étrangère an-
chéologique de Tokyo depuis la
guerre car il ouvrait un grand
 éventail de possibilités à sa diplo-
matie. Faute d'alignement, le pro-
cessus de rapprochement des liens
avec la Chine a été lent. Tokyo
hésite à aller plus loin et à signer
un traité de paix et d'amitié avec
Pékin de peur d'être mêlé à la
querelle sino-soviétique.

En Asie du Sud-Est, le Japon
a sans doute un chemin encore
plus long à parcourir pour établir
des relations solides — qui se-
raient pas de dépendance unila-
térale — avec ses voisins. Tokyo,
par manque d'imagination, a
perdu deux occasions de renforcer
ses liens avec cette partie du
monde : en 1972, au lendemain de
l'embargo pétrolier, il a fait lour-
dement peser les effets de la
récession sur ses partenaires asia-
tiques en limitant ses importa-
tions. En 1975, à la fin du conflit
vietnamien, le Japon a préféré
se bétifier dans le giron américain
plutôt que d'encourager l'émer-
gence de nationalismes peuls.
Le voyage de M. Fukuda, en

Asie du Sud-Est, en août dernier,
n'a rien fait progresser
l'union : le Japon a distribué
manne — sous forme d'ail-
liée la plupart du temps — pour
l'achat de produits japonais, mais
à « *la* » (selon
l'expression d'un journal nippon)
en négligeant d'acquiescer substan-
tiellement ses achats de matières
premières. Tokyo préfère, par
exemple, satisfaire le Japon plu-
tôt que les Indonésiens pour le
pétrole, d'ailleurs, le Japon a ten-
du à négliger les relations
avec le tiers-monde, conservant
un profil « *la* » dialogue
« *la* » et « *la* » par
crainte de son aide, mais
juste calculée, dit-on, pour
les critiques internationales.

L'« *la* » internationalisme n'est
guère bien vu au Japon. C'est
un réajustement, M. Miya-
gawa, directeur de l'Agence des
planifications, sont les « *la* »
juste calculée, dit-on, pour
les critiques internationales.

Trains-doux, après
défaite, le Japon a découvert puis-
sant et envié, mais il hésite à
prendre la responsabilité d'in-
tégrer la communauté inter-
nationale. Confronté à la réa-
lité économique qui s'agit
d'une « *la* » politique qui
a servi la « *la* » économique, le
Japon, en fait, par le passé,
cherchait un modèle.

pendant accumulé les
un collectionneur, à
à-dire chercher à se
le Japon se « *la* » en
temps « *la* » États-Unis.
L'Amérique, en outre, toujours le
grand « *la* » et le « *la* » pro-
fiter du libéralisme dont le
Japon a profité au maximum,
mais « *la* » son concu-
rent le plus direct et son « *la* »
« *la* » le plus virulent. De sur-
croît, Washington entrave la
politique d'indépendance éner-
gique du Japon en matière
nucléaire.

L'histoire du Japon est
d'adaptation et d'adaptation à la
réalité japonaise de modèles pris
en Occident. Aujourd'hui, aucun
ne « *la* » les Japonais qui,
condamnés à « *la* » leur
voie, « *la* ». La « *la* » d'un
« *la* » et d'une
répétition de l'histoire, « *la* »
à exécuter, « *la* »
intellectuels nippons qui redou-
tent « *la* » si les pres-
sions extérieures deviennent trop
fortes et si aucun courant por-
tant « *la* » ne se di-
fusse. Capitalisme d'État avec un
vernis démocratique : le Japon
dispose déjà de tous les « *la* »

nismes « *la* » à un régime
dur.
Une période s'achève pour le
Japon, celle de l'industrialisation
et du mercantilisme qui l'a « *la* »
dans la protection-
nisme qu'ils suscitent, sans pour
autant qu'une autre commence.
Le pouvoir conservateur se dégrade
dans le « *la* » du Japon, qu'il
n'y a pas de relève. La discipline
« *la* » les « *la* »
maintient, mais que vaille,
l'« *la* » sociale, mais l'« *la* »
constructive condamne le pouvoir
à un monologue avec lui-même.
Le nouveau « *la* » que
l'« *la* » d'instaurer au sein du
camp conservateur les « *la* »
de réflexion, « *la* »
d'une « *la* » et la prise de
conscience peut-être que l'« *la* »
« *la* » de dynamisme
économique « *la* » plus de mise. Le
grand « *la* » de la
« *la* » du « *la* »
« *la* » seulement aux produits
étrangers, mais aux réalités du
monde. Davantage que les me-
sures ponctuelles, « *la* »
suppose surtout une évolution de
la mentalité japonaise : tenir
compte « *la* » autres.

PHILIPPE PONS.

Incompris de l'Occident

Jusqu'à présent, les Japonais
ont guère eu de vote alterna-
tif. « *la* » une gauche non
démocratique, mais « *la* »
certainaire à l'extrême, qui prône
l'« *la* » une « *la* » fai-
« *la* » qui se interprète « *la* »
population comme le contraire
de l'« *la* » au niveau de
le P.I.D. peut certes se
valoir du développement éco-
nomique du pays, mais n'a pas,
à jamais eu, la « *la* » politique.
« *la* » contenté, avec succès, de
gérer les problèmes au jour le
jour grâce à des « *la* » en
grande partie, dictées par une
« *la* » symbiose avec les
dileux d'affaires. M. « *la* »
« *la* » vainement de procéder à
des « *la* » administratives « *la* »
il devaient rendre, en fait don-
ner, au corps législatif l'exercice
pouvoirs de décision qui, « *la* »
régime démocratique, lui ren-
nent. Les « *la* » qu'il
contre, dans l'« *la* »,
« *la* » au sein de la majorité,
ont fait prestement remettre
projet au tiroir.

Il y a qu'à l'intérieur du
P.D. certains éléments de la
jeune génération — une cin-
quantaine d'années — pensent
le pragmatisme « *la* »
« *la* » est périmé et « *la* » tout
« *la* » inadapté aux problèmes ac-
tels. La « *la* » qui a sur-
vécu au militarisme, à l'occupa-
tion, « *la* » aujourd'hui « *la* »
« *la* » l'usine Japon, « *la* »
« *la* », « *la* » à an-
over la réalité « *la* » les yeux de
« *la* » ou, « *la* » le meilleur « *la* »
le penser le « *la* » en « *la* »
terre froide. Leurs « *la* » en
« *la* » savent que l'« *la* » in-
« *la* » du Japon est aujourd-
hui « *la* » puissance économique,
« *la* » qu'il s'agit « *la* » l'insérer dans

le système mondial. C'est M. « *la* »
« *la* » que « *la* » dans
certains « *la* » de réflexion, « *la* »
institué au sein de la majorité
« *la* » « *la* » grandes fac-
tions actuellement au pouvoir.
« *la* » notamment le « *la* » de la
« *la* » d'études de la « *la* » libé-
rale (*Jiyu shakai kenkyu kai*),
directeur de l'Agence de planifi-
cation, et un groupe d'études
afro-asiatiques, présidé par
M. Kimura, ancien ministre des
affaires étrangères, partisan d'un
approfondissement du dialogue
Nord-Sud et d'un renforcement
des relations du Japon avec l'Asie
socialiste.

Le grand débat tourne autour
d'une question : où se situe le
Japon ? « *la* » à l'écart volon-
tairement depuis l'« *la* » de tout
conflit « *la* » d'« *la* »
(si l'on « *la* » participation
indirecte « *la* » active aux guerres
de Chine et du Vietnam) la
grande « *la* » servi. Ce « *la* »
isolement, « *la* » d'« *la* »
« *la* » l'affectionnent et l'entre-
tiennent.

Il s'exprime d'ailleurs sur le
plan culturel dans une prétendue
« *la* » de l'archipel qui se
complait à « *la* » donner pour « *la* »
compris « *la* » l'Occident. En poli-
tique, cette attitude conduit à
une absence foncière de « *la* »
internationalisme. Paradoxalement,
bien qu'étant l'un des pays au
monde les plus dépendants de
l'étranger — « *la* » ses approvi-
sionnements en matières pre-
mières et ses marchés, — le
Japon, « *la* » cependant l'aptitude
à aspirer à ce que « *la* » de
l'Occident n'est plus à démontrer,
demeure l'un des pays les moins
« *la* » internationalistes « *la* » la pla-
nète.

Un libre choix embarrassant

L'Europe, lointaine, est pour les
Japonais malade et « *la* ».
Elle les inquiète « *la* » par ses
« *la* » « *la* » à leur
égard que « *la* » ne « *la* »
prennent que des nations
puissent être « *la* » à « *la* »
leur d'« *la* » de des rapports
de « *la* » et de « *la* »
qui littéralement échappent à
« *la* » entendement. La démocratie
japonaise, « *la* » pris pour modèle
l'Amérique, comme la rénovation
de l'État sous Meiji, au « *la* »
dernier, s'était coulé dans le
moule prussien. Mais rien n'a pour
autant foncièrement changé : ni
les rapports entre individus (qui
méritent d'un acte de confiance
ou d'allégeance dans le cadre de
clients) ni les mécanismes de
décision, qui demeurent fondés
sur un « *la* » « *la* »
Le pouvoir « *la* » qu'instaura le
Bulletin de vote se révèle dès lors

formel, « *la* » le « *la* » parlementaire
apparente à la « *la* » africaine.
Comment l'ouvrier japonais pour-
rait-il se reconnaître dans un
« *la* » français ou « *la* »
à partir de moment où il a
« *la* » de jeu, accepté d'être un
Agent économique passif, respec-
tant la fonction nationale de sa
firme, « *la* » « *la* » les
travaux imposées par la cor-
poration ? Le libre « *la* » d'un
métier, d'une carrière est non
« *la* » pour lui embarrassant.
« *la* » encore source d'« *la* »
« *la* » littérature, « *la* » le
Kobo « *la* » par exemple, connu en
France notamment pour son
roman *Le Fils de Kabu*,
exprime l'angoisse de l'individu
sans identité, « *la* » sans
groupe où se fonder, perdu dans
la grande ville.

Etranger à l'Europe, dont il « *la* »

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Révisée, aux facteurs « *la* » à l'étranger

Numéro spécimen voir commande
5, rue des Italiens, 75122 PARIS cedex 08

Banque Européenne de Tokyo S.A. PARIS

Fondée en 1929
Total du bilan : 2.946 millions de francs
au 31 décembre 1976

FINANCEMENT A MOYEN ET LONG TERME
EN EURO-DEVICES
PLACEMENT D'EURO-OBLIGATIONS

BANQUES PARTICIPANTES

- The Bank of Tokyo, Ltd.,
- The Industrial Bank of Japan, Limited,
- Bank of Tokyo Holding S.A.,
- The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited,
- The Nippon Credit Bank, Ltd.,
- The Kyowa Bank, Ltd.,
- The Taiyō Bank, Limited,
- The Saitama Bank, Ltd.,
- The Hokkaido Takushoku Bank, Ltd.

Le total de l'actif
des banques participantes dépasse
170 milliards de dollars.

Que pouvez-vous faire à Tokyo sans connaître un mot de japonais?

Études de marché, contacts commerciaux, conseillers économiques, cartes de visite,
secrétaires bilingues, chauffeurs, réservations d'hôtel, guides, interprètes, télé, bureaux, salles de réunion...
Le JAL Executive Service peut vous offrir tout cela quand vous serez à Tokyo. Pour en profiter, appelez
JAL Executive Service, 75 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. 225.55.01.

Executive Service. Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.



JAPAN AIR LINES
Vous « *la* » raison d'être.

TÉMOIGNAGE

PLAIDOYER POUR LA RETRAITE

Qu'on _____ plus ou _____
polices d'assurance, que _____
augmentent _____ diminuent, qu'on
_____ au point _____ nouvelles formu-
les, _____ événements n'ont
qu'une _____ des ma-
vie. Le _____ des _____
famille, _____
politique. _____ culturels,
le _____ livre _____ sont
_____ importants, _____ plus
importants, _____ point
_____ un mauvais cadre ?

ne mériterais [] [] []
Etre n'est le concor-
d'un d'enfance.
qu'il
pour collègues pour
qui vendent
ions, du pétrole, des aliments-
tares, slips, qui assurent, qui
financent. On'don
qu'ils réalisent espoirs
ennemie.

[] formation, j'aurais
devenir ou magistrat. Les
de la vie ne font
mis. Je travail

qui intellectuelles... à
mille embêtements
: der, devoir obéir, vivre la bureau-
cratie mille stupidités en
d'un intérêt
Vivre ma vie. en revanche,
J'adore écrire: l'écriture

Les enfants

ture, et, en [] une tend-
dent. j'aime rêver. [] promener
la [] et []
enfants me paraissent [] plus
passionnés qu'un []
d'assurance.

Du [] [] l'effectue []
énormément [] scrupules [] travail-
leur professionnel, [] je m'organise
pour ne pas [] surmenés en fuyant
cocktails, dîners d'affaires, []
téléphone et visites intempestives,
en délaissant le maximum de pou-
voirs, en refusant [] m'occuper de
problèmes mineurs, je ne vois [] ce
qu'on a [] me ramener à [] place

...un professionnel au ...
plan de mes préoccupations. Dois-je
être pénalisé parce q's j'ai trouvé
des centres ... en ... du
... et que j'aspire à pouvoir
consacrer tout mon ... ? — G. F.

L'âge des mots

Mala les D.D.I. repoussent d'un
seul coup plus ces
stations, se retrouvant à l'extré-
mité de Nadar, l'autre grand
génie multiple de l'époque. Le
mérite créé : « Je
m'amuse! » (écrit Nadar).
Ivresse y a quelques quinze
soirée un coin ignoré qu'il
se faisait défilé l'homme
qu'il se un ce
matins quel'un pour nous
Daguerreotype son -
phonographe, - quelque
homme une de laquelle
se fixaient
méthodes, ainsi que
noire surprend les images. »

Le manager

cher Brinchel, c'est là —
la pierre — là-dessus, on
Amérique, les représentants
Herald, du (etc.) Ah, nos
congratulations transatlantiques
voine que nous l'...
tiennent interviewer un type,
ou moins nourris débrouillés,
il y a des consommations & l'œil.

Le phonographe

ment d'un entreprise,
 pour le compte
 d'un conseil), nos
 clairs.
 nommé (Robert) 1863
 G.G.F.F.
 : organisateur
 impresario, en particulier
 sport
 milieu vingtième
 pour le sans

 Mais

 ennoncement à plusieurs
 rol L. 198,
 Robin,
 le roi de la pierre - Soyez
 manager (directeur) -, notre
 existe.
 Autre
 1980 et 1910, ex
 laquelle
 ou perte
 antemporal : les journaux-

 brîlés de presse,

— Elle apparaît ... Elle disparaît ...
C'est la fée Électricité !

NOËL

Devenez le roi des jeux

(Seite 11 von 11)

Long Cours (« Tempêtes, bagarres », marins, piraterie, ce sont les aspects passés de la vie des capitaines au long cours », **Risk** (« Jeu mondial de la stratégie... »), le jour où détruit le territoire du territoire contigu au sien, il peut l'occuper ». Le roi Hassan et le président Guld Daddah, après bien d'autres, ont fait de ces jeux de hasard présentait des risques », **Kojak** (« Devenez un super-détective ») : **Bataûls** (« Les ») sont

place, mines posées, canons antichars ouvrent le feu ». *Raffles, Stratagem* ■ Quatre candidats aux élections. Enjeu, la présidence. Les quatre candidats portent les étiquettes : Populaire, Démocrate, Conservateur, fasciste.

Curieuse absence ■■■■■ des maîtres...); le jeu ■■■■■ président! L'équipe rapporte ■■■■■ votre passé glorieux ■■■■■ talonneur de l'équipe de ■■■■■ rugby. Vous gagnez ■■■■■ cent mille voix. » Ce jeu viril — ils le sont d'ailleurs ■■■■■ et ■■■■■ sont pratiquement toujours ■■■■■ d'images qui illustrent les couvreculés — est une variante française du précédent. Les partis ■■■■■ sont communistes, socialistes, R.P.R. ■■■■■ R.I.), etc.

en particulier le Père Pouget d'Emile Pouget.

Les termes de datations pour Besançon sont : l'occupation du problème des dates. On sait qu'il y a des dates pour que se construise le tableau d'une technique nouvelle ; ce qu'avait magistralement dit le regretté Louis de Formation de la formation de l'aviation (4).

Le D.N.I. compte des (peut-être certaines ?) morts-nés, et dont pourtant l'usage pu s'emparer. Pourquoi - coup fil - une au téléphone ? A d'un non prévenu, l'image est proprement ahurissante : pourquoi pourquoi ?

Or, le Commissaire Albaret,
gouverneur de Proust,
est le M (l'a)
chargée d'un téléphone pour
le Princesse,
qu'elle n'a pu faire
qu'on ne lui jamais ré-
pondu Et, en 1944,
note (Mon Jour-
nal pendant le : le
phonades, etc., pour évoquer

On se voit (il nous y reviendrons), se lier aux Nations par ailleurs (indiquant un type de lien socio-linguistique

JACQUES CELLARD

(1) **Mémoires pour l'histoire de la France**, par Jacques Cellard, Paris, 1977.

(2) **La France sous la direction de Bernard Cellard**, Paris, 1978.

(3) **Le mouvement moderne en Allemagne**, par Jacques Cellard, Librairie Klincksieck, Paris, 1978.

(4) **Les Roy : le Lézarde**, par Jacques Cellard, Paris, 1977.

(5) **A consulter :** Charles Gros, **Cours complet d'éducation physique**, Paris, N.R.F., 1970.

(6) **Louis Grolier :** la Formation du mouvement en France, 39 p., Larousse, 1963.

[illegible]

JEAN-JACQUES GREIF.

critique
de la
déréalisation
historique...

JULES MONNEROT
Intelligence
de la
politique

L'ESPIONNAGE
 tome 1
 L'anti-providence
 50 F
 gauthier-villars

Le procès de l'incendie du C.E.S. Pailleron

Les chiffres et l'histoire

chronologiques. Les réponses
simples et directes sont
ou « non ». Mais elle refuse cette
parcellisation : pour elle les ré-
sultats ne s'expliquent pas une à
une sans anticipation. Elle n'a
de son rapport à un
avenir possible de l'entreprise. A
un projet, à une histoire.

JOSYANE SAVIGNEAU.

des anciens. Ils nostalgiques s'attachent avec passion à donner une image qui reflète directement la valeur de leur diplôme. Mais pour nous, la meilleure façon de donner à l'école est de lui donner enfin les moyens de se faire s'adapter, et à ses élèves les libérer recon-

La cour d'appel a confirmé le dispositif du jugement relatif à

garantir la sécurité des biens et des personnes. Toutefois, plus agacées, il les des plus le byzantinisme technologique ou querelles d'interprétation. plus tard (il qu'avait plus 70 tonnes de matière polystyrène (l'incendie) a laissé les voies propices à la généralisation de l'incendie) papier.

« Le bâtiment était-il construit par les mêmes employés les uns par les autres ? » a-t-elle demandé, à abriter deux semaines déçues ? a-t-elle interrogé l'un des deux. L'étonnant est qu'on vient parfois à se le demander. Le bâtiment sera d'apporter sans doute des conclusions sans équivoque.

resident suisse, contrairement
à ce qu'on a dit de la première
enquête. L'ami précise que les
séquelles de la guerre ont été
difficiles et des changes sont fon-
dés et que le dossier était claire-
ment que c'est une affaire de
loyauté d'un régime pas plus
souple qu'un autre. La situation
principale dans son état de
Crans-sur-Sierre, dans la Vallée
(Suisse), était précisée que le
centre les années de la guerre
et les années de la France après
la guerre puisque le régime
de M. Zeller était resté ins-
tallé à Crans (Xvelines), que la
France a été la première à
être victorieuse du village, et
qu'il avait conservé ses
comptes bancaires et la plus
grande partie de ses activités
professionnelles et de ses relations

■ Le général Guy Méry, chef d'état-major de l'armée, se rend, du samedi 11 au dimanche 12, à Arabie Saoudite, où il sera accueilli par le général Al Humaid, chef d'état-major des armées saoudites. Le général Méry a été invité par la France en mars dernier. Le général Méry a visité une usine d'armements et l'un des blindés construits et fonctionnant, depuis 1974, dans une usine technique militaire de la France. Le général Méry doit visiter l'université du pétrole à Riyad.

C'est un plaisir authentique de voir le convenance d'un mot se faire entendre au bon moment grâce à quoi la compréhension naît. L'heureux hasard est l'artifice du poète pour penser qu'elle soit probablement intelligible pour le mythe qui figure dans son texte, avant ou prétendu tel, n'éprouve le sentiment d'annuler ce qu'il connaît déjà bien.

Il y a donc un pouvoir qui, grâce à l'ordinateur, peut nous rendre aux pulsantes, les risques du voir en déjouant une logique normative, dont les principes sont aussi autant surveillés. Mais beaucoup de ces choses ne font que le dire, sans rien apporter à la vie quotidienne par le grand artifice.

Beaucoup de « oui » et « non », mais un « oui » trop : notamment que le loi informatique et libertés fut votée par l'Assemblée nationale sous sa forme actuelle. Rien n'était plus faux. Néanmoins. Après une première lecture de l'Assemblée, le Sénat s'en est tenu à, par une amendement, a fait d'un texte autre insignifiant un texte utile. C'est ce dernier, encore perfectible, qui revint le 23 décembre 1978 à l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale a ce nouveau statut, par le savoir, une riche et nouvelle introduction.

PHILIPPE BOUCHER.

Les enfants les plus jeunes
sont les plus curieux.
Ni les jouets magnifiques, ni
les films colorés (allant jus-
qu'à 100 F par enfant) ramènés
à la maison par les parents.
Intrigués l'un d'eux avait même
vissé sur son propre visage
cette une étrange expression
de la réaction de son fils.

Oliver Pouquet, technicien de la présidence de la République pour l'éducation, a été nommé directeur Marcout, qui appartient au service social, qui appartient à l'administration de la fondation, et qui a été nommé pour occuper celle-ci pour objet l'information des familles et des enfants, et pour l'enfance, ainsi que l'accueil des enfants dans des hautes-garderies. L'activité la plus originale de l'activité consistera à recruter un réseau de parents bénévoles qui les présenteront prêts à accueillir le titre provisoire des enfants, et les maintenir chez eux pendant un certain temps, mais par des difficultés matérielles ou sociales, il s'agit d'éviter ainsi, dans un certain nombre de cas, le placement de ces enfants dans des institutions.

leur offrent dans affectif qu'ils ont dan
des familles.

Le Conseil d'administration de la fondation, présidée par Mme L. Brossier, est composé de : Mlle A. D'Estail, présidente honoraire, compte parmi ses membres MM. J.-M. Vell, ministre du Logement et de la sécurité sociale; R. Lenoir, secrétaire général de l'Eclat à l'action sociale; Roger Bernel, président de l'Union nationale des associations familiales; et Pierre Bolsard, président de la Caisse nationale des allocations familiales. Le conseil est également représenté par MM. J. Marangé, président de l'Association pour le placement des handicapés; P. Brossier, président de Crédit lyonnais et ancien secrétaire général de la présidence du

[illegible]

culture

Le Monde

LE JOUR
DES MUSIQUES

La revanche de Grappelli.

Il suffit d'habiter la capitale pour savoir que l'on est en train de vivre une époque. C'est d'ailleurs la première règle de la vie à Paris. Et c'est la première règle de la vie à Paris. Et c'est la première règle de la vie à Paris.

A la fin du siècle 50, il affectait un air de monde. Un air de monde. Un air de monde.

Ces années furent celles de la revanche Grappelli. Celles de la revanche Grappelli. Celles de la revanche Grappelli.

Grappelli, maître de toute première grandeur, est celui qui a fait de la musique country une musique de salon.

La discographie récente de Grappelli : Souvenirs (Pavane ALB 111), Django (ALB 120), Gershwin (ALB 305), Wild (ALB 306), Satchel (ALB 307), Satchel (ALB 308), Satchel (ALB 309), Satchel (ALB 310).

Chet Atkins à Paris.

Spécialiste du style « picking », Chet Atkins est un des plus grands guitaristes américains. Il a travaillé avec les plus grands noms de la musique country.

Chargé par la firme R.C.A. de la production-maison de l'album de Chet Atkins, il a enregistré de nombreux albums.

Le samedi 10 et 21 décembre, dimanche 11 et 12 décembre, à 21 heures.

Mort du saxophoniste Roland Kirk.

« Roland Kirk était un homme qui a fait de la musique une véritable œuvre d'art. Il a été un des plus grands saxophonistes américains.

Kirk, poly-instrumentiste, jouait de la flûte dans un style original, de la clarinette, du saxophone et du marmonnement.

Prochains concerts de jazz.

Alphonse Mouzon, le 10, à Mogador ; le 11, à la Péniche Saint-Martin ; Stéphane Grappelli, le 12, à Mogador ; Charles Levallet Quintet, le 13, à la Péniche Saint-Martin ; le 14, au Stadium ; Jimmy Gourley et Peter Brötzmann, le 15, à l'Aura libre ; le 16, au Caveau ; le 17, à la Péniche Saint-Martin ; le 18, au Stadium ; le 19, à la Péniche Saint-Martin ; le 20, au Stadium ; le 21, à la Péniche Saint-Martin.

Rock

Les briseurs de cœur

Les briseurs de cœur sont des groupes de rock qui ont fait de la musique une véritable œuvre d'art. Ils ont été les premiers à utiliser des instruments électroniques.

Les briseurs de cœur sont des groupes de rock qui ont fait de la musique une véritable œuvre d'art. Ils ont été les premiers à utiliser des instruments électroniques.

Cinéma

« Mort d'un pourri », de Georges Lantier

Pour « Mort d'un pourri », Georges Lantier a écrit un scénario qui est une véritable œuvre d'art. Il a été le premier à utiliser des instruments électroniques.

« Mort d'un pourri » est un film qui a été réalisé par Georges Lantier. Il a été le premier à utiliser des instruments électroniques.

« Mort d'un pourri » est un film qui a été réalisé par Georges Lantier. Il a été le premier à utiliser des instruments électroniques.

« Mort d'un pourri » est un film qui a été réalisé par Georges Lantier. Il a été le premier à utiliser des instruments électroniques.

« Mort d'un pourri » est un film qui a été réalisé par Georges Lantier. Il a été le premier à utiliser des instruments électroniques.

Lettres

Des serveurs en rupture de ban

(Suite de la page 1)

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

On déplore, dans les milieux littéraires, la position que prend le langage, qui, comme on le sait, est en train de se transformer.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

La romancière brésilienne Clarice Lispector est morte. Elle a été la première à utiliser des instruments électroniques.

Formes

L'amour du métier et de la matière

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

Les œuvres d'art gagnent à changer d'air. Elles ont besoin d'un nouveau souffle. Elles ont besoin d'un nouveau souffle.

OUVERTURE

LE 14 DÉCEMBRE

du cinéma

KURSAAL

28, rue de Paris

76600 Le Havre

Tél. : 42-31-79

Trois salles

Trois films

Trois prix

Pour la première fois une entrée à la fin des films !

de Théâtre des Matières

Au volant du chef (1977)

et à l'heure de la contradiction

En première partie : « TOUTE RÉVOLUTION EST UN COUP DE DÉS » de Jean-Marie STRAUB

cinéma français

606-72-09, place Pigalle, 18^e. T.I.J.

1

100

1

1977

... ..

100

1944

هكذا من الأصل

économie

LES GRÈVES DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Manifestations et polémiques après l'annonce de nouvelles interruptions de service

L'annonce par les fédérations C.G.T. et D.T. de l'E.G.F. de nouveaux débrayages coupures de courant les 14 et 16 décembre, a relancé les critiques et manifestations du patronat et provoqué plusieurs interventions à l'Assemblée et au Sénat. Une société Vosges — l'entreprise Copiac (accessoires autos) — a fait constater par huis clos les images provoquées par les coupures de courant et porté plainte contre l'E.G.F.

Toulouse, des pétroliers et des ouvriers de plusieurs usines fabriquant du ciment ont bloqué dredi après-midi, à l'aide d'une trentaine de camions, la nationale 20 et toutes les voies conduisant au Sud-Ouest. Aux automobilistes bloqués sur une quinzaine de kilomètres, les manifestants ont déclaré : « Pas de bus, pas de route ». Des chefs d'entreprise, indique notre correspondant, ont expliqué que les coupures sauvages de courant ont détérioré des machines, ajoutant : « Nous ne sommes pas contre une grève de l'E.G.F., mais au moins qu'on nous prévienne ». Quant aux salariés mécontents, ils se plaignent que « les grèves tournantes des électriciens font perdre une journée de paye et les obligent à récupérer le samedi ».

En revanche, deux organisations familiales — la Confédération syndicale des familles (C.S.F.) et la Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.) — ont apporté leur soutien aux électriciens et dénoncé « la campagne anti-grève menée par le gouvernement et le patronat ». La grève gêne les usagers, mais la C.S.F. n'en fait pas supporter la responsabilité aux travailleurs, car leurs revendications légitimes ont aussi pour but d'assurer une qualité de service public, déclare la C.S.F., tandis que la C.S.C.V. souligne : « Malgré les contradictions de MM. Barre et Ceyrac qui proclament l'échec des grèves dans le même temps qu'ils accusent de désorganiser profondément l'éco-

nomie, on veut faire des usagers les arbitres derrière lesquels on s'abrite pour porter un coup sérieux au droit de grève ».

A la S.N.C.F., où la grève des cheminots C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. se poursuit jusqu'au lundi 12 décembre à 6 heures du matin, le trafic était assuré en moyenne à 40 %, tant sur les grandes lignes que sur les lignes de banlieue, mais des différences sensibles sont notées dans la banlieue parisienne selon les réseaux : trafic assuré à 50 % à l'Est et au Nord, à 45 % à l'Ouest mais seulement 30 % au Sud-Est et au Sud-Ouest.

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE AU SÉNAT

Les arrêts de travail à la S.N.C.F. portent un coup au service public

déclare le secrétaire d'Etat aux transports

Le Sénat, poursuivant l'examen de la loi de finances, a ris quelque retard sur son calendrier initial et s'achèvera ce dimanche le vote des fascicules budgétaires, scrutin final sur l'ensemble des amendements.

Intervenant que dans la nuit du 11 au 12 décembre, les sénateurs ont adopté, vendredi 9 décembre, le budget de l'aviation civile (marine, marine) ainsi que les crédits du ministère du commerce extérieur, répondant au vœu de nombreux sénateurs qui avaient demandé pour le décaissement de ces régions, le ministre de l'Équipement, M. ICART, a marqué de 5 millions de francs la répartition aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national jessé. Les crédits du fonds d'investissement routier ont été ajustés en conséquence.

DEBARCE (P.S., Seine-Saint-Denis), rapporteur de la section commune des transports terrestres, demande au ministre ce qu'il pense de la grève actuelle des électriciens qui la moti-

« M. BILLIEMAZ (Gauche U.R.), exprimant l'avis de la commission des affaires économiques, reproche au gouvernement de sous-estimer toujours les effets de la S.N.C.F. La S.N.C.F., répond M. Ceyrac, secrétaire d'Etat aux transports, ne peut conserver un rôle de premier plan dans la crise du pétrole, mais elle a toutes les évolutions du pétrole. »

L'Élysée se saisit du conflit d'E.D.F.

(Suite de la première page.)

En fait, il s'agit bien, pour les patrons, de chercher à limiter leurs propres pertes en ne laissant pas l'opinion contre le développement de l'action revendicative.

Il y a sans doute guère de chances de commerce et autres initiatives patronales qui n'aient né de la voix. Mais le plus probable est certainement le président du C.N.P.F., multipliant les allusions sur les ondes, toujours hostiles pour lui, et les communes. Vendredi soir, il a encore assé la ton : « Tout se passe comme si l'on voulait punir ceux qui le 1^{er} décembre, n'ont pas suivi les mois de grève, comme si l'on voulait affaiblir durant l'économie nationale ». Il a notamment déclaré M. Ceyrac demandant : « et ceux qui prennent responsabilité de tels actes se font bien compte de la gravité des conséquences qu'ils provoquent pour l'entreprise, bien sûr, mais surtout pour tous ceux qui y travaillent pour ceux qui en vivent ».

Le gouvernement, lui aussi, est en danger. Encore négure le bon ton. M. Barre ayant l'exemple le 1^{er} décembre en citant les non-grévistes, ses ministres ont inlassablement pris le la. Vendredi encore, il n'y en a pas moins de deux pour évoquer une chute importante de l'activité économique en décembre. Boulin, ministre de l'économie et des finances, a pour affirmer que le fait de grève est mis en péril par ce qu'on en fait (M. Ruttenbach,

personnel, en plein accord avec ce que vient de dire M. Cavallé, puis il ajoute : « Les décrets d'application de la S.N.C.F. ont été pour l'essentiel à la très faible capacité d'auto-financement de cette société. Soyons convaincus que je suis partisan de la vérité des prix et des tarifs... »

Au sujet des crédits de l'aviation civile, le rapporteur de la commission des finances, M. PORTIER (R.P.R., Indre-et-Loire), forme le vœu que le budget de 1978 soit enfin à la mesure des besoins et M. LEGRAND (Gauche démocratique, Loire-Atlantique), exprimant l'avis de la commission des affaires économiques, demande qu'Air France utilise au maximum pour les moyen-courriers « ce merveilleux avion » qu'est l'Albus. Il déplore la mauvaise volonté de l'U.R.S.S. qui interdit toujours l'atterrissage de cet avion à Moscou.

« Le gouvernement, lui répond M. Cavallé, continue de lutter contre toute politique discriminatoire vis-à-vis de nos avions. » Le secrétaire d'Etat évoque ensuite les négociations « très sérieuses et bien engagées » pour la vente de cet avion au Pakistan, à l'International Airlines, à SAS et à Transair SAS.

En séance de nuit, malgré les demandes répétées de plusieurs orateurs, M. CAVALLÉ se refuse à rendre public le prix de vente du France. Il précise que ce somme est entièrement réglée. Les deux rapporteurs, notamment MM. LE PORS (P.O., Hauts-de-Seine) et YVON (Un. cent., Morbihan) d'interroger le ministre de la construction navale. En réponse à M. EHLERS (P.C., Nord), le secrétaire d'Etat n'exclut pas l'organisation d'un débat sur ce point, au Sénat.

Après l'exposé des rapporteurs, MM. LARUE (P.S., Seine-Maritime) et PREVOTEAU (Un. cent., Maine), sur le budget de son département, M. André Rousset, ministre du commerce extérieur, estime que les industriels français ne doivent pas tout attendre du gouvernement mais réaliser eux-mêmes les adaptations nécessaires et entreprendre la « reconquête » du marché extérieur.

ALAIN GUICHARD.

QUESTIONS ORALES A L'ASSEMBLÉE

Les coupures de courant à E.D.F. : dialogue de sourds

Vendredi 9 décembre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales, les sujets suivants ont été notamment abordés :

● La grève à E.D.F. Pour M. NILES (P.C., Seine-Saint-Denis), c'est le plan Barre qui, bafouant les contrats passés, a relancé le mouvement revendicatif. Si la grève continue, a-t-il affirmé, c'est parce que le gouvernement bloque toute négociation et veut imposer l'austérité. Ce qui est corroboré par les campagnes de presse, les déclarations ministérielles et patronales, qui précèdent, ne sont que colonnes.

M. RUPPENHACHT, secrétaire d'Etat à l'Industrie, lui a répondu : « Vous cherchez une mauvaise querelle au gouvernement pour masquer les mauvais coups portés à l'économie française par deux syndicats d'E.D.F. Ce n'est pas le gouvernement qui a dressé l'opinion contre les travailleurs de cette entreprise, c'est l'opinion qui a dressé contre des actions désordonnées dont le sens lui échappe. Qui ou non, un accord salarial avait-il été conclu en 1977 ? Oui ou non, la direction générale s'est-elle prêtée à des négociations ? Préférer le contraire revient à imposer un mauvais procès au gouvernement. Le droit de grève, inaliénable, est mis en péril par l'abus qu'on en fait. L'opération, à la vérité, ne fait que refléter les querelles internes à l'opposition : on essaie ses forces. Ce faisant, on ne fait que dégrader le droit de grève qui arriverait à par malheur l'opposition dirigeant le pays ».

Reprenant la parole, le député a ajouté : « Vous accusez les travailleurs de mettre en péril un service public, alors que le gouvernement qui lui refuse des moyens énergétiques supplémentaires, en sorte qu'il nous fait acheter de l'électricité à l'étranger ».

● La sidérurgie lorraine — une poignée. M. KIFFER (réf., Moselle) a estimé que, dans ce secteur, « la situation continuait à se dégrader ». Il a ajouté : « Les usines lorraines à 50 % de leur capacité, les carnets de commandes se réduisent. Les entreprises risquent de ne pas survivre. L'opération du plan de restructuration pose des problèmes humains de ce fait, se développe une atmosphère

d'insécurité et d'anxiété qui transforme la région en poudrière. La concentration, au début, il faut donc que l'on réunisse les partenaires sociaux, et que la direction communale la teneur exacte du plan de restructuration. D'autre part, il importe de lutter contre l'anarchie du marché et en particulier contre la concurrence sauvage. Le gouvernement compte-t-il prendre les initiatives nécessaires pour faire adopter par la Communauté la déclaration de crise manifeste ? »

« Cela ne changera pratiquement rien », estime M. Ruffenacht, car les quotas de production existent, et le problème « si de veiller à ce qu'ils soient respectés ».

● L'emploi des jeunes : - amélioration. M. SUDREAU (réf., Loire-Cher) s'est enquis des résultats et des perspectives de la loi du 5 juillet 1977.

M. SUDREAU a souligné que les dispositions de la loi de juillet dernier soient rendues applicables pour plusieurs années.

● Les licenciements collectifs. M. XAVIER DENIAU (app. R.P.R., Indre-et-Loire) a interrogé la doctrine et les modalités selon lesquelles sont examinés les projets de licenciement. M. Beullac lui a répondu : « Seules les

entreprises saines sont susceptibles de maintenir et éventuellement de créer des emplois. Je ne vois pas comment on pourrait élever le niveau de vie des Français tout en refusant les disciplines de la productivité et de la compétitivité. Je ne peux donc pas imposer autoritairement à des entreprises des surcharges d'investissement qui les conduiraient au déclin, voire à la disparition... » Il est donc exclu que je m'oppose systématiquement aux demandes qui me sont présentées. Mais la loi impose à mes services et à moi-même des obligations auxquelles il n'est pas dans mon intention de manquer. Les décisions ne sont prises qu'après un examen attentif de tous les éléments du dossier et une large consultation.

Le député a souligné que l'on ne saurait pas appliquer le droit au travail aux sociétés dont le siège est en France. Le ministre lui a précisé qu'avant de prendre une décision il considérait l'ensemble des problèmes économiques, nationaux et internationaux. « Effectivement, a-t-il déclaré, je prends contact avec les responsables des sociétés multinationales, » — P. F.

LOGEMENT

L'AFFAIRE DES « CHALANDONNETTES »

Le gouvernement offre une aide exceptionnelle aux victimes de malloçons graves

Le conseil régional du Languedoc-Roussillon, examinant, le lundi 12 décembre, le dossier des propriétaires de maisons individuelles à bon marché — victimes de malloçons, qui occupent depuis une semaine la cathédrale de Montpellier. Pour venir en aide à ces propriétaires, le gouvernement a proposé, le 9 décembre, de leur accorder des prêts exceptionnels d'un montant maximum de 20 000 F d'une durée de vingt-cinq ans et ne portant pas d'intérêt.

« Exceptionnelles », les propositions du gouvernement le sont, sans aucun doute. Qu'on en juge : les travaux de réparation seront préfinancés, jusqu'à un montant de 20 000 F, par le prêt de vingt-cinq ans (de type E.I.M.-accession) sera sans intérêt et l'Etat prendra en charge intégralement les cinq premières annuités de remboursement. A partir de la sixième année et pendant vingt ans, chaque propriétaire devra rembourser au maximum 30 F par mois. L'importance relative de cette somme ne pourra que diminuer, même si l'inflation est jugulée en grande partie. De plus, la qualité des maisons ainsi « réhabilitées » sera améliorée et supérieure à ce qu'elle aurait dû être.

Par ces propositions, l'Etat reconnaît sa responsabilité engagée, dans la mesure où le « concours Chalandonnettes » était d'initiative gouvernementale. Il n'est pas question, souligne-t-on au ministère de l'équipement, de mettre le doigt dans l'engrenage et de renouveler l'infirmité opération de ce type, qui, si elle renouveau l'agrément des intéressés, coûtera au budget une cinquantaine de millions de francs. En effet, en droit, c'est à chaque propriétaire de faire face, individuellement ou en se groupant, à ce genre de difficultés. Cependant, l'Etat de contagion est possible dans un pays où des logements construits sont des maisons individuelles ou du près de la moitié des familles sont propriétaires de leur résidence principale.

De plus, la politique qui consiste à favoriser l'accès à la propriété des ménages les plus modestes porte en germe le pro-

blème de la qualité des maisons qu'ils acquièrent, au prix d'un endettement considérable, eu égard à la faiblesse de leurs revenus. Le risque de malloçons graves existe et continuera d'exister, épie de Damocle.

Pour pallier cette difficulté, M. Jacques Barre, secrétaire d'Etat au logement, a compté sur la réforme de l'assurance construction, déjà votée par le Sénat et que l'Assemblée nationale discutera le 18 décembre. « L'assurance-dommages, rendue obligatoire même pour les constructeurs individuels, résoudra le problème. Les compagnies d'assurance auront des engagements accrus pour les constructeurs », a déclaré M. Barre, le 6 décembre, au cours d'un déjeuner organisé par l'Association des journalistes de la construction.

Certes, le fait de créer un fonds commun capable d'assurer le financement des travaux indispensables avant de déterminer, à l'issue d'interminables débats juridiques, les responsabilités respectives des différents acteurs de la construction, améliore la situation des propriétaires de maisons individuelles.

Il ne s'agit cependant pas de leurrer. Sans discuter, mais très controversé, de savoir si l'obligation d'assurance renchérit le coût de la construction, il ne faut guère espérer que les compagnies d'assurance préfinanceront de gaieté de cœur et dans les plus brefs délais les travaux nécessaires.

Il n'est pas plus raisonnable d'imaginer que les assureurs se transformeront aisément en surveillants et en juges de la conformité et du sérieux des travaux au cours de la construction. La menace réelle pour une entreprise digne de ce nom de voir augmenter ses primes, voire de ne plus être assurée (ce qui lui interdirait d'exercer), sera un argument de peu de poids pour les entreprises marginales susceptibles de disparaître en ne laissant que des dettes.

L'affaire des « chalandonnettes » du Languedoc-Roussillon met en évidence la nécessité d'imposer des procédures spécifiques pour protéger, au-dessous d'un niveau de revenus déterminé, les éventuelles victimes de malloçons aussi graves qu'il resterait, demain comme aujourd'hui, dans l'incapacité de faire face à un tel drame.

Que le gouvernement le veuille ou non, la responsabilité de l'Etat se trouve engagée, peu ou prou, envers ceux qu'elle incite, par une aide spécifique, à s'endetter à long terme.

JOSEPH DOYERE.

PLUS DE DEUX MILLE PROPRIÉTAIRES CONCERNÉS

Les « chalandonnettes » sont nées en 1965 de l'initiative de M. Abba Chalandon, alors ministre de l'équipement et du logement, qui lança le concours de maisons individuelles à bon marché. Environ soixante mille maisons de ce type furent construites sur tous les départements de France, à l'origine, leur prix, suivant les modèles et le nombre de pièces, était d'environ 50 000 francs à 130 000 francs. Avec les inévitables révisions de prix dues à l'inflation, elles coûtent au fil des années de 110 000 francs à 180 000 francs.

Les graves malloçons constatées conduisent à des procédures de construction de « chalandonnettes » : « Fio » et « Astre ». Mille trois cent quatre-vingt-deux maisons de premier type et neuf cent soixante-cinq de second ont été construites dans le Languedoc-Roussillon.

Un grand nombre de ces deux mille quatre cents maisons nécessitent un doublage des façades par l'extérieur, ce qui leur assure un confort thermique et acoustique répondant aux normes actuellement en vigueur, bien supérieures à celles exigées au moment de la construction. Le coût de chaque réparation pourra aller jusqu'à 20 000 francs, d'où le montant maximum de prêt envisagé.

susceptible de transformer en cauchemar quotidien le rêve de toute une vie péniblement réalisée. Vivre dans une maison où l'eau stagne dans la cave, où l'humidité décolle les papiers, où les carreaux se décollent, où le plâtre s'effrite, devient vite insupportable. Les moyens de ces propriétaires modestes ne leur permettent pas de faire face efficacement à une telle éventualité.

ÉTRANGER

PAYS LE PLUS RICHE D'AFRIQUE NOIRE

Le Nigéria cherche à diversifier son commerce extérieur

Lagos. — La première Foire commerciale internationale de Lagos se termine le dimanche 11 décembre. Avec ses douze halls d'exposition disséminés à une quinzaine de kilomètres de la capitale nigérienne, sur un terrain de 350 hectares et ses quelque huit cents stands représentant 57 pays (22 européens, 20 africains, 8 américains, 6 asiatiques), ce vaste complexe, dont la construction a coûté 100 millions de nairas (1), symbolise assez bien la « volonté de puissance » que manifeste le Nigéria sur la scène économique mondiale.

Pour les dirigeants militaires de Lagos, cette Foire est un instrument au service du développement national. Le lieutenant-général Olusegun Obasanjo, chef de l'Etat, a souligné dans son discours d'ouverture qu'elle « serait d'un intérêt douteux, si elle se contentait d'offrir, à nos frères, une vitrine aux industriels du monde entier, sans nous libérer de quelque manière de notre entière dépendance à l'égard des économies industrialisées ». En d'autres termes, la Foire de Lagos doit d'abord profiter au Nigéria.

Dans l'immédiat, ce pays, le plus peuplé (75 millions d'habitants) et le plus riche d'Afrique noire, cherche à diversifier au maximum son commerce extérieur. Avec quatre-vingt exposants, l'Allemagne fédérale arrive en tête des six cents firmes étrangères qui participent à la Foire, devant la Grande-Bretagne et la France (soixante-cinq sociétés). Le Nigéria,

De notre envoyé spécial

flouron de l'économie libérale, entretient naturellement des rapports commerciaux privilégiés avec le monde capitaliste, en particulier avec l'Europe. Celle-ci fournissait, en 1976 (dernières statistiques connues), plus de 70 % de ses importations.

La Grande-Bretagne reste le premier fournisseur du Nigéria, devant la S.F.A., la France, les Etats-Unis, le Japon, les Pays-Bas et l'Italie. Gros acheteurs de « brut » nigérien, les Etats-Unis sont, de très loin, le premier client de Lagos. La G.E.E., les Etats-Unis, le Japon et T.U.F.S.S. absorbent ensemble 50 % des exportations nigériennes. Ce chiffre en dit long sur l'extrême modeste des relations commerciales entre le Nigéria et ses voisins (en particulier, les quinze Etats réunis au sein de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et reflète, de manière plus générale, la faiblesse des échanges interafricains. Le Nigéria préfère amorcer ou intensifier une coopération technique bilatérale avec d'autres Etats du tiers-monde, dont il se sent proche par la taille ou le poids économique, tel le Brésil, auquel l'attachent des liens historiques et culturels, voire sentimentaux.

Essor des échanges avec la France

Le volume global du commerce extérieur du Nigéria a connu, ces dernières années, une remarquable progression. En 1976, ses importations se sont accrues de 35 %, la production mondiale de pétrole (110 millions de tonnes), il a mis en œuvre, conformément aux options de son troisième plan de développement (1975-1980) d'ambitieux programmes d'infrastructures, exigeant de très lourds investissements. En conséquence, il importe principalement des machines, des pièces d'équipement et du matériel de transport tandis que ses exportations sont constituées, pour l'essentiel, de pétrole et de produits minéraux.

On retrouve cette structure assez typique du commerce extérieur nigérien dans les échanges entre Paris et Lagos, qui, après avoir végété pendant la guerre du Biafra, sont actuellement en plein essor. La France, cinquième fournisseur du Nigéria, est son quatrième client. De plus, depuis juin 1977, le Nigéria est le premier client de la France en Afrique noire, ainsi que son second fournisseur, après la Côte

d'Ivoire. La France absorbe 11 % des exportations du Nigéria et fournit 8,3 % de ses importations. Le pétrole brut représente 84 % de ses achats. Pour le reste, elle reçoit du Nigéria des produits agricoles (cacao, oléagineux...). Ses importations de brut nigérien ont doublé en trois ans (7,5 millions de tonnes en 1976). Elle vend au Nigéria des véhicules et pièces détachées (Peugeot, Berliet, Saviem), des produits pétroliers raffinés, des machines et du sucre.

Attirés par les débouchés impressionnants qu'offre le marché nigérien, les entreprises françaises y déploient une activité fructueuse et multiforme. Plusieurs sociétés de construction et de travaux publics (Dumez, Fougère, S.G.E.) participent, en bonne place, aux grands programmes d'équipement. Dans le domaine pétrolier, Elf produit du « brut » dans la région de Port-Harcourt, tandis que Total est le premier distributeur privé de carburant aux stations-service nigériennes.

L'United Bank of Africa (U.B.A.), filiale nigérienne de la B.N.P., est la première banque du pays. Dans le secteur industriel l'usine Peugeot de Kaduna, alimentée en pièces détachées depuis Lyon, grâce au seul pont aérien commercial permanent existant au monde (organisé par U.T.A.), assemble vingt-cinq mille véhicules par an et double sa production avant deux mois. Quant au groupe Michelin, il est le premier investisseur français au Nigéria.

Confronté à l'essor des échanges d'« indigénisme » qui, depuis 1974, ont transféré progressivement 60 % du capital à des porteurs de parts locaux — le capital nigérien de la S.C.O.A., par exemple, est partagé entre mille mille petites actions —, plusieurs sociétés françaises installées au Nigéria n'ont pu qu'un faible nombre d'expatriés.

Quelles que soient, sur le plan politique, les différences de vues ou de ton — à l'égard des médias, notamment à l'égard des conflits en Afrique australe, la coopération économique et commerciale franco-nigérienne paraît promise à un bel avenir. Ainsi, dans l'immédiat, les grandes entreprises françaises spécialisées dans les télécommunications (Thomson-C.S.F., C.R.T., C.T.A.), présentes à la Foire de Lagos, espèrent satisfaire, pour une part, à la plus importante série d'appels d'offres jamais lancés dans ce domaine par un gouvernement.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) 1 Naira = 7,50 francs français.

TRANSPORTS

LES RÉSULTATS ET LES PERSPECTIVES D'AIR FRANCE

1977, une année équilibrée, si l'Etat remplit ses « obligations »

Air France, qui escompte cette année un léger déficit d'exploitation, prévoit pour 1978 un taux de progression de son trafic de 7,8 %. Elle envisage de se séparer de cinq Caravelles l'an prochain et confirme son intention d'exploiter dix-huit Airbus en 1980-1981.

Les comptes prévisionnels d'Air France pour l'exercice 1977 font apparaître un déficit de 470 millions de francs : 170 millions pour l'exploitation au sens propre (1977 en 1976) et 300 millions pour l'exploitation au sens large (220,8 l'an dernier). Aux yeux des responsables de la compagnie nationale, le bilan ne peut être le reflet exact de la gestion que si, dans la colonne des recettes, figurent les versements de l'Etat au titre des contraintes d'intérêt général.

L'Etat a, en effet, accepté de verser cette année, à Air France, 478,5 millions de francs de compensations diverses : 32,5 millions pour le maintien en activité des Caravelles, 110 millions pour les charges supplémentaires dues à la « scabellisation » des services entre Orly et Roissy et 233 millions pour l'exploitation de Concord.

« Au total, après intervention du compte à pertes et profits », dit-on, « on peut estimer le solde déficitaire à environ 30 millions. L'exercice 1977 devrait se terminer avec un léger déficit ou, si les choses vont bien, être équilibré ». Indique dans une note aux cadres M. Gilbert Péro, directeur général de la compagnie nationale. Les grèves à répétition des pilotes et des hôtesses et s'élevaient de 100 à 150 millions de francs de dépenses de remise en cause de l'équilibre puisque chaque jour d'arrêt de travail coûte à l'entreprise de 10 à 15 millions.

1977 peut être considérée comme une bonne année pour l'ensemble des compagnies aériennes. De l'avis des dirigeants d'Air France, l'avenir est en fait plus incertain. Pour croire à une relance durable de l'expansion, il faut attendre, en 1978, pour la compagnie nationale, un taux global de progression du trafic de 12,5 %. Un sentiment d'austérité plus enclin à la prudence que, comme le note M. Péro, « l'impossibilité dans laquelle nous nous sommes placés de remplir aujourd'hui de l'ordre dont nous aurions besoin pour assurer le développement de notre réseau moyen-courrier ».

La compagnie nationale ne désespère pas d'obtenir du gouvernement l'autorisation de louer des Boeing-737 pour remplacer les Concorde, mais elle ne peut pas en carterant en attendant la construction d'un avion européen conforme à ses besoins. Dans le cadre d'une utilisation coordonnée des flottes d'Air France et d'Air Inter, M. Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, avait proposé, au mois de juin dernier, un échange de Caravelles.

Le programme 1978 de la compagnie nationale comporte plusieurs nouveautés : ouverture d'une ligne Lyon-Beyrouth, exploitation de la liaison Guadeloupe-Martinique par un Fokker au lieu d'un Boeing-737, suppression de l'Antilles-Guyane assurée en Boeing-747.

Le programme 1978 de la compagnie nationale comporte plusieurs nouveautés : ouverture d'une ligne Lyon-Beyrouth, exploitation de la liaison Guadeloupe-Martinique par un Fokker au lieu d'un Boeing-737, suppression de l'Antilles-Guyane assurée en Boeing-747.

Le programme 1978 de la compagnie nationale comporte plusieurs nouveautés : ouverture d'une ligne Lyon-Beyrouth, exploitation de la liaison Guadeloupe-Martinique par un Fokker au lieu d'un Boeing-737, suppression de l'Antilles-Guyane assurée en Boeing-747.

Le programme 1978 de la compagnie nationale comporte plusieurs nouveautés : ouverture d'une ligne Lyon-Beyrouth, exploitation de la liaison Guadeloupe-Martinique par un Fokker au lieu d'un Boeing-737, suppression de l'Antilles-Guyane assurée en Boeing-747.

JACQUES DE BARRIN.

Développement à partir de Lyon

Une nouveauté au programme 1978 d'Air France : le développement des vols internationaux au départ de Lyon-Satolas. « Il est vital de préserver notre fond de commerce de la région Rhône-Alpes (et au-delà) de l'attraction très forte de Genève, vers le Midi », précise M. Péro. Il s'agit à son avis, d'ouvrir un véritable détournement de trafic que la proximité de l'ouverture de

Une meilleure coopération avec Air-Inter

Le gouvernement devrait approuver, avant la fin de l'année, l'accord de coopération qu'Air France et Air Inter viennent de mettre au point à la demande de M. Raymond Barre. Pour les dirigeants de la compagnie intérieure, ce rapprochement n'est en aucun cas le prélude à une fusion.

Entamées au début de l'été, les discussions ont eu lieu dans un climat de « franche vérité », mais n'ont finalement abouti qu'à des marges résultats.

Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

Avion nouveau. — Les deux compagnies françaises ont des destinations de l'ordre de 2 000 kilomètres. Air France et Air Inter n'ont pu mener très loin ces études, faute d'être aidés par les constructeurs aéronautiques d'un projet de vols à la demande.

SUISSE

VILLARS-SUR-OLON

altitude 1.300 m

A VENDRE

dans domaine privé avec

environnement protégé

APPARTEMENTS

DE LUXE

dans

CHALET TYPIQUE

de 5 à 10 appart. seulement

VUE PANORAMIQUE

Crédit 70 % sur 20 ans, intérêt 6 %

Directement du constructeur

IMMOBILIERE DE VILLARS SA

Cas postale 82

CH-1884 VILLARS-SUR-OLON

Tél. 25/31039 et 32206

CONJONCTURE

M. CEYRAC : il faudrait que la croissance atteigne au minimum 4 % en 1978.

« Il faudrait atteindre en 1978 un taux de croissance au minimum de 4 % et raisonnablement de 4,5 à 5 % », déclare M. Ceyrac dans une interview accordée à l'Express. « Cela représente pour nous un véritable impératif. En 1977, une croissance faible ou nulle équivaut à 2 à 3 % — nous a fait toucher du doigt les difficultés que cela entraînerait pour les investissements, l'emploi et le développement de notre compétitivité », poursuit le président du C.N.P.F., qui estime également qu'il « serait grave de laisser l'entreprise se démolir face au programme commun ».

La guerre du « croissant »

DES ACCORDS DE MODERATION POURRAIENT REMPLACER LES MESURES DE TAXATION

Le conflit qui oppose commerçants de l'alimentation et pouvoirs publics depuis les récentes taxations est en train de se dénouer : on s'achemine vers des accords de modération qui remplaceraient temporairement les mesures de taxation. Les rencontres se sont succédées depuis le 1^{er} décembre entre M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, et les responsables de chacune des professions concernées (restaurateurs, cafetiers, boulangers, pâtisseries, bouchers, poissonniers, volailliers).

Ce sentiment a été confirmé par M. Boulin, qui a annoncé, vendredi 9 décembre à l'Assemblée, que l'arrêté de taxation sur les vins servis dans les restaurants va être abrogé pour faire place à un engagement de modération des professionnels. Le ministre a laissé entendre que des accords semblables allaient être conclus avec les autres secteurs.

Le 3 décembre
QUATRE PAYS SEULEMENT
ONT PARTICIPÉ
A LA RÉUNION SECRÈTE
DES MINISTRES DES FINANCES

Les ministres de l'économie et des finances qui ont participé à la réunion qui s'est tenue secrètement au Trésor, M. Michel Rocard, sont ceux des Etats-Unis, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et de la Grande-Bretagne (voir nos dernières éditions). On se refuse à Paris à donner des précisions sur le contenu des entretiens que la France avait cherché à organiser. L'entourage du chancelier de l'Echiquier, M. Denis Healey, confirme que les conversations ont surtout porté sur la situation de l'économie mondiale et l'évaluation du chômage. Le problème du dollar a bien été évoqué, mais il semble que l'on n'ait pas jugé opportun de prévoir de nouvelles mesures pour intervenir sur le marché des changes. On attend de voir quels seront les effets des mesures annoncées par le gouvernement japonais.

Le secrétaire adjoint au Trésor des Etats-Unis, M. Anthony Solomon, qui accompagnait le secrétaire au Trésor, M. Michael Blumenthal, s'est refusé lui aussi de retourner à Washington, à tout commentaire, se contentant de déclarer que les échanges de vues avaient porté sur « des problèmes d'intérêt mutuel ». Dans une interview qu'il a accordée au Washington Post, M. Solomon attribue à la spéculation le repli du dollar.

Signalons encore qu'à Bruxelles les milieux autorisés belges affirment qu'aucune réunion n'est prévue pendant le week-end entre les ministres des finances des pays membres du « serpent » européen. Le bruit en avait couru dans les milieux bancaires de Zurich, où l'on faisait état de risques d'écroulement de l'accord monétaire européen. Le président de la Bundesbank, M. Ottmar Emminger, s'est, pour sa part, prononcé, vendredi, en faveur du maintien du « serpent ».

(PUBLICITE)

REPUBLICA ARGENTINA REPUBLICA DEL PARAGUAY

ENTIDAD BINACIONAL YACYRETA

Présidence d'entreprises et groupements d'entreprises de travaux publics pour l'exécution des travaux de Génie Civil du projet de Yacyreta.

L'Entidad Binacional Yacyreta, constituée en application des dispositions de l'article III du traité signé entre la République Argentine et la République du Paraguay, le 3 décembre 1973, procède à une présélection des entreprises et groupements d'entreprises pour l'exécution des travaux de Génie Civil principaux du projet hydroélectrique de Yacyreta, sis sur le río Paraná au droit de l'île de Yacyreta. Les caractéristiques du projet sont les suivantes :

Puissance à installer :

Première phase : 20 groupes 2.700 MW

Deuxième phase : 10 groupes supplémentaires 1.350 MW

Total 4.050 MW

Hauteur de chute nominale (chute nette) 20 M

Volume de débit et de remblai ordinaire 2.800.000 M³

Volume de béton armé 92.000 M³

Longueur totale de digues en terre 10 Km

Le présent avis de présélection est ouvert et international : il s'adresse aux entreprises et groupements d'entreprises hautement spécialisés dans la réalisation de grands projets hydro-électriques. Le financement du projet fait actuellement l'objet de négociations avec la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement.

Les entreprises intéressées peuvent acquiescer le dossier de présélection à la Direction Financière de la Entidad Binacional Yacyreta, soit à Buenos-Aires, République Argentine, Calle Junin 1680, soit à Asunción, République du Paraguay, Calle Humboldt 257. Les délais de réponse sont les suivants : 20 à 18 h. 30 au plus, de 20 h. (cinquante mille) quarante le premier exemplaire et de 27.500 (sept mille cinq cents) exemplaires les suivants.

Les entreprises ou groupements désireux d'être préqualifiés devront faire mention de domicile à Buenos-Aires, République Argentine.

Les candidatures seront reçues à l'adresse indiquée dans le dossier jusqu'au 3 février 1978 à 16 heures, heure à laquelle il sera procédé à l'ouverture des plis en présence des intéressés, un procès-verbal sera dressé à cette occasion.

محذا من الاصل

LA SEMAINE FINANCIÈRE

ET LES PERSPECTIVES D'AIR FRANCE

équilibrée, si l'état remplit ses obligations

MARCHÉ MONÉTAIRE

au gré des changes

Après un regain de tension en début de semaine, dû aux renouveau des marchés des changes et à la certaine faiblesse du franc, le marché monétaire a connu un glissement du FRANC par rapport aux monnaies du service minimum européen, la Banque de France manifestant une certaine prudence, l'arme des taux d'intervention de 1/4 % par semaine, son taux d'intervention de 1/4 % sur les marchés au jour le jour.

À l'étranger, la Banque de Belgique a baissé le taux de son taux d'intervention de 1/4 % à 1/2 % ; des taux à l'étranger, pour défendre le FRANC BELGE : elle aurait demandé aux banques belges de relever le taux des emprunts en monnaie nationale consentis aux non-résidents. Aux États-Unis, la masse monétaire s'est légèrement accrue cette semaine, sans que cela influence les taux à court terme, restés inchangés. — F. R.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Reprise en fin de semaine

Le réajustement tout à fait relatif du dollar a permis à la Bourse américaine d'enregistrer, à la veille du week-end, une reprise assez sensible. Le repli de l'indice Dow Jones, qui s'alignait à nouveau près d'une douzaine de points, est revenu à l'état d'attente à la veille du week-end. Toutes les séances ont cependant à la place du signe d'une détente latente, tenant à la fois la détérioration du climat social, le ralentissement de la reprise économique et aux incertitudes concernant le traitement du déficit.

La meilleure nouvelle de la semaine a été, paradoxalement, l'annonce d'une hausse de 0,7 % des prix à gros en novembre. Les meilleurs manœuvres tablèrent en effet sur une augmentation de l'indice de 0,8 %.

Le volume des transactions a été légèrement inférieur à celui de la semaine précédente, puisque, d'un côté, l'indice Dow Jones a baissé de 1,57 millions de titres contre 1,57 millions de titres.

Indice Dow Jones du 9 décembre : 1.573,33 (contre 1.573,33) ; indice public, 113,38 (contre 113,38) ; transports, 212,12 (contre 212,12).

Cours 2 déc. 9 déc.

Indice Dow Jones 1.573,33 1.573,33

Indice public 113,38 113,38

Indice transports 212,12 212,12

LONDRES

Le chaud et le froid

Le chaud et le froid ont alternativement agité sur le Stock Exchange où, à l'issue d'une semaine assez peu active, l'indice « Financial Times » des Industriels s'est établi à 483,9 contre 482,7 le vendredi précédent.

D'abord découragé par les résultats de la semaine relative du sterling, le ralentissement de l'inflation et l'absence d'une décision modérée prise par le syndicat des mineurs.

Les fonds d'Etat ont été favorisés par la fermeté relative du sterling, le ralentissement de l'inflation et l'absence d'une décision modérée prise par le syndicat des mineurs.

Les mines d'or ont terminé en légère hausse, en dépit d'une chute à la veille du week-end.

Cours 2 déc. 9 déc.

Indice Financial Times 483,9 482,7

Indice mines d'or 113,38 113,38

Indice transports 212,12 212,12

TOKYO

La baisse reprend

Après huit jours d'accalmie, marquée par une sensible remontée des cours, la baisse a repris cette semaine à Tokyo, et les différents indices ont chuté de 2,4 %, se rapprochant de nouveau de leurs plus bas niveaux de l'année. À l'origine de ce repli : la rumeur d'un relèvement des taxes parues sur les investissements boursiers et l'annonce d'une chute des bénéfices de plusieurs grandes sociétés exportatrices consécutives à la réévaluation du yen.

L'activité a porté sur 1 050,8 millions de titres.

Indice du 9 décembre : Nikkei Dow Jones, 4 833,36 (contre 4 833,36) ; indice général, 359,73 (contre 359,73).

Cours 2 déc. 9 déc.

Indice Nikkei Dow Jones 4 833,36 4 833,36

Indice général 359,73 359,73

FRANCOFORT

Léger repli

Cours 2 déc. 9 déc.

Indice DAX 1.573,33 1.573,33

Indice public 113,38 113,38

Indice transports 212,12 212,12

Autour d'un forum

Le vrai problème

Une nombreuse assistance s'était réunie le 6 décembre à l'hôtel Serravallo, à Paris, pour écouter les exposés des orateurs sur le thème « La Bourse et les partis politiques », le tout dans le cadre d'un forum organisé par la Compagnie des agents de change. On y entendait une vibrante intervention de M. Michel Debré sur la bataille des investissements et la nécessité d'une mobilisation de l'épargne pour mener la guerre économique. M. Uri (P.S.) manifesta des préoccupations analogues en développant un de ses thèmes favoris, à savoir la détérioration de l'épargne au moment où elle s'investit.

Pas de nouveauté sur les nationalisations, à l'exception du sonnet manifesté par les radicaux de gauche de conseiller des entreprises liées au sein des groupes nationalisés, y compris dans le secteur financier. MM. Marcille (R.P.R.) et Dailly (radical) rappellent que toute discrimination entre actionnaires à l'occasion d'une indemnisation pouvait être une violation de la Constitution : en ce cas, le Sénat déclinait le

verrou. Est-ce si sûr ?

Plus banales ont été les réflexions sur la nécessité de moins favoriser désormais l'investissement immobilier, qui concurrencent de façon néfaste l'investissement en actions. Une certitude cependant : l'ensemble des partis se sont déclarés favorables à une refonte, et même, pour certains, à une abrogation de la loi sur la taxation des plus-values mobilières. Au total, un bilan un peu décevant : ce fut le sentiment d'un certain nombre de participants. Il y avait pourtant dans les conclusions de M. Yves Fassinon un point qui méritait d'être souligné : un simple développement, celui de la légitimité d'un profit appréciable en contrepartie de l'acceptation d'un risque financier. La réhabilitation de la notion de « valeur à risque variable » (c'est-à-dire entre zéro et une forte rémunération) s'inscrit malheureusement en contre-courant d'une évolution vers une sécurité accrue et un profit qui prend de plus en plus le type « obligatoire ». Si un consensus social et politique devait être recherché en ce sens auprès des formations politiques, c'est bien celui-là. — F. R.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 5 AU 9 DECEMBRE

Un marché trop perturbé

Fortement perturbée par un conflit interne à la profession (voir encadré), la semaine boursière s'est limitée à deux séances « réelles » au Palais Brongniart. Pour pallier l'absence de cotations décidée par les syndicats, la chambre syndicale des agents de change a mis en place mercredi et vendredi une « procédure de service minimum » consistant à coter les valeurs françaises du terme, à l'extérieur même des charges spécialisées. Toutefois, compte tenu des difficultés de transmission des ordres et de cotations des titres, il est malaisé de tirer quelque enseignement de l'orientation du marché. De fait, l'on estime généralement que, d'un vendredi à l'autre, les différents indices n'ont guère varié.

Commencée avec une heure de retard pour permettre la tenue d'une assemblée générale du personnel, la séance de mardi se solda par une forte baisse des valeurs françaises (12 % en moyenne). Le service minimum appliqué le lendemain par les agents de change ne permit pas d'enregistrer la correction en hausse à laquelle beaucoup s'attendaient. Il fallut attendre jeudi, séance « normale » au Palais Brongniart, pour assister à un complet retournement de tendance. À la veille du week-end, un nouvel arrêt de travail lié au durcissement du conflit obligea les agents de change à faire de nouveau appel à la procédure exceptionnelle de cotation. Seules les valeurs françaises inscrites à terme furent négociées, généralement en légère hausse.

Il est bien difficile — pour ne pas dire impossible — de mesurer l'impact des perturbations liées au mouvement revendicatif sur le volume des affaires. Contrariées par les arrêts de travail, il est incontestable qu'une partie de la clientèle boursière a préféré différer ses ordres à des jours meilleurs. Mais l'environnement économique et politique de cette semaine était-il de nature à favoriser l'investissement boursier ? Rien n'est moins sûr. Le front social est agité, et les grèves ne sont jamais bien accueillies dans les milieux financiers. Sur les marchés des changes, le franc a poursuivi son mouvement d'affaiblissement en dépit d'une légère remontée à la veille du week-end. Certes, les prévisions économiques du gouvernement demeurent, somme toute, relativement optimistes. Trop, peut-être. En tout cas l'O.C.D.E. s'est montrée nettement plus prudente, tablant sur une croissance de la production intérieure française limitée à 3 % en 1978, contre 4,5 % selon M. Raymond Barre. Mais, objectera-t-on, les boursiers ne se montrent généralement guère sensibles à ce type de prévisions souvent démenties. Ils se sont, en revanche, particulièrement intéressés au forum sur « La Bourse et les partis politiques » (voir encadré), et là, non plus, toutes leurs aspirations ne furent pas comblées.

PATRICE CLAUDE

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Nouvelle hausse du cuivre, reprise du café

METALLS. — Les cours du cuivre se sont inscrits à leur plus haut niveau depuis six semaines à Londres. En termes réels, les prix se situent actuellement à leur plus bas depuis sept ans, mais les pays membres du CIPEC n'ont pu se mettre d'accord sur une action concertée. Trois d'entre eux, Zambie, Pérou et Zaïre, ont cependant conclu un accord de principe en vue de réduire leur production. Une importante société japonaise préconise l'achat par le Japon de 300 000 tonnes de métal à Londres, où les stocks sont estimés à 370 000 tonnes.

Fortes hausses du plomb dont les cours ont atteint leur plus haut niveau depuis six mois. Trois producteurs des États-Unis ont relevé leur prix de 1 cent à 32 cents le lb. En outre, les Soviétiques se porteraient acquiescer à 5 000 tonnes supplémentaires.

Sensibles reprises des cours de métaux. L'industrialisme de Londres a été moins important que prévu et le marché s'attend maintenant à une diminution d'environ 300 tonnes.

ALUMINIUM. — Les onze pays membres de l'Association internationale de la demande ont « voté » à 24 dollars la tonne le prix plancher du métal sur une période de six mois, à compter du 1er janvier 1978. Le prix du marché de l'Amérique du Nord.

DÉTERGENTS. — Reprise des cours du café sur les marchés de New-York, Londres et Paris. La décision du Brésil de décaler la production de l'exportation de 2,5 à 2,0 dollars la lb pour les livraisons de janvier et de février était largement attendue. Après deux semaines de quantification, le regain d'activité constaté sur les marchés parait lié à un resserrement de l'offre pour les livraisons proches. Les exportations brésiliennes des deux premiers mois de l'année sont estimées à 1,2 millions de tonnes, contre 1,3 millions de tonnes en 1976.

Les cours du cacao ont été plus soutenus après d'importantes fluctuations. Le décalage entre la récolte mondiale de la campagne 1977-1978 à 1,4 million de tonnes, contre 1,3 million de tonnes précédemment. Les bruyères devaient, en revanche, revenir à 1,4 million de tonnes cette année, contre 1,5 million de tonnes en 1976.

Le sucre a poursuivi son mouvement de hausse. Les cours ont été influencés par le niveau élevé des prix payés pour le sucre vendu par la République dominicaine. Selon une firme spécialisée, la production mondiale est estimée à 39 millions de tonnes, contre 38 millions de tonnes, cette année, et la consommation à 38 millions de tonnes.

CÉRÉALES. — Evolution irrégulière du marché du blé. Des achats de blé français ont compensé, en partie, la tendance à la baisse de Chicago.

MARCHÉ DE L'OR

	2/12	9/12
Or fin (à la livre)	252,00	251,00
— (à la once)	252,00	251,00
Pièces françaises (10 gr.)	217	216
Pièces suisses (20 gr.)	224	223
Pièces suisses (10 gr.)	217	216
Pièces indiennes (10 gr.)	221	220
Souverain	221	220
1/2 souverain	221	220
Pièce de 20 dollars	1194	1194
— 10 dollars	597	597
— 5 dollars	298	298
— 2,5 dollars	149	149
— 1 dollar	74	74
— 50 cents	37	37
— 25 cents	19	19
— 10 cents	8	8
— 5 cents	4	4

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	5 déc.	6 déc.	7 déc.	8 déc.	9 déc.
Termes	—	61 512 550	32 830 015	55 041 787	35 980 627
Comptant	—	131 158 029	7 078 785	315 900 609	1 973 827
R. et obl.	—	102 187 275	381 200	58 638 531	1 532 539
Actions	—	—	—	—	—
Total	—	294 855 854	40 288 000	429 580 937	39 486 993

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1976)

Valeurs	5 déc.	6 déc.	7 déc.	8 déc.	9 déc.
Franç.	—	91,2	—	91,5	91,8
Etrang.	—	—	—	90,6	—

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1976)

Tendance	5 déc.	6 déc.	7 déc.	8 déc.	9 déc.
—	—	98,8	—	98	98,2

(base 100, 29 décembre 1961)

Ind. gén.	5 déc.	6 déc.	7 déc.	8 déc.	9 déc.
—	—	60,5	—	60,9	—

(*) Chiffres non significatifs, cotations à terme réalisées dans le cadre du service minimum.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Coup de frein à la baisse du dollar Léger glissement du franc

Quelle semaine ! Chute vertigineuse du DOLLAR pendant les deux premiers jours avec des records absolus de baisse, puis lent redressement permettant de limiter les dégâts, nouvelle flambée des monnaies fortes (DM et FRANC SUISSE) et glissement très net du FRANC FRANÇAIS, atténué à la veille du week-end, telles les péripéties qui ont agité les marchés des changes, défrayant les chroniqueurs et motivé de nombreuses déclarations politiques.

Lundi, donc, après un bref répit en début de matinée, la chute du DOLLAR, déjà très sensible la semaine précédente, reprenait de plus belle à Francfort, la monnaie américaine tombant avec une facilité déconcertante au-dessous du niveau fatidique, 2,20 DM, considéré jusqu'alors comme une sorte de « cours plancher ». Mais, on le sait bien, les planchers sont faits pour être enfoncés, et les plafonds pour être crevés. Le lendemain mardi, la chute prit un caractère effrayant. Sous l'effet de la spéculation, qui le quittait pour se ruiner sur les monnaies fortes, le DOLLAR tombait, tombait.

À Francfort, les cambistes, ahuris, voyaient défiler les chiffres : 2,19 DM, 2,18 DM, 2,17 DM, 2,16 DM.

En outre, les remous des marchés des changes seraient au centre des discussions des gouverneurs des banques centrales réunies ce week-end à Bonn. Que dire ? Que faire ? Pour les bons esprits, la réponse à ces questions se trouve au Congrès des États-Unis, où l'on continue à discuter péniblement le projet de loi sur l'économie d'énergie présenté par le président Carter. S'il est rejeté ou mis en pièces, l'énorme déficit commercial américain se perpétuera, la source de DOLLARS excédentaires continuera à couler, et cette monnaie à baisser.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

PLACE	Libre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	—	1,2395	4,8985	3,9125	4,0087	63,1322	4,3337	1.008,55
—	—	1,2390	4,8979	3,9083	4,0167	63,2088	4,3443	1.006,14
New-York	1,6350	—	20,6011	46,7536	46,6521	2,9005	42,2364	0,1137
—	1,6350	—	20,6038	46,7545	46,5103	2,8793	41,8835	0,1140
Paris	8,5596	4,8400	—	226,43	221,00	14,8289	204,43	5,5078
—	8,5179	4,8450	—	226,71	219,52	15,8006	202,97	5,5545
Zurich	3,9125	2,1275	44,1632	—	97,8927	4,1956	90,2851	2,4304
—	3,8953	2,1270	44,1673	—	98,8252	4,1321	89,5266	2,4257
Frankfurt	4,0087	2,1000	45,2479	202,4562	—	6,3478	92,5036	2,4921
—	4,0167	2,0970	45,2521	202,5756	—	6,3517	92,4581	2,5165
Bonn	63,1322	34,5000	7,1289	16,1440	15,7534	—	14,5723	3,2989
—	63,2088	34,7000	7,1382	16,2517	15,7362	—	14,5406	3,2900
Amsterdam	4,3337	236,75	65,9152	110,7682	108,1059	6,9623	—	2,6841
—	4,3443	236,70	65,9272	111,6286	108,1558	6,9730	—	2,7517
Milan	1.008,55	975,25	181,85	411,13	401,25	25,4719	271,37	—
—	1.006,14	977,00	181,81	410,38	397,49	25,2519	267,49	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent le cours-valeur en francs de 1 dollar, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1.000 lire.

Une pause. La Bundesbank intervenait pour stopper le mouvement, mais l'achat d'une heure plus tard, ce qui relançait le mouvement : 2,16 DM, 2,15 DM, record absolu de plongée. À Zurich, même scénario : 2,13 FS, 2,12 FS, 2,11 FS. Le DOLLAR a baissé.

Manifestement, cela allait trop vite, et une réaction technique était prévisible. Elle s'amorça dans l'après-midi de mardi sur l'annonce d'une décision préliminaire du ministre des finances ouest-allemand, M. Apel. Ce dernier a tenu des propos « rassurants » du genre « la baisse du dollar n'est pas justifiée par les réelles données économiques, mais principalement d'opérations spéculatives ». Il n'importe, la remontée du DOLLAR se confirme. Cette réaction a été provoquée à la fois par les achats de DOLLARS émanant d'utilisateurs habituels restés attentistes jusqu'alors, des rachats de vendeurs à découvert et, surtout, les interventions concertées des banques centrales des pays qui se baissent du DOLLAR gène par trop. Un certain nombre de personnalités ont fait des déclarations très dures pour les marchés, pour le DOLLAR, le président de la Banque nationale, M. Lœwiler, assure.

Les cambistes ajoutent que si le mandat de M. Arthur Burns, président du Federal Reserve Board et gardien vigilant de l'orthodoxie, n'était pas renouvelé, la chute du dollar s'accroîtrait encore. Dans l'immédiat, il est possible que la monnaie américaine se redresse un peu d'ici à la fin de l'année. Après.

À Paris, le DOLLAR a baissé moins rapidement qu'ailleurs, de sorte que le deutschemark, très recherché de la fin de la semaine (record 2,25 DM), pour revenir au voisinage de 2,20 F. Ne parlons pas du FRANC SUISSE, qui dépassa 2,20 F. En histoire, il ne manifeste pas trop d'inquiétude dans l'immédiat, estimant qu'il n'est guère possible d'avoir de prise sur des mouvements internationaux de cette ampleur. Pour l'instant, l'arme du taux n'est guère utilisée. Trop tôt, sans doute. Notons qu'à l'étranger on parle plutôt pour la stabilité du FRANC dans les prochains mois.

Quant au YEN, il est resté stable par rapport au dollar, maintenu au-dessus de 240 yens par la Banque du Japon.

Sur le marché de l'or, où le cours de l'once a oscillé entre 158 et 161 dollars, les opérateurs attendaient les résultats de l'adjudication mensuelle du Fonds monétaire qui s'est effectuée au prix de 160,85 dollars l'once, contre 161,85 dollars il y a un mois.

FRANÇOIS RENARD

UN CONFLIT QUI SE DURCIT

OU LES LIMITES D'UNE PROCÉDURE

« Elles-vous d'accord pour intensifier votre action pendant une semaine (en excluant la grève illimitée) ? » À cette question qui lui était soumise à la veille du week-end, le personnel boursier a largement répondu oui (135 voix contre 734). Il faut donc s'attendre à de nouvelles perturbations (ou à des suspensions totales) dans le déroulement des prochaines séances à la Bourse de Paris.

Les causes d'un conflit qui s'est déjà traduit par trois arrêts de travail cette semaine au Palais Brongniart sont multiples. Les revendications de personnel exprimées par les syndicats portent notamment sur un rattrapage de l'indice INSEE par les salaires de 1977, une amélioration de 0,5 % du pouvoir d'achat, une indemnité de 25 % sur le coût de la « carte orange » de transport, et, maintenant, sur le paiement des jours de grève. Revenant tout d'abord à la discussion sur le thème d'une augmentation du pouvoir d'achat des salariés (ce qui est contraire au plan Barre), la chambre syndicale a finalement décidé de séquestrer, à la fin de la semaine, les délégués du personnel.

Cette mesure a l'incontestable avantage de limiter les pertes de recettes pour des charges dont la moitié sont déjà en déficit. Elle a aussi le redoutable inconvénient de durcir les positions, sans que les revendications par le personnel, comme une atteinte à un droit réputé inaliénable, la grève.

Ce conflit, dont on s'entrevoit pas encore l'issue, aura fait apparaître les limites d'une procédure introduite à la suite du dernier mouvement de revendications salariales, mais il y a deux ans par les syndicats boursiers. Les problèmes qui se posent, et se poseront en crise, dans une profession en crise, n'ont pas pour autant résolu. — F. C.

**Lancé avec deux cosmonautes
à son bord**

SOYOUZ-26 VA SANS DOUTE
TENTER DE S'ARRIMER
A LA STATION SALIOUT-6

A LA STATION SALICOT-6

L'Union soviétique a lancé samedi 10 décembre à 4 h 10, depuis la station Salicot-6 (en français), le vaisseau spatial Soyouz-26, ayant à son bord le lieutenant-colonel Youri Romanenko, dont c'est le premier voyage dans l'espace, et le cosmonaute géorgien, qui avait déjà volé Georgui Gretchko, qui avait déjà participé à la mission Soyouz-17 en 1975.

L'Agence Tass indique que les deux cosmonautes effectueront des expériences impliquant la participation de la station orbitale Salicot-6, à 30 km d'altitude, pendant 20 jours.

Le nombre de vols selon toute vraisemblance, les vont donc tenter de s'arrimer à Salicot-6, le 10 octobre dernier, une tentative que ce genre avait déjà faite, le vaisseau Soyouz n'ayant pu s'approcher à moins de 120 mètres de Salicot.

Parlant du mouvement communiste international

M. Kanapa (P.C.) : nous avons une autre conception du socialisme

l'hebdomadaire "France Soviétique" publie la seconde partie de l'exposé et du débat qui s'est tenu au bureau politique du parti communiste, devant l'école centrale du P.C. sur le thème : « Le communisme est-il vraiment universel, c'est-à-dire valable pour tout le monde » (20 décembre).

Kanapa déclare notamment : « Le communisme est la doctrine de la répression, l'impossibilité de nous accorder là-dessus, nous conduit à se demander si nous ne sommes pas en train de nous perdre dans une conception que nous avons, nous et les autres, du socialisme. Le socialisme est une démocratie sans tyrannie et libertés sont indispensables ».

Il explique ensuite pourquoi le P.C. est contre le BRG.

NOUVELLES BRÈVES

NOUVELLES BRÈVES

Arrondissement

ix sera préservée

ministère fait savoir à la Ville qu'il désire que les restes de la cité d'artistes soient protégés et sauvegardés sans prononcer toutefois le mot de classement.

Le SEMPRE doit donc revoir l'ensemble de son projet. Elle ne construira plus deux cent vingt appartements ELIM mais cent quarante et cinq ateliers d'artistes à lieu des dix précédents. Le plan d'aménagement initial. La cité se trouvant placée sur le tracé de la future piste cyclable celle-ci devra donc, selon la SEMPRE, être réduite de 100 mètres.

JEAN PERRIN.

Dans le quartier de La Villette

**LES ÉCOLOGISTES
SE RETIRENT DE LA COMMISSION
D'ARRONDISSEMENT**

Les écologistes qui y étaient représentés par M. Arnaud Bonand ne participeront plus aux travaux de la commission d'arrondissement du dix-neuvième, à Paris. Dans une lettre ouverte, au

« Des sujets aussi importants, écrivent-ils, que l'aménagement des anciens chantiers de La Villette, les problèmes de circulation, l'écoulement des eaux de l'Ourve n'ont pas encore été touchés, alors qu'ils doivent donner lieu à une consultation populaire ».

D'une façon générale, estiment-ils, « les sujets abordés (devant la commission) ont été mineurs ou partiellement étudiés ».

Autre motif de mécontentement : « Aucune réponse réelle n'a été apportée ni par la Ville ni à la commission pour la sauvegarde des deux maisons de quartier de la place des Fêtes et la mise en place immédiate d'une maison de quartier dans le sec-

[illegible]

Troum soutiendra ce accepté. Les services de renseignements américains, fournie de transport militaire à l'appuy d'action à l'Irak, qui apparemment le premier pour obtenir les Deux-Deux membres du pacte de la Tchecoslovaquie et la e, ont également commandé de ce type. Mals Moe-ment préférence au-ment trake, appa-les six premiers appareils quelques mois. — (A.F.)

présences culturelles françaises en Liban. — Le Centre de recherche sur le Moyen-Orient contemporain (CEROC) a été inauguré le 15 décembre par le ministre libanais de l'Éducation, Rida Rizk, et l'ambassadeur français, M. Hubert Argod. Le CEROC est un centre de recherche classique et appliquée en documentation et en études du Moyen-Orient. Il est dirigé par un Français, André Bourrey, le CEROC dispose d'un conseil de fonctionnement paritaire franco-libanais. Les membres français de ce conseil sont des professeurs ou professeurs spécialisés du Moyen-Orient. — (C. Resp.)

● Une jeune fille assassinée en Seine-et-Marne. — Une jeune fille âgée de dix-sept ans, Mlle Noëlle Matti, demeurant chez ses parents à Vincennes (Seine-et-Marne), a été découverte assassinée dans un champ à proximité de la départementale 212 à Mauregard (Seine-et-Marne). Entièrement dévêtue, elle avait subi de multiples coups de couteau. Les enquêteurs de la gendarmerie de Vincennes ont tenté de retrouver l'auteur de ces crimes, mais sans succès.

Banque européenne d'investissement (B.E.I.) vient d'accorder un prêt de 125 millions de francs (110 millions de dollars environ) portant à 7,7 % à la société sidérurgique de Serbie, la Siderurgija, pour la modernisation de ses usines de Srebrenica. Les usines de Srebrenica ont été violentées avant d'être ébranlées.

● La Française Perrine Poles a remporté, samedi 10 décembre, le 1500 mètres spécial de la Coupe du monde de Cervinia. Elle devance sa compatriote Fabienne Gurré de un centième à l'issue des deux

**WEEK-END
A LONDRES
470F.**
Perseigne mentes République Tour
8 a place de la République
75011 Paris Tel. 555 39 50
ou votre agent de voyages.

A B C D F G